

REPUBLIQUE DE GUINEE

**PROJET DE LOI DE
FINANCE 2018**

Contenu

TEXTE DE LOI	0
I- DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX RESSOURCES, AUX CHARGES ET A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER	2
II- DISPOSITIONS PARTICULIERES	4
III- DISPOSITIONS RELATIVES AUX MODALITES D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT	16
RAPPORT DE PRESENTATION	0
I- Contexte, hypothèses et objectifs de la politique budgétaire 2018	1
II- Exécution au premier semestre 2017 et projection à fin décembre	2
III- Exécution des recettes intérieures	3
IV- CHIFFRES CLES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2018	6
TOFE	7
DEVELOPPEMENT DES RECETTES	7
SYNTHESE DES DEPENSES	7
DETAIL DES CREDITS D'INVESTISSEMENT	Erreur ! Signet non défini.
DETAILS DES CREDITS D'INVESTISSEMENT	7

TEXTE DE LOI

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité

ASSEMBLEE NATIONALE

LOI L/2017/N° _____/AN

PORTANT LOI DE FINANCES INITIALE POUR L'ANNEE 2018

L'Assemblée Nationale,

Vu – La Constitution

Vu – La loi organique N°L/2012/012/CNT du 06 août 2012 relative aux lois de finances

Après en avoir délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**I- DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX RESSOURCES, AUX
CHARGES ET A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER**

A. DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 1 /

La perception des impôts, produits et taxes diverses affectés à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2018 conformément aux lois et règlements en vigueur sous réserve des dispositions de la présente loi.

Article 2 /

Les affectations de recettes à des dépenses déterminées, sous forme de budgets d'affectation spéciale, de comptes de commerce ou de fonds de concours, sont autorisées et prévues en Loi de Finances.

Article 3 /

Les recettes du budget de l'Etat pour 2018 sont évaluées à **DIX SEPT MILLE SIX CENT SOIXANTE SEIZE MILLIARDS DEUX CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLIONS SIX CENT QUATRE VINGT DIX MILLE FRANCS GUINEENS (17 676 000 000 000 GNF)** et se décomposent ainsi qu'il suit:

❖ RECETTES FISCALES	15 383 535 416 000
❖ AUTRES RECETTES	752 464 584 000
❖ DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 540 000 000 000
- Dons affectés	796 000 000 000
- Dons non affectés	744 000 000 000

La ventilation de ces recettes figure en annexe dans la présente Loi.

B. DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 4 /

Le montant des dépenses inscrites au titre du budget de l'Etat dans la loi de finances pour 2018 est de **VINGT MILLE CENT CINQUANTE CINQ MILLIARDS CINQ CENT QUARANTE DEUX MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE HUIT MILLE FRANCS GUINEENS (20 155 542 568 000 GNF)** se répartissant comme suit:

❖ DEPENSES COURANTES	12 768 492 350 000
- Charges financières de la dette	1 264 000 000 000
- Dépenses de personnel	4 128 000 000 000
- Dépenses de biens et services	3 742 487 352 000
Dont dépenses FER	259 243 884 000
- Dépenses de transfert	3 634 004 998 000
❖ DEPENSES D'INVESTISSEMENT	7 387 050 218 000
- Investissement sur financement intérieur	2 780 000 218 000
- Investissement sur financement	4 607 050 000 000

C. CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Article 5 /

Le montant du déficit s'élève à **DEUX MILLE DEUX CENT VINGT MILLIARDS DEUX CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLIONS SIX CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE FRANCS GUINEENS (2 220 298 684 000 GNF).**

Article 6 /

Pour financer ce déficit budgétaire, le Ministre chargé des Finances est autorisé à :

- contracter des emprunts pour un montant de TROIS MILLE NEUF CENT DOUZE MILLIARDS FRANCS GUINEENS (3 912 000 000 000 GNF) ;
- procéder à des cessions d'actifs d'un montant de DIX SEPT MILLIARDS CINQ CENT QUARANTE DEUX MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE FRANCS GUINEENS (17 542 574 000 GNF).
- procéder à l'amortissement de la dette publique pour un montant de MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT SEPT MILLIARDS CINQ MILLE FRANCS GUINEENS (1 287 000 005 000 GNF) ;
- Procéder à un désendettement auprès du système bancaire pour un montant de TRENTE NEUF MILLIARDS FRANCS GUINEENS (39 000 000 000 GNF) ;
- Réduire le niveau des autres financements non bancaires pour un montant de CENT VINGT TROIS MILLIARDS DEUX CENT VINGT HUIT MILLIONS SIX MILLE FRANCS GUINEENS (123 228 006 000 GNF) ;
- Réduire les arriérés intérieurs à hauteur de DEUX CENT SOIXANTE MILLIARDS QUINZE MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE DIX NEUF MILLE FRANCS GUINEENS (260 015 879 000 GNF).

II- DISPOSITIONS PARTICULIERES

A. DETAIL DES CREDITS PAR MINISTERE ET INSTITUTION

Article 7 /

Dans la limite des plafonds de dépenses fixés à l'article 4 ci-dessus au titre du budget de l'Etat, les crédits alloués aux ministères et institutions se présentent comme suit par section et titre (en milliers de GNF) :

MINISTERES ET INSTITUTIONS	LFR 2017	PLF 2018
TOTAL GENERAL	15 812 003 321	20 155 542 568
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	367 218 589	418 663 056
Titre 2. Dépenses de personnel	41 560 626	38 931 648
Titre 3. Dépenses de biens et services	270 888 963	276 017 168
Titre 4. Dépenses de transfert	54 769 000	61 461 240
Titre 5. Dépenses d'investissement		42 253 000
PRIMATURE	79 362 601	64 591 508
Titre 2. Dépenses de personnel	2 838 861	2 691 511
Titre 3. Dépenses de biens et services	35 523 740	51 899 997
Titre 4. Dépenses de transfert	6 000 000	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	35 000 000	10 000 000
MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 817 273 018	1 526 701 502
Titre 2. Dépenses de personnel	767 875 014	537 947 259
Titre 3. Dépenses de biens et services	721 373 468	731 891 494
Titre 4. Dépenses de transfert	222 690 203	226 862 750
Titre 5. Dépenses d'investissement	105 334 333	30 000 000
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	376 247 634	470 728 850
Titre 2. Dépenses de personnel	45 099 228	60 465 589
Titre 3. Dépenses de biens et services	21 592 525	39 569 751
Titre 4. Dépenses de transfert	82 614 663	109 863 410
Titre 5. Dépenses d'investissement	186 136 418	200 930 300
Finex	40 804 800	59 899 800
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	298 674 042	382 852 186
Titre 2. Dépenses de personnel	226 034 315	297 302 724

Titre 3. Dépenses de biens et services	59 692 041	68 918 102
Titre 4. Dépenses de transfert	4 165 486	5 206 860
Titre 5. Dépenses d'investissement	8 782 200	11 424 500
MINISTERE DE LA JUSTICE	93 109 718	125 375 179
Titre 2. Dépenses de personnel	49 993 269	72 531 641
Titre 3. Dépenses de biens et services	32 582 619	38 529 787
Titre 4. Dépenses de transfert	120 930	175 350
Titre 5. Dépenses d'investissement	7 152 000	14 138 400
<i>Finex</i>	3 260 900	0
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	284 986 941	387 715 004
Titre 2. Dépenses de personnel	84 065 956	99 207 382
Titre 3. Dépenses de biens et services	151 492 683	234 486 431
Titre 4. Dépenses de transfert	44 638 302	48 021 190
Titre 5. Dépenses d'investissement	4 790 000	6 000 000
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	128 277 985	132 920 297
Titre 2. Dépenses de personnel	25 374 614	33 623 873
Titre 3. Dépenses de biens et services	30 399 766	23 489 714
Titre 4. Dépenses de transfert	13 816 205	8 873 510
Titre 5. Dépenses d'investissement	54 646 400	58 933 200
<i>Finex</i>	4 041 000	8 000 000
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	440 484 378	312 672 286
Titre 2. Dépenses de personnel	142 030 023	160 731 233
Titre 3. Dépenses de biens et services	44 123 564	59 733 443
Titre 4. Dépenses de transfert	1 608 465	2 400 310
Titre 5. Dépenses d'investissement	34 503 626	35 373 300
<i>Finex</i>	218 218 700	54 434 000

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	86 039 708	209 769 537
Titre 2. Dépenses de personnel	25 218 492	32 797 470
Titre 3. Dépenses de biens et services	38 261 654	38 609 717
Titre 4. Dépenses de transfert	17 247 461	25 738 350
Titre 5. Dépenses d'investissement	5 312 100	15 763 100
Finex		96 860 900
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	489 829 475	626 565 626
Titre 2. Dépenses de personnel	151 618 043	183 339 400
Titre 3. Dépenses de biens et services	10 367 697	5 027 516
Titre 4. Dépenses de transfert	5 001 936	7 252 810
Titre 5. Dépenses d'investissement	193 788 800	129 260 000
Finex	129 053 000	301 685 900
MINISTERE DES PÊCHES, DE L'AQUACULTURE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	102 236 107	108 315 464
Titre 2. Dépenses de personnel	29 055 687	35 525 915
Titre 3. Dépenses de biens et services	3 168 813	7 548 489
Titre 4. Dépenses de transfert	4 281 807	4 750 460
Titre 5. Dépenses d'investissement	3 700 000	12 650 000
Finex	62 029 800	47 840 600
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	65 330 958	111 398 302
Titre 2. Dépenses de personnel	34 935 558	42 066 779
Titre 3. Dépenses de biens et services	11 954 999	16 859 933
Titre 4. Dépenses de transfert	1 974 997	2 812 990
Titre 5. Dépenses d'investissement	9 424 104	3 929 500
Finex	7 041 300	45 729 100
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1 351 079 964	2 334 410 590
Titre 2. Dépenses de personnel	17 537 599	24 248 006

Titre 3. Dépenses de biens et services (yc RER)	219 607 224	268 239 984
<i>dont autres biens et services</i>	<i>6 049 428</i>	<i>8 996 100</i>
<i>dont RER</i>	<i>213 557 796</i>	<i>259 243 884</i>
Titre 5. Dépenses d'investissement	717 466 841	873 005 100
Finex	396 468 300	1 168 917 500
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	124 863 090	233 862 461
Titre 2. Dépenses de personnel	28 401 316	27 065 060
Titre 3. Dépenses de biens et services	5 068 041	7 539 371
Titre 4. Dépenses de transfert	50 635 886	922 030
Titre 5. Dépenses d'investissement	12 651 848	36 066 000
Finex	28 106 000	162 270 000
MINISTERE DU COMMERCE	50 803 729	148 693 239
Titre 2. Dépenses de personnel	41 050 105	53 214 337
Titre 3. Dépenses de biens et services	4 551 324	6 948 902
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 884 000	4 000 000
Finex	3 318 300	84 530 000
MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	16 851 672	46 588 551
Titre 2. Dépenses de personnel	9 604 197	14 396 242
Titre 3. Dépenses de biens et services	4 675 165	9 077 959
Titre 4. Dépenses de transfert	1 572 310	2 346 350
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000	20 768 000
MINISTERE DE LA SANTE	1 141 782 758	1 305 150 379
Titre 2. Dépenses de personnel	200 934 533	270 186 997
Titre 3. Dépenses de biens et services	256 526 117	350 057 323
Titre 4. Dépenses de transfert	80 431 109	104 625 060
Titre 5. Dépenses d'investissement	224 045 600	196 329 700

<i>Finex</i>	379 845 400	383 951 300
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	117 370 692	132 700 001
Titre 2. Dépenses de personnel	16 407 122	21 563 458
Titre 3. Dépenses de biens et services	8 505 862	12 676 033
Titre 4. Dépenses de transfert	6 382 008	10 253 910
Titre 5. Dépenses d'investissement	22 244 200	49 418 500
<i>Finex</i>	63 831 500	42 688 100
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION	1 418 958 951	1 460 959 672
Titre 2. Dépenses de personnel	1 044 338 811	1 133 900 545
Titre 3. Dépenses de biens et services	156 732 203	163 391 627
Titre 5. Dépenses d'investissement	86 853 006	162 996 500
<i>Finex</i>	130 147 000	1 500 000
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	225 196 088	233 597 207
Titre 2. Dépenses de personnel	71 013 391	83 101 372
Titre 3. Dépenses de biens et services	19 559 357	29 089 416
Titre 4. Dépenses de transfert	10 783 740	11 636 420
Titre 5. Dépenses d'investissement	90 589 600	82 992 500
<i>Finex</i>	33 250 000	26 777 500
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	32 632 180	44 107 818
Titre 2. Dépenses de personnel	20 666 236	27 912 353
Titre 3. Dépenses de biens et services	6 277 711	15 890 695
Titre 4. Dépenses de transfert	204 232	304 770
Titre 5. Dépenses d'investissement	5 484 000	0
MINISTERE DE LA JEUNESSE	60 768 063	111 819 339
Titre 2. Dépenses de personnel	16 181 112	25 461 243

Titre 3. Dépenses de biens et services	5 663 295	22 777 797
Titre 4. Dépenses de transfert	3 233 656	7 283 300
Titre 5. Dépenses d'investissement	9 993 000	8 600 000
Finex	25 697 000	45 697 000
ASSEMBLEE NATIONALE	146 491 260	167 386 118
Titre 2. Dépenses de personnel	67 491 260	79 494 588
Titre 4. Dépenses de transfert	79 000 000	87 891 530
COUR SUPREME	19 232 349	27 067 899
Titre 2. Dépenses de personnel	7 232 349	7 752 619
Titre 4. Dépenses de transfert	11 000 000	17 015 280
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000	2 300 000
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	13 514 177	17 474 694
Titre 2. Dépenses de personnel	1 701 504	1 040 650
Titre 3. Dépenses de biens et services	8 312 672	10 631 004
Titre 4. Dépenses de transfert	3 500 000	5 223 040
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	18 890 357	20 117 544
Titre 2. Dépenses de personnel	7 890 357	8 202 264
Titre 4. Dépenses de transfert	11 000 000	11 915 280
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	9 996 329	15 959 777
Titre 2. Dépenses de personnel	2 251 098	3 051 374
Titre 3. Dépenses de biens et services	7 496 696	12 537 514
Titre 4. Dépenses de transfert	248 534	370 890
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	55 972 488	68 424 758
Titre 2. Dépenses de personnel	5 085 422	7 063 929
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 232 797	2 598 359
Titre 4. Dépenses de transfert	32 741 769	43 262 470
Titre 5. Dépenses d'investissement	16 912 500	15 500 000

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	110 223 015	194 626 356
Titre 2. Dépenses de personnel	53 681 645	97 205 211
Titre 3. Dépenses de biens et services	10 983 370	10 314 546
Titre 4. Dépenses de transfert	4 550 000	1 522 500
Titre 5. Dépenses d'investissement	11 129 400	21 239 500
Finex	29 878 600	64 344 600
MINISTERE DES TRANSPORTS	51 135 287	70 993 683
Titre 2. Dépenses de personnel	32 688 867	42 184 498
Titre 3. Dépenses de biens et services	4 871 219	7 437 265
Titre 4. Dépenses de transfert	8 800 000	13 132 220
Titre 5. Dépenses d'investissement	4 775 200	5 410 700
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	8 388 196	12 198 397
Titre 2. Dépenses de personnel	545 776	495 167
Titre 4. Dépenses de transfert	7 842 420	11 703 230
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	779 212 306	1 257 784 270
Titre 2. Dépenses de personnel	122 041 378	206 552 875
Titre 3. Dépenses de biens et services	10 393 377	14 858 533
Titre 4. Dépenses de transfert	496 901 338	670 793 010
Titre 5. Dépenses d'investissement	149 876 214	169 535 853
Dont Investissement MESRS	81 813 400	142 846 000
dont transfert en capital IES Publiques	68 062 814	26 689 853
Finex		196 044 000
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS ET DES MARCHES PUBLICS	21 780 541	21 464 757
Titre 2. Dépenses de personnel	612 880	902 157
Titre 4. Dépenses de transfert	15 119 370	20 562 600

Titre 5. Dépenses d'investissement	6 048 292	0
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	2 126 382 548	3 029 080 292
Titre 2. Dépenses de personnel	15 517 995	20 516 961
Titre 3. Dépenses de biens et services	2 165 117	7 834 130
Titre 4. Dépenses de transfert	1 161 500 000	1 129 175 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	436 443 036	281 217 500
<i>Finex</i>	510 756 400	1 590 336 700
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	37 497 428	239 219 929
Titre 2. Dépenses de personnel	18 407 123	24 913 593
Titre 3. Dépenses de biens et services	4 716 439	7 200 966
Titre 4. Dépenses de transfert	3 250 000	373 070
Titre 5. Dépenses d'investissement	11 123 867	9 213 300
<i>Finex</i>		197 519 000
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	24 508 150	30 375 271
Titre 2. Dépenses de personnel	8 853 406	11 140 590
Titre 3. Dépenses de biens et services	7 171 744	5 757 681
Titre 4. Dépenses de transfert	900 000	1 305 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	7 583 000	2 000 000
		10 172 000
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	12 181 064	81 341 074
Titre 3. Dépenses de biens et services	4 694 064	7 166 774
Titre 4. Dépenses de transfert	350 000	522 300
Titre 5. Dépenses d'investissement	2 885 000	55 800 000
<i>Finex</i>	4 252 000	17 852 000
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	168 885 407	202 402 979

Titre 2. Dépenses de personnel	53 041 783	43 212 857
Titre 3. Dépenses de biens et services	96 035 220	139 901 502
Titre 4. Dépenses de transfert	5 569 504	4 580 620
Titre 5. Dépenses d'investissement	14 238 900	14 708 000
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	5 890 553	8 993 634
Titre 3. Dépenses de biens et services	5 890 553	8 993 634
ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	6 943 200	10 600 812
Titre 3. Dépenses de biens et services	6 943 200	10 600 812
MINISTERE DU BUDGET	139 268 362	163 709 989
Titre 2. Dépenses de personnel	29 153 826	27 218 902
Titre 3. Dépenses de biens et services	87 590 536	129 464 767
Titre 4. Dépenses de transfert	400 000	596 920
Titre 5. Dépenses d'investissement	22 124 000	14 529 400
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	15 290 449	18 658 376
Titre 2. Dépenses de personnel	11 290 449	12 689 186
Titre 4. Dépenses de transfert	4 000 000	5 969 190
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	115 000 000	316 384 470
Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	300 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	15 000 000	16 384 470
COUR CONSTITUTIONNELLE	21 553 056	19 227 263
Titre 2. Dépenses de personnel	6 665 261	1 867 523
Titre 4. Dépenses de transfert	14 887 795	17 359 740
COUR DES COMPTES	22 509 671	31 331 210
Titre 2. Dépenses de personnel	8 786 574	14 177 340
Titre 4. Dépenses de transfert	13 723 097	17 153 870
HAUTE COUR DE JUSTICE	2 000 000	2 500 000

Titre 4. Dépenses de transfert	2 000 000	2 500 000
HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2 723 097	3 403 870
Titre 4. Dépenses de transfert	2 723 097	3 403 870
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	2 736 727	3 479 876
Titre 2. Dépenses de personnel	13 630	76 006
Titre 4. Dépenses de transfert	2 723 097	3 403 870
MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	12 511 002	15 284 654
Titre 3. Dépenses de biens et services	12 511 002	15 284 654
DEPENSES COMMUNES	2 691 907 965	3 177 892 558
Titre 1. Charge Financière de la dette	1 156 098 932	1 264 000 000
Titre 2. Dépenses de personnel	55 664 328	240 029 674
Titre 3. Dépenses de biens et services	640 467 333	573 634 561
Titre 4. Dépenses de transfert	707 381 472	907 093 957
Titre 5. Dépenses d'investissement	132 295 900	193 134 366

B. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ABAISSMENT DU TAUX DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES (IS)

Article 8 /

Les dispositions de l'article 229 du CGI sont modifiées ainsi qu'il suit :

Article 229 :

Pour le calcul de l'impôt, toute fraction du bénéfice imposable inférieure à **1.000 francs** guinéens est négligée.

Le taux de l'impôt sur les sociétés est fixé à **30%** du bénéfice imposable.

C. DISPOSITIONS RELATIVES A LA DETAXATION DU GAZ DOMESTIQUE

Article 9 /

Les dispositions de l'alinéa f de l'article 362 du Code Général des Impôts sont complétées ainsi qu'il suit:

Article 362 :

Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée :

f) les biens ci-après :

- riz ;
- blé ;
- farine et les additifs entrant dans sa production ;
- pain ;
- huiles alimentaires ;
- huile de palmiste ;
- poisson (LF 2012 article 18) ;
- **gaz domestique.**

D. DISPOSITIONS RELATIVES A LA FISCALITE IMMOBILIERE

Article 10 /

L'article 261 du Code Général des Impôts est complété comme suit :

Les propriétés bâties sont :

- Les constructions fixées au sol à demeure telles que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général tous les immeubles construits en maçonnerie fer, bois ou autres matériaux
- L'outillage des établissements industriels attaché au fonds à perpétuelle demeure ou reposant sur des fondations spéciales faisant corps avec l'immeuble, ainsi que toutes installations commerciales ou industrielles assimilées à des constructions ;
- Les panneaux – réclames, affiches-écrans ou affiches sur portatif spécial fixés au sol ou sur des bâtiments.

L'article 262 du Code Général des Impôts est complété comme suit :

Les propriétés non bâties sont :

- les terrains nus à usage commercial ou industriel tels que chantier, lieu de dépôt de marchandises et autres emplacements de même nature, soit que les propriétaires les occupent, soit qu'ils les fassent occuper par d'autres à titre gratuit ou onéreux ;
- les carrières, les étangs, les salines et marais salants.

L'article 264 du Code Général des Impôts est complété comme suit :

La Contribution Foncière Unique est assise sur la base des valeurs locatives réelles des biens imposables au 1^{er} Janvier de l'année d'imposition.

La valeur locative réelle est le prix que le propriétaire retire de ses immeubles lorsqu'il les donne à bail dans les conditions normales, ou à défaut, le prix qu'il pourrait en retirer en cas de location.

Pour les propriétaires personnes morales ou physiques passibles de l'impôt sur les bénéfices dans la mesure où elles sont propriétaires des biens visés à l'article 261 du Code Général des Impôts (CGI),

La base d'imposition sera déterminée de la manière suivante :

Valeur vénale : 70% du prix de revient des immeubles et équipements ;

Valeur locative : 10% de la valeur vénale.

III- DISPOSITIONS RELATIVES AUX MODALITES D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT

Article 11/

Seuls sont habilités à encaisser les recettes publiques ou à payer les dépenses publiques, les comptables publics. Des régisseurs de recettes ou des régisseurs d'avances peuvent, dans les conditions fixées par le Règlement général sur la gestion budgétaire et la comptabilité publique, intervenir, en liaison avec les comptables du Trésor dans les opérations d'encaissement et de paiement.

Article 12/

Les régisseurs de recettes administratives et autres recettes non fiscales sont tenus de reverser au compte du Trésor ouvert au nom de l'Etat à la Banque Centrale tous les encaissements réalisés au titre des redevances, droits et frais administratifs et produits divers.

Aucune contraction entre recettes et dépenses au sein d'un département générateur de recettes administratives et autres recettes non fiscales n'est autorisée.

Les dépenses relatives au fonctionnement de ces départements ministériels et leurs services doivent être couvertes par des crédits régulièrement ouverts en loi de finances.

Article 13/

Sont réputés gestionnaires de fait, tous fonctionnaires ou agents qui auront détenu ou manipulé des fonds publics sans y avoir été habilités. Ils sont personnellement et pécuniairement responsables des opérations qu'ils auront effectuées, sans préjudice des poursuites pénales et des sanctions disciplinaires qui pourront être engagées à leur encontre, à l'initiative du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Article 14/

L'exécution du budget de l'Etat est assurée dans sa phase administrative par des ordonnateurs principaux, secondaires et délégués.

En matière de ressources, le Ministre chargé des Finances est l'ordonnateur principal unique. Il peut toutefois déléguer cette fonction.

En matière de dépenses, les ordonnateurs du budget de l'Etat sont les Ministres et les Hautes autorités responsables des Institutions constitutionnelles. Ils peuvent déléguer formellement ce pouvoir à des agents soumis à leur autorité hiérarchique directe.

Le Ministre chargé du Budget est ordonnateur principal des crédits globaux.

Les Gouverneurs de régions, les Préfets et les Chefs des Missions Diplomatiques sont ordonnateurs secondaires pour les dépenses du budget national exécutées au niveau déconcentré, respectivement à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Les Directeurs nationaux, Chefs de services centraux et Coordonnateurs de projets publics sont ordonnateurs délégués des dépenses de leurs Directions, Services et projets respectifs pour les dépenses des titres II, III, IV et V.

Le Directeur National du Budget est ordonnateur délégué des crédits globaux autres que ceux relatifs à la dette publique.

Le Directeur National chargé de la Dette et de l'Aide Publique au Développement est ordonnateur délégué des dépenses au titre de la dette publique.

Le contrôle à priori des dépenses du budget de l'Etat et des budgets des établissements publics est assuré par des contrôleurs financiers relevant de l'autorité directe du Ministre chargé des Finances et placés auprès des Ministres, des Gouverneurs, des Préfets et des Directeurs des établissements publics.

Article 15/

Les engagements de dépenses s'effectuent dans la limite des plafonds mensuels ou trimestriels de crédits notifiés par arrêté du Ministre chargé du Budget en fonction du niveau de recouvrement des recettes.

Ces plafonds ne concernent pas les dépenses relatives aux dépenses de personnel, aux pensions et à la dette extérieure.

Article 16/

La procédure de réservation des crédits est obligatoire pour tout marché public passé par l'Etat. Les modalités d'application de cette procédure sont fixées par Arrêté du Ministre chargé des Finances.

Tout marché public passé sans réservation préalable de crédits est invalide et n'engage en aucun cas la responsabilité de l'État.

Article 17/

Les crédits ouverts en faveur des services déconcentrés dans la loi de finances et figurant dans son décret de répartition doivent être exécutés sans aucune modification au niveau central.

A ce titre, il est interdit d'utiliser les dotations des services déconcentrés au profit des services centraux.

Article 18/

Aucune dépense ne peut être mise à la charge de l'Etat si elle n'est pas prévue par une Loi de finances.

Article 19/

Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'existence de crédits suffisants ainsi qu'au respect des règles régissant les dépenses publiques tout au long des procédures spécifiques que sont l'engagement, le contrôle, la certification du service fait, la prise en charge et la liquidation, l'ordonnancement et le paiement.

Tout contrat conclu en violation de ces obligations est nul et de nullité absolue.

Aucun engagement financier ne peut être endossé par l'Etat, s'il n'a pas, préalablement, reçu le visa du Ministre en charge des Finances.

DISPOSITIONS FINALES

Article 20/

La date limite des délégations de crédits et des engagements budgétaires pour l'exercice 2018 est fixée au 30 novembre 2018.

Article 21/

Les dépenses engagées et liquidées au cours de l'exercice budgétaire 2018 peuvent être payées après la fin de cet exercice jusqu'au 31 janvier 2019.

Article 22/

Seules les opérations de régularisation d'ordre uniquement comptable peuvent être effectuées au cours de la période d'inventaire d'une durée maximum de deux (02) mois à compter de la fin de l'année civile.

La date de clôture des comptes au titre de l'exercice 2018 est fixée au 28 février 2019.

Article 23/

La présente Loi qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée au Journal Officiel de la République de Guinée et exécutée comme Loi de l'Etat.

Conakry, le.....2017

RAPPORT DE PRESENTATION

Conformément à la Lettre 0668/CAB.P du 25 Septembre 2017 de Monsieur le Premier Ministre, le processus de préparation du budget de l'Etat a permis d'élaborer le présent avant-projet de Loi de finances 2018 soumis à l'examen et à l'approbation du Conseil des Ministres.

Le présent rapport s'articule autour des points ci-après :

- I. Le contexte, les hypothèses et les objectifs de la politique budgétaire 2018 ;
- II. L'analyse de l'exécution du budget au 30 juin 2017 ;
- III. Les chiffres clés et ratios caractéristiques du Projet de Loi de Finances 2018.

I- Contexte, hypothèses et objectifs de la politique budgétaire 2018

L'élaboration du projet de loi de finances 2018 intervient dans un contexte caractérisé par :

- ❖ La validation par l'Assemblée Nationale du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020) sanctionnée par le vote de la Loi Plan;
- ❖ La poursuite des travaux d'aménagement du projet hydroélectrique de Souapiti;
- ❖ La mise en application progressive des dispositions du nouveau cadre législatif et réglementaire des finances publiques (nomenclature budgétaire de l'Etat, Comité de Politique Budgétaire, Comité d'engagement, Rapports trimestriels sur l'exécution budgétaire, Plans d'engagement, CBMT, CDMT...);
- ❖ L'organisation du premier Débat d'Orientation Budgétaire;
- ❖ La revue annuelle des établissements publics administratifs;
- ❖ La signature le 5 septembre 2017 d'un accord-cadre de financement de nos projets prioritaires avec la République Populaire de Chine pour une enveloppe de 20 milliards de dollars US couvrant une période de 20 ans (2017-2036);
- ❖ L'application du protocole d'accord conclu entre le Gouvernement, le Syndicat et le Patronat;
- ❖ La renégociation d'un nouveau programme de Facilité Elargie de Crédit de trois ans avec le Fonds Monétaire International pour la période 2017-2020;
- ❖ L'organisation des élections communales et communautaires prévue en février 2018.

Les projections budgétaires 2018 tablent sur un taux de croissance du PIB de 5,8%¹, un taux d'inflation (en moyenne annuelle) de 8,2%, un taux de change moyen de 9 610,0 GNF pour 1 Dollar US et un taux de pression fiscale de 16,21% du PIB.

Les objectifs de la politique budgétaire continueront de s'appuyer sur (i) le maintien du déficit budgétaire et de l'endettement à un niveau raisonnable en pourcentage du PIB, (ii) la recherche active de financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels, (iii) la consolidation et l'approfondissement des efforts pour une mobilisation accrue des ressources internes, (iv) une meilleure allocation des ressources en privilégiant les services sociaux de base et les projets d'investissements aptes à impulser la croissance, (v) le renforcement de la déconcentration budgétaire et (vi) la poursuite de la mise en œuvre du plan de réformes des finances publiques.

Ce cadrage budgétaire tire ses hypothèses du cadrage macroéconomique convenu avec le Fonds Monétaire International en prélude à la conclusion d'un nouveau programme de facilité élargie de crédit (FEC) de trois ans. Il décrit les tendances de l'économie sur la période 2018-2020, dont les variables fondamentales sont le taux de croissance du Produit Intérieur Brut, le taux de change du dollar, le taux d'inflation, le volume des importations de biens et services, le volume de production des ressources minières et d'autres variables jugées pertinentes.

Toutefois, dans la mesure où les hypothèses du programme sont réalisées, les ambitions du Gouvernement sont d'atteindre les projections de croissance du PNDES qui sont de 6,7% en 2018 ; 8,6% en 2019 et 2020.

II- Exécution au premier semestre 2017 et projection à fin décembre

A. Ressources

L'exécution globale des recettes, dons et emprunts au 30 juin 2017 se chiffre à 7 731,96 Mds sur une prévision en loi de finances initiale de 15 021,39 Mds, soit un taux de réalisation de 51,47%.

Les recettes propres ont été mobilisées à hauteur de 7 297,03 Mds, soit un taux de réalisation de 54,44% et les dons et emprunts pour 434,93 Mds (18,77%).

Situation de la mobilisation des recettes, dons et emprunts au 30 juin 2017 et leurs projections à fin décembre (en Mds de GNF, sauf indications contraires).

Libellés	LFI 2017 (1)	Réalisation au 30 juin 2017 (2)	Ecart	Taux de réalisation (3=2/1)	Projection à fin décembre (4)	Ecart (5=4-1)
Recettes fiscales	12 000,13	5 974,99	- 6 025,14	49,79%	12 663,64	663,51
Recettes non fiscales	704,21	295,20	- 409,01	41,92%	612,19	- 92,02
dont Recettes en capital	15,39	7,21	- 8,18	46,85%	15,39	-
Dons et emprunts	3 446,66	1 089,32	- 2 357,34	31,60%	2 193,73	-123,33
TOTAL GENERAL	16 150,99	7 359,53	-8 791,46	45,57%	15 469,56	448,17

Source: LFI 2017/DNB

III- Exécution des recettes intérieures

A fin juin 2017, sur une prévision en loi de finances initiale de 12 704,33 Mds, les recettes budgétaires intérieures ont été mobilisées à hauteur de 7 297,03 Mds, soit un taux de réalisation de 51,47%. Projetées à fin décembre 2017, ces recettes vont atteindre 13 275,83 Mds, soit un accroissement de 571,49 Mds (4,50%) par rapport à la prévision initiale.

Réalisations à fin juin et projections à fin décembre 2017 par régies de recettes (en Mds de GNF, sauf indications contraires).

Régies	LFI 2017 (1)	Réalisation au 30 juin 2017	Ecart (3)	Taux de réalisation (4=2/1)	Projection à fin décembre (4)	Ecart (5=4-1)	Taux accroissement (6=5/1)
DNI	5 568,35	2884,65	2683,70	51,80%	5 962,16	393,81	7,07%
DGD hors RER	5 724,44	3 025,86	2 698,58	52,86%	5 994,16	269,72	4,71%
DGD y c RER	5 925,43	3 115,14	2 810,29	52,57%	6 207,72	282,29	4,76%
DNTCP	704,21	311,85	292,36	44,28%	612,20	-92,01	-13,07%
DNTCP y c TSPM	1 411,51	1 359,42	52,09	1,9%	1 319,50	-92,01	-13,07%

A. Ressources extérieures

Au cours du premier semestre 2017, les ressources extérieures (dons et emprunts) ont été mobilisées à hauteur de 1 089,32 Mds sur une prévision annuelle de 3 446,66 Mds, soit un taux de réalisation de 31,60.

Projetées à fin décembre 2017, les dons non affectés enregistrent une baisse de 12,31% par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale.

B. Dépenses

L'exécution des dépenses publiques pour les six premiers mois de l'exercice budgétaire 2017 sur la base des *prises en charge comptable* se chiffre à 6 284,01 Mds, soit un taux de 41% par rapport à un objectif annuel de 15 328,44 Mds. Cette exécution concerne les dépenses sur ressources intérieures pour 6 020,48 Mds (48,54 %) et les dépenses sur financement extérieur pour 263,53 Mds (10,78%).

Les dépenses de prise de participation et prêts nets et restructuration des entreprises et banques sont exécutées à hauteur de 13,08 Mds (59,43%) sur un objectif en loi de finances de 22,01 Mds.

Les dépenses totales sont projetées à fin décembre 2017 pour 15 811,98 Mds contre une prévision en loi de finances initiale de 15 328,44 Mds, soit une augmentation de 484,54 Mds (3,15%). Cet accroissement porte sur les dépenses courantes pour 629,17 Mds en dépit d'une baisse constatée au niveau des dépenses en capital pour 145,63 Mds.

Situation de l'exécution des dépenses à fin juin par titre et leurs projections à fin décembre 2017.

Libellés	LFI (1)	Exécution au 30 juin 2017	Ecart	Taux d'exécution	Projection à fin décembre (4)	Ecart (5=4-1)	Taux accroiss- ement (6=5/1)
Dépenses Totales	15 328,44	6 284,01	9 044,43	41,00%	15 811,98	483,54	3,15%
Dépenses courantes	10 475,61	5 023,82	5 451,79	47,96%	11 104,78	629,17	6,01%
Traitements & salaires	3 600,45	1 671,33	1 929,12	46,42%	3 600,45	0,00	0,00%
Autres biens & services	3 210,62	1 279,00	1 931,62	39,84%	3 130,06	-80,56	-2,51%
Subventions & transferts	2 508,44	1 789,64	718,80	71,34%	3 218,17	709,73	28,29%
Intérêt sur la dette	1 156,10	283,85	872,25	24,55%	1 156,10	0,00	0,00%
Intérêts dette extérieure	406,40	88,74	317,66	21,84%	406,4	0,00	0,00%
Intérêts dette intérieure	749,70	195,11	554,59	26,03%	749,7	0,00	0,00%
Dépenses en capital	4 830,82	1 247,11	3 583,71	25,82%	4 685,19	-145,63	-3,01%
financement externe (FINEX)	2 444,89	263,53	2 181,36	10,78%	2 070,00	-374,89	-15,33%
fin. interne	2 329,65	960,91	1 368,74	41,25%	2 537,13	207,48	8,91%
Investissement hors BAS							
fin. interne	56,28	22,67	33,61	40,28%	78,06	21,78	38,70%
Subvention en capital							
Prises participation	20,34	13,08	7,26	64,31%	20,34	0,00	0,00%
prêts nets							
Restructuration entreprises et banques	1,67	0,00	1,67	0,00%	1,67	0,00	0,00%

C. Dépenses courantes

Au 30 juin 2017, sur une prévision annuelle de 10 475,61 Mds, les dépenses courantes se sont établies à 5 023,82 Mds, soit un taux d'exécution de 47,96%.

A fin décembre 2017, ces dépenses sont estimées à 11 104,78 Mds contre une prévision initiale de 10 475,61 Mds, soit un accroissement de 629,17 Mds (6,01%). L'augmentation porte uniquement sur les subventions et transferts pour 709,73 Mds tandis que les dépenses sur biens et services enregistrent une baisse de 80,56 Mds.

D. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont totalisé 1 247,11 Mds à fin juin 2017 sur un objectif annuel de 4 830,82 Mds, soit un niveau d'exécution de 25,82%. Cette exécution porte sur les dépenses d'investissement sur ressources propres pour 41,25% et les dépenses d'investissement sur financement extérieur pour 10,78%. A la fin de l'exercice budgétaire, les dépenses en capital sont estimées à 4 685,19 Mds, soit une baisse de 145,63 Mds (-3,01%) par rapport à la loi de finances initiale. Cette baisse porte uniquement sur les dépenses d'investissement sur financement extérieur qui passent de 2 444,89 Mds à 2 070 Mds.

Les subventions en capital ont atteint 22,67 Mds (40,28%) pour les six premiers mois de l'année 2017 contre une prévision initiale de 56,28 Mds. Projetées à fin décembre 2017 pour 78,06 Mds, les subventions en capital augmentent de 38,70%.

Les dépenses de prises de participation et restructuration entreprises et banques se sont chiffrées à 13,08 Mds à fin juin sur une prévision annuelle de 22,01 Mds.

E. Soldes budgétaires

Le solde budgétaire hors dons projeté à fin décembre se chiffre à -2 338 Mds représentant -2,68% du PIB contre une prévision en loi de finances initiale de -2 438,52 Mds (-3,68% du PIB).

Quant au solde de base et au solde primaire en pourcentage du PIB, ils s'établissent respectivement à 0,16% et 1,02% contre des objectifs en LFI de 0,62% et de 1,75%.

IV- CHIFFRES CLES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2018

Les chiffres clés (en milliards de GNF) et ratios caractéristiques du Projet de Budget 2018 évoluent ainsi qu'il suit:

Rubriques	LFR 2017	PLF 2018
Recettes intérieures	13 489,46	16 136,01
Recettes intérieures en % du PIB	15,4%	16,2%
Dépenses de personnel	3 600,45	4 128,00
Dépenses de personnel en % recettes intérieures	26,6%	25,6%
Dépenses de personnel en % recettes fiscales	27,9%	26,8%
Dépenses de personnel en % dépenses courantes	32,4%	32,3%
Dépenses totales	15 912,1	20 155,5
Dépenses courantes	11 104,8	12 768,5
Dépenses courantes en % des dépenses totales	69,8%	63,3%
Dépenses d'investissement	4 785,3	7 387,0
Dépenses d'investissement en % des dépenses totales	30,1%	36,6%
Financement Interne des dépenses d'investissements	2 637,2	2 780,0
Financement Intérieur en % des dépenses d'investissement	55,1%	38%
Dépenses d'investissements sur FINEX	2 070,0	4 607
Financement extérieur en % des dépenses d'investissement	43,3%	62%
Solde base engagement hors dons	-2 322,61	-4 019,54
Solde base engagement hors dons en % du PIB	-2,7%	-4,04%
Solde de base	153,79	928,51
Solde de base en % du PIB	0,2%	0,93%
PIB (Milliards GNF)	87 349	99 558

A. Recettes et dons

Dans le Tableau des Opérations Financières de l'Etat, les recettes et dons sont projetés en 2018 à 17 676,0 Mds. Ils sont constitués de 16,3% de recettes du secteur minier, 75% du secteur non minier et 8,7% de dons.

B. Recettes

Les recettes intérieures y compris la Redevance d'Entretien Routier sont estimées à 16 136 Mds contre une prévision en loi de finances rectificative 2017 de 13 489 Mds, soit une augmentation de 2 662 Mds (20%). Ces recettes intérieures concernent les recettes fiscales pour 15 383,5 Mds et les recettes non fiscales pour 752,5 Mds.

Le taux de pression fiscale est estimé en 2018 à 16,2% contre 15,4% en 2017. Le tableau ci-après indique la structure des prévisions de recettes intérieures pour 2018.

Tableau des Recettes base TOFE (en milliards de GNF)

Libellés	LFR 2017 (1)	PLF 2018 (2)	Ecart (3=2-1)	Accroissement PLF 2018/ 2017 (4=3/1)
Recettes et Dons	15 417	17 676	2 259	15%
Recettes	13 489	16 136	2 647	20%
Secteur minier	2 502	2 887	385	15%
Secteur non minier	10 988	13 249	2 261	21%
Impôts directs	2 458	2 985	527	21%
Impôts indirects	7 996	9 601	1 605	20%
Impôts sur biens et services	5 738	6 390	652	11%
Impôts sur commerce extérieur	2 258	3 211	953	42%
Autres recettes	534	663	129	24%
Redevance d'entretien routier	200,99	259,24	58,25	29%
Dons	1 928,00	1 540	-388	-20,1%
Dons affectés	873	796	-77	-9%
Dons non affectés	1055,00	744	-311	-29,5%

C. Secteur minier

Les recettes attendues du secteur minier sont évaluées à 2 887 Mds dont 1 851,98 Mds de taxes sur la vente des produits miniers, 945,56 Mds d'impôts sur les sociétés minières et 89,46 Mds au titre des revenus de la propriété. Par rapport aux prévisions de la LFR 2017, les recettes du secteur minier augmentent de 385 Mds, soit 15%.

D. Secteur non minier

Les recettes fiscales non minières sont prévues pour 13 249 Mds en 2018 contre une prévision révisée de 10 988 Mds en 2017 soit un accroissement de 2 261 Mds (21%).

Les prévisions de recettes fiscales non minières concernent les impôts directs (2 985 Mds), les impôts sur biens et services (6 390 Mds), les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales (3 211 Mds).

Les autres recettes passent de 534 Mds dans le budget révisé 2017 à 663 Mds en 2018, soit une augmentation de 129 Mds (24%).

En somme, pour l'exercice budgétaire 2018, les objectifs de recettes ci-après sont assignés aux régies financières :

Direction Nationale des Impôt -----	7 352,98 Mds (23%)
Direction Nationale du Patrimoine de l'Etat et Investissements	
- Privés/Cadastre -----	79,3 Mds (6%)
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	2 542,7 Mds (104%)
- Dont recettes minières -----	1 939,4 Mds
Direction Générale des douanes -----	5 919,34 Mds (-1%)

E. Dons

Les dons sont attendus pour 1 540 Mds en 2018 contre 1 928 Mds en 2017, soit une diminution de 388 Mds (-20%). Ils concernent les dons affectés pour 796 Mds et les dons non affectés pour 744 Mds.

F. Dépenses

Les prévisions de dépenses telles que retracées dans le Tableau des Opérations Financières de l'Etat s'élèvent à 20 155,5 Mds, soit 20,2 % du PIB en 2018. Elles prennent en compte les efforts de l'Etat dans la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social avec l'appui de la communauté internationale. Les projections de dépenses évoluent ainsi qu'il suit par rapport à 2017:

Présentation des Dépenses PLF 2018 (en milliards de GNF, sauf indications contraires)

Libellés	LFR 2017 (1)	PLF 2018 (2)	Ecart (3=2-1)	Accroissement PLF 2018/ 2017 (4=3/1)
Dépenses	15 912,1	20 155,5	4 243,4	26,7%
<i>Dépenses courantes</i>	11 104,9	12 768,5	1 663,7	15%
- Charges financières dette	1 156,1	1 264	107,9	9,3%
- Dépenses de personnel	3 600,5	4 128	527,5	14,7%
- Dépenses de biens et services	3 130,1	3 742	612,4	19,6%
- Dépenses de transferts	3 218,29	3 634	415,8	13,0%
<i>Dépenses d'investissement</i>	4 785,2	7 387	2 601,7	54,4%
- Sur financement intérieur	2 637,2	2 780,0	142,7	5,4%
- Sur financement extérieur	2 070,0	4 607,0	2 537,0	122,6%

Charges financières de la dette

Au titre des **charges financières de la dette**, les projections pour 2018 sont chiffrées à 1 264 Mds contre une projection à fin 2017 de 1 156,1 Mds, soit une augmentation de 9,3%. La part des intérêts de la dette dans les dépenses courantes est de 10%. Les intérêts de la dette pour 2018 se décomposent en intérêt de la dette intérieure pour 923 Mds et en intérêt de la dette extérieure pour 341 Mds avec une part importante des intérêts de la dette intérieure de 76%.

Dépenses de personnel

Les **dépenses de personnel** sont de 4 128 Mds en 2018 contre 3 600,5 Mds en 2017 soit une progression de 14,6%. Cette augmentation de la masse salariale tient compte du glissement catégoriel annuel, des recrutements éventuels de nouveaux fonctionnaires pour certains secteurs de l'administration, de l'application des protocoles d'accord avec les acteurs sociaux et des départs à la retraite.

La part des dépenses de personnel dans les dépenses courantes se situe à 32,4%.

Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses de personnel passent de 27,9% en 2017 à 26,8%. Ce taux reste encore inférieur au seuil du critère de convergence de la CEDEAO qui est de 35%.

Dépenses de biens et services

Les **dépenses de biens et services** sont projetées à hauteur de 3 742,5 Mds contre 3 130,1 Mds en 2017, soit un accroissement de 19,6%. Leur part dans les dépenses courantes s'établit à 29,3% contre 28,2% en 2017.

Les dépenses de biens et services absorbent 23,2% des recettes intérieures projetées en 2018.

Dépenses de transferts

Les **dépenses de transfert** sont évaluées à 3 634 Mds en 2018 contre une projection à fin décembre 2017 de 3 218 Mds, soit un accroissement de 13%. Cette augmentation se justifie par la prise en charge des besoins de fourniture domestique en électricité et des innovations en matière de gouvernance, de formation et de recherche au niveau des institutions d'enseignement supérieur.

La part des dépenses de transferts dans les dépenses courantes se situe à 28% contre 29% en 2017.

Rapportées au PIB, elles sont restées constantes de l'ordre de 3,6% durant les deux (2) années.

Dépenses d'investissement

Pour l'exercice 2018, les dépenses d'investissement sont évaluées à 7 387 Mds, soit un accroissement de 57% par rapport aux projections à fin 2017 dont 2 780 Mds sur financement intérieur et 4 607 Mds sur financement extérieur.

Rapportées au total des dépenses, les dépenses d'investissement représentent 36,68% et, par rapport, au PIB, elles se situent à 7,4% en 2018 contre 5,5% en 2017.

Les projections des dépenses d'investissement ont été élaborées sur la base des informations économiques et financières récentes, des contrats (en cours d'exécution, nouvellement approuvés et en cours d'approbation), des conventions signées et/ou en cours de négociation et des dossiers d'études de faisabilité disponibles ainsi que des contreparties sur les projets à financement extérieur.

La progression des dépenses d'investissement ainsi constatée est liée à la volonté du Gouvernement de réaliser les actions prévues dans le Plan National de Développement Economique et Social 2016-2020.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des dépenses d'investissement 2018 par secteur

	NOMENCLATURE	2018			%
		BND	FINEX	TOTAL	
1	DEVELOPPEMENT RURAL	148 325,5	550 296,9	698 622,4	7%
2	MINES-INDUSTRIE-EAU-ENERGIE	376 539,0	1 612 194,0	1 988 733,0	23%
3	INFRASTRUCTURES	957 524,1	1 528 706,5	2 486 230,6	41%
4	SOCIAL	658 162,2	697 607,9	1 355 770,1	19%
5	ADMINISTRATION /DECENTRALISATION	419 625,2	219 194,7	638 819,9	7%
	TOTAL HORS TAXES	2 560 176,0	4 608 000,0	7 168 176,0	98%
6	PRISE EN CHARGE DROITS-TAXES	162 824,0	0,0	162 824,0	2%
	TITRE V: INVESTISSEMENTS (TTC)	2 723 000,0	4 608 000,0	7 331 000,0	100%

Cette répartition sectorielle des enveloppes montre que trois secteurs absorbent 79% des dépenses d'investissement avec une priorité accordée aux infrastructures (34%), aux mines- industrie – eau énergie (27%) et au social (18%).

Dans le développement rural, l'agriculture bénéficie de 61% du total des investissements du secteur et le sous-secteur forêt et hydraulique villageoise 29%.

Dans le secteur social, l'éducation absorbe 45% et la santé et les affaires sociales représentent 49%.

Au plan des infrastructures, les travaux publics engrangent 83% du total des efforts d'investissement du secteur, essentiellement destinés à la réalisation d'infrastructures routières.

Dans le secteur des mines-industrie-eau- énergie, 67% des investissements sont alloués au sous-secteur énergie. Ce niveau d'allocation confirme la volonté du Gouvernement d'assurer l'indépendance énergétique de la Guinée et l'accès à l'eau potable pour tous en valorisant son potentiel hydroélectrique.

Le poids de ces sous-secteurs reflète les grandes orientations des politiques et stratégies contenues dans le PNDES 2016-2020 dont l'objectif est d'impulser une croissance économique forte en vue de réduire de façon significative la pauvreté à travers la réalisation d'infrastructures économiques et sociales qui impactent la vie de nos populations notamment, les routes et pistes rurales, les barrages hydroélectriques, l'aménagement des bas-fonds, l'adduction d'eau, la construction d'hôpitaux et de centres de santé, des écoles et universités, etc.

Il est à noter que dans cette programmation il a été retenu la prise en compte de 30% de la contrepartie guinéenne au financement des 4 projets issus de l'accord cadre Guinéo-chinois sur les mines soit 41 850 000 dollars US.

Tous titres confondus, la répartition fonctionnelle des dépenses pour l'exercice 2018 est indiquée dans le tableau ci-dessous.

	Libellés	LFR 2017	PLF 2018	Part en 2017%	Part en 2018%
1	Services Généraux des administrations publiques	4 424	5 422	28%	27%
2	Défense	1 817	1 497	11%	7%
3	Ordre et sécurité publique	400	520	3%	3%
4	Affaires économiques	3 557	4 963	22%	25%
5	Protection de l'environnement	110	195	1%	1%
6	Logements et équipements collectifs	1 476	2 599	9%	13%
7	Santé	1 142	1 305	7%	6%
8	Loisirs, culture et culte	286	383	2%	2%
9	Enseignement	2 423	2 955	15%	15%
10	Protection Sociale	133	151	1%	1%
	TOTAL GENERAL	15 812	20 155	100%	100%
	Titre 1. Charges financières de la dette	1 156	1 264	7%	6%
	Titre 2. Dépenses de personnel	3 600	4 128	23%	20%
	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 130	3 742	20%	18%
	Titre 4. Dépenses de transferts	3 218	3 634	20%	18%
	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 637	2 780	17%	14%
	Finex	2 070	4 607	13%	23%

Déficit budgétaire et Financement

Le déficit budgétaire découlant de la contraction des recettes et des dépenses du projet de budget 2018 est de 2 220,3 Mds financé par des concours extérieurs pour 3 912 Mds et des cessions d'actifs pour 17,5 Mds atténué par des moyens de désendettement à hauteur de 1 709,2 Mds.

Le solde de base et le solde primaire s'établissent respectivement à 928,5 GNF Mds (0,93% du PIB) et GNF 1 851,5 Mds (1,86% du PIB) contre 153,79 Mds (0,18% du PIB) et 903,49 Mds (1,03% du PIB) à fin décembre 2017.

TOFE

	LFR 2017	PLF 2018	Ecart (PLF 2018- LFR 2017)
(milliards de FG)			
Recettes et dons	15 417,40	17 676,00	2 258,61
Recettes	13 489,40	16 136,00	2 646,61
Secteur minier	2 501,57	2 887,00	385,43
Secteur non minier	10 987,83	13 249,00	2 261,17
Contributions directes	2 457,96	2 985,00	527,04
Biens et services	5 738,25	6 390,00	651,75
dont TSPP	891,72	962,49	70,76
Commerce international	2 257,94	3 211,00	953,06
Recettes non fiscales	533,68	663,00	129,32
Dons affectés	873,00	796,00	-77,00
Dons non affectés	1 055,00	744,00	-311,00
PPTE/IADM			
Dépenses totales	15 812,00	20 155,54	4 343,54
dont Titres III, IV, VI secteurs prioritaires	5 906,97	6 656,07	749,09
Dépenses courantes	11 104,79	12 768,49	1 663,71
Dépenses courantes hors dépenses exceptionnelles	10 956,65	12 415,13	1 458,48
dont dépenses courantes primaires	9 948,69	11 504,49	1 555,81
Traitements & salaires	3 600,45	4 128,00	527,55
Dont Secteurs Prioritaires hors PPTE	1 787,91	2 318,56	530,65
Autres biens & services	3 130,06	3 742,49	612,42
Dont Secteurs Prioritaires hors PPTE	907,68	1 087,59	179,92
Subventions & transferts	3 218,17	3 634,00	415,83
Dont Secteurs Prioritaires hors PPTE h Ens sup	1 320,03	1 268,79	-51,23
Intérêts dette extérieure	406,40	341,00	-65,40
Intérêts dette intérieure	749,70	923,00	173,30
Dépenses en capital	4 685,20	7 366,05	2 680,85
Financement externe FINEX	2 070,00	4 607,05	2 537,05
Fin. interne Investissement	2 537,13	2 723,00	185,87
Dont Secteurs Prioritaires hors PPTE	1 698,93	1 750,15	51,22
Fin. interne Subvention en capital	78,06	36,00	-42,06
Prises part ; Prêts nets ; Autres dépenses en capital	20,34	21,00	0,66
Restructuration. Entreprises et banques	1,67	0,00	-1,67
Solde base engagements			
Dons compris	-394,61	-2 479,54	-2 084,93
Dons exclus	-2 322,61	-4 019,54	-1 696,93
Solde base engagement hors .dons en % PIB	-2,66%	-4,04%	-1,38%
Solde base caisse	-394,61	-2 479,54	-2 084,93
Financements identifiés	394,61	2 479,54	2 084,93
Financement extérieur net	963,53	3 136,00	2 172,47
Tirages	1 387,00	3 912,00	2 525,00

Emprunts projets	1 197,00	3 812,00	2 615,00
Emprunts hors projet non affectés	190,00	100,00	-90,00
Amortissement dette extérieure	-423,47	-776,00	-352,53
Financement intérieur net	-568,92	-656,46	-87,54
Système bancaire	376,70	-39,00	-415,70
Banque centrale "PNT1"	-283,70	-284,00	-0,30
Autres	-283,70	-284,00	-0,30
Dépôts			
Banques commerciales	660,40	245,00	-415,40
Financement non bancaire	-945,62	-617,46	328,16
Var arriérés titres (réduction -)	283,75	0,00	-283,75
Red.GSM & Recettes en capital	0,00	17,54	17,54
Autres financements non bancaires	-109,62	-124,00	-14,38
Amortissement dette intérieure	-836,00	-511,00	325,00
Opérations nettes pour le cpte du tiers			
Gap résiduel (-)	0,00	0,00	0,00
Id millions \$	0,00	0,00	0,00
Solde de base	153,79	928,51	774,72
Solde de base % PIB	0,18%	0,93%	0,76%
Solde de base hors recettes exceptionnelles	153,79	928,51	774,72
Solde de base hors recettes exceptionnelles % PIB	0,18%	0,93%	0,76%
Solde primaire	903,49	1 851,51	948,02
Solde primaire % PIB	1,03%	1,86%	0,83%
PIB (milliards FG) Cadrage macro	87 349	99 558,0	12 209,0
Solde hors dons hors FINEX	-252,61	587,51	840,12
Solde hors dons hors FINEX % PIB	-0,3%	0,6%	0,9%
Transferts extérieurs nets	2 485,13	4 335,00	1 849,87
Transferts extérieurs nets % PIB	2,8%	4,4%	1,5%
Repères (cumul)			
Solde primaire	903,49	1851,51	948,02
Dépenses secteurs prioritaires	5906,97	6 656,07	749,09
Stock Dépenses en cours (nb mois, titre courant)	0,27	0,29	0,02
Arriérés intérieurs			
PNT			0,00
			0,00
Secteurs prioritaires en % PIB	6,8%	6,7%	-0,1%
Part dépenses titres II à VI secteurs prioritaires	46,9%	46,6%	-0,3%
Pression fiscale	15,44%	16,21%	0,76%
Traitements et salaires en % Recettes fiscales	27,8%	26,7%	-1,1%
Service de la dette en % Dépenses publiques			0,0%
Recettes totales hors dons	13 489,40	16 136,00	2 646,61
Secteur minier	2 501,57	2 887,00	385,43
			0,00
Taxes sur produits miniers	1 314,85	1 851,98	537,12
Impôts s/sociétés minières	1 108,20	945,56	-162,65
Revenu de la propriété	78,51	89,46	10,95
Secteur non minier	10 987,83	13 249,00	2 261,17
			0,00
Contributions directes	2 457,96	2 985,00	527,04
Impôts s/ revenu & bénéfices (net IS Mines)	2 112,57	2 589,24	476,66

Impôts sur le patrimoine	41,15	48,01	6,86
Taxe unique sur véhicules	39,15	44,61	5,46
Autres recettes fiscales	265,08	303,14	38,06
Biens & services	5 738,25	6 390,00	651,75
Taxes sur biens & service. non miniers	5 507,94	6 116,22	608,29
dont Produits pétroliers	678,16	703,24	25,08
dont autres DND hors CTSS	2 327,71	1 877,87	-449,84
dont DNI hors CTSS	9,74	67,83	58,08
dont CTSS DND & DNI	100,28	162,82	62,55
+ Surtaxes de consommation	55,91	59,15	3,24
- Taxe unique sur véhicules	-39,15	-44,61	-5,46
Redevance d'entretien routier	213,56	259,24	45,69
Commerce international	2 257,94	3 211,00	953,06
Imp/commerce & tr. International	2 313,85	3 270,15	956,30
(-) Surtaxes de conso	-55,91	-59,15	-3,24
			0,00
Recettes non fiscales	533,68	663,00	129,32
Recettes non fiscales TDB	612,19	770,01	157,81
(-) Sociétés minières	-78,51	-89,46	-10,95
(-) Cessions d'actifs	0,00	-17,54	-17,54
			0,00
Dépenses			
Dépenses courantes	11 104,79	12 768,49	1 663,71
Traitements et salaires	3 600,45	4 128,00	527,55
dont PPTE	14,61	0,00	-14,61
dont Secteurs Prioritaires Ressources propres	1 787,91	2 318,56	530,65
Autres biens et services	3 130,06	3 742,49	612,42
Dépenses de fonctionnement	2 916,51	3 483,24	566,74
Emissions titres arriérés ne			
Fonds routier	213,56	259,24	45,69
dont PPTE	0,00	0,20	0,20
dont Secteurs Prioritaires Ressources propres	907,68	1 087,59	179,92
Subventions et transferts	3 218,17	3 634,00	415,83
Interventions	3 218,17	3 634,00	415,83
dont Secteurs Prioritaires h PPTE h Enseignement supérieur	1 320,03	1 268,79	-51,23
Intérêts (service dû)	1 156,10	1 264,00	107,90
Intérêts dette extérieure	406,40	341,00	-65,40
dont dette directe hors PPTE	406,40	341,00	-65,40
dont dette IADM hors FMI			
Intérêts dette intérieure	749,70	923,00	173,30
dont titre I	749,70	923,00	173,30
Investissement intérieur	2 537,13	2 723,00	185,87
Investissement sur BND	2 537,13	2 723,00	185,87
dont Droits & taxes s/projets	100,28	162,82	62,55
dont PPTE	177,82	230,77	52,95
dont Secteurs Prioritaires Ressources propres	1 698,93	1 750,15	51,22
Emissions titres arriérés			
Restructuration entreprises	1,67	0,00	-1,67
Subventions & transferts en capital	78,06	36,00	-42,06
dont Secteurs Prioritaires hors PPTE			
Prêts et avances nets de remboursements	20,34	21,00	0,66
Prises de participation ; Prêts nets	20,34	21,00	0,66
Emissions titres (veh.AN)			
Pertes de change			

Total T II à VI prioritaires	5 906,97	6 656,07	749,09
Arriérés intérieurs (méthode 2002 & antérieur)			
Arr inter cumul	200,00	247,00	47,00
p mem I. Variation opérations du TdB	-200,00	-247,0	-47,0
p mem Réduction décalage tech (h.det.ext.)(en -)	-200,00	-247,00	-47,00
Palements	13 122,05	14 948,25	1 826,20
Titre I (hors dette extérieure)	749,70	923,00	173,30
Titre II	3 600,45	4 128,00	527,55
Titre III	2 916,51	3 483,24	566,74
Titre IV	3 218,17	3 634,00	415,83
Titre V	2 537,13	2 723,00	185,87
Titre VI	100,08	57,00	-43,08
p mem II Ajustements décalages comptables divers	200,00	247,00	47,00
p mem Variation restes & chèques à payer	200,00	247,00	47,00
p mem Emissions titres (réduction -)			
p mem Variation restes & chèques à encaisser			
Arriérés nouvelle méthode			
- Emission de titres			
Titre précédent & antérieurs hde	-200,00	-247,00	-47,00
Titre courant hors dette extérieure	200,00	247,00	47,00
Dette extérieure			
Service dû	829,87	1 117,00	287,13
Intérêt	406,40	341,00	-65,40
Titre courant (versé ch 12 h rééchelonné)	406,40	341,00	-65,40
Intérêts différés			0,00
Titre courant IADM (ch 16)			0,00
Var.de change sur stock arriérés antérieurs non payés			0,00
Principal	423,47	776,00	352,53
Titre courant (versé ch 72 h rééchelonné)	231,40	549,11	317,72
Principal différé			0,00
Titre courant IADM (ch 76 et Cha 77)	192,07	226,89	34,81
Var.de change sur stock arriérés antérieurs non payés			0,00
			0,00
Service payé	829,87	1 117,00	287,13
Intérêt	406,40	341,00	-65,40
Titre courant non rééchelonné	406,40	341,00	-65,40
Titre courant (rééchelonné, réaménagé, suspendu, différé)			0,00
Titre courant IADM (ch 76)			0,00
Principal	423,47	776,00	352,53
Titre courant non rééchelonné	231,40	549,11	317,72
Titre courant (rééchelonné, réaménagé, suspendu, différé)			0,00
Titre courant IADM (ch 76 & ch 77)	192,07	226,89	34,81
Payé hors PPTE en millions \$			0,00
Variation			
dont intérêts			
dont principal			
Autres exogènes : Aide & financement extérieurs, Financement intérieur			
dont Sub fonds fiduciaire FMI (IADM)			
Différés			
Recettes BAS Ebola			
Dons projets extérieurs (FINEX)	873,00	796,00	-77,00
Prêts projets extérieurs	1 197,00	3 812,00	2 615,00
Dépenses en capital sur fin. extérieur	2 070,00	4 607,05	2 537,05
Dons hors projets non affectés	1 055,00	744,00	-311,00

Emprunts non affectés	190,00	100,00	-90,00
Cours de change retenu	9 514,0	9 610,0	96,0
PNT BCRG yc PPTE	192,43	0,00	-192,43
dont Compte générique PPTE stock	192,43	0,00	-192,43
Financement intérieur net	-568,92	-656,46	-87,54
Système bancaire	376,70	-39,00	-415,70
Banque centrale "PNT1"	-283,70	-284,00	-0,30
dont Compte générique PPTE	192,43	0,00	-192,43
Autres	-283,70	-284,00	-0,30
Banques commerciales	660,40	245,00	-415,40
Opérations nettes pour le cpte du tiers			
Financement non bancaire	-945,62	-617,46	328,16
Arriérés titrisés Dû	-283,7	0,00	283,75
Arriérés titrisés Var arriérés (réduction -)	283,7	0,00	-283,75
dont remboursements (au privé, en -)	-283,7	0,00	283,75
p mem Remboursement arriérés titrisés payés au TdB	283,7	0,00	-283,75
Cessions d'actifs	0,00	17,54	17,54
Crédits fournisseurs			
Autres financements non bancaires	-109,62	-124,00	-14,38
Amortissement dette intérieure (en -) Dû	-836,00	-511,00	325,00
Amortissement dette intérieure (en -) Payé	-836,00	-511,00	325,00
EQUILIBRE BUDGETAIRE			
Recettes et Dons	15 417 395 050	17 676 000 000	2 258 604 950
Recettes fiscales	12 877 200 664	15 383 535 416	2 506 334 752
Recettes non fiscales	612 194 386	752 464 584	140 270 198
Dons budgétaires	1 928 000 000	1 540 000 000	-388 000 000
Dons budgétaires	1 055 000 000	744 000 000	-311 000 000
Dons affectés	873 000 000	796 000 000	-77 000 000
Dépenses "intérieures"	13 742 003 321	15 289 248 685	1 547 245 364
Service de la dette publique	1 156 098 932	1 264 000 000	107 901 068
Trait & salaires (T2)	3 600 451 016	4 128 000 000	527 548 984
Biens & services (T3)	3 130 064 171	3 483 243 468	353 179 297
Subvention & transferts courants (T4)	3 218 171 817	3 634 004 998	415 833 181
BND (T5)	2 537 134 171	2 723 000 217	185 866 046
Invest fin & trans en capital (T6)	100 083 214	57 000 001	-43 083 213
Solde des op intérieures	1 675 391 729	2 386 751 315	711 359 586
Dépenses du FINEX	2 070 000 000	4 607 050 000	2 537 050 000
Solde budgétaire dons extérieurs	-394 608 271	-2 220 298 685	-1 825 690 414
Moyens Financement du solde budgétaire dons extérieurs	394 608 271	2 220 298 684	1 825 690 413
Concours extérieurs	1 387 000 000	3 912 000 000	2 525 000 000
	000		

Emprunt non affectés	190 000 000	100 000 000	-90 000 000
Emprunt affectés	1 197 000 000	3 812 000 000	2 615 000 000
Autres financements	-992 391 729	-1 691 701 316	-699 309 587
Amortissement de dette publique	-1 259 471 680	-1 287 000 005	-27 528 325
Arriérés intérieurs, paiements en cours	-50	-242 473 305	-242 473 255
Arriérés extérieurs	-1 338 622	0	1 338 622
Financement bancaire	376 700 000	-39 000 000	-415 700 000
Autres financements non bancaires	-108 281 377	-123 228 006	-14 946 628

DEVELOPPEMENT DES RECETTES

Libellé	LFR 2017	PLF 2018	Ecart (PLF 2018- LFR 2017)
TOTAL GENERAL	16 590 837 254	21 346 298 690	4 755 461 436
RECETTES FISCALES	12 663 642 868	15 124 291 532	2 460 648 664
IMPOTS ET TAXES SUR LES REVENUS ET BENEFICES	3 220 778 575	3 534 793 796	314 015 221
IMPOTS SUR LES SOCIETES	2 241 686 997	2 501 231 447	259 544 450
Impôt sur les sociétés minières	806 484 393	945 558 447	139 074 054
Impôt sur les autres sociétés	1 043 099 625	471 510 745	-571 588 880
Impôt minimum forfaitaire	86 297 578	93 221 459	6 923 881
Autres Droits sur les Sociétés	301 719 803	985 467 196	683 747 393
Taxe Minière à l'Extraction (TME)	0	0	0
Recouvrement sur exercices clos	2 363 090	3 165 900	802 810
Amendes et pénalités	1 722 508	2 307 700	585 192
IMPOTS SUR REVENU RETENUS A LA SOURCE	601 406 465	613 249 332	11 842 867
Rts- budget national	9 472 443	11 734 300	2 261 857
Rts- autres secteurs	231 911 489	237 288 300	5 376 811
Retenu a la source/revenu .non salariaux	287 659 000	279 780 200	-7 878 800
Retenue à la source loyers	28 146 763	34 867 800	6 721 037
Impôt sur le revenu des capitaux	36 115 377	39 542 932	3 427 555
Retenue à la source sur avantages en nature	1 757 617	2 177 300	419 683
Recouvrement sur exercices clos	2 849 352	3 529 700	680 348
Amendes et pénalités	3 494 424	4 328 800	834 376
IMPOTS/REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES	377 685 113	420 313 017	42 627 904
Impôt sur revenu global	0	0	0
Prélèvement/BIC	32 981 537	37 938 126	4 956 590
Prélèvement/BNC	177 313	203 960	26 647
Prélèvement forfaitaire à l'importation	145 394 280	153 819 264	8 424 984
Prélèvement forfaitaire sur les achats locaux	62 396 868	71 101 115	8 704 247
Précompte TVA	136 635 341	157 130 642	20 495 301
Impôt sur les plus-values immobilières	0	0	0
Recouvrement sur exercices dnos	0	0	0
Amendes et pénalités	99 774	119 909	20 135
IMPOTS SUR LE PATRIMOINE	41 153 994	48 012 625	6 858 631
IMPOTS SUR LE PATRIMOINE	41 153 994	48 012 625	6 858 631
Droits de mutation d'Immeubles	13 731 656	18 396 500	4 664 844
Contribution foncière unique	27 422 338	29 616 125	2 193 787
Autres droits de Mutation	0	0	0
Recouvrement sur exercices dnos	0	0	0
Amendes et pénalités	0	0	0
IMPÔTS SUR LE COMMERCE EXT ET LES TRANSACTIONS INTERNAT.	2 921 398 390	3 270 147 377	348 748 987
IMPOTS/COMM.EXT.& TRANSACTIONS INTERNATIONALES	2 921 398 390	3 270 147 377	348 748 987

Droit fiscal d'importation	1 774 296 707	2 335 241 493	560 944 786
dont DFI sur produits pétroliers	590 334 408	717 623 734	127 289 326
dont DFI hors produits pétroliers	1 183 962 299	1 617 617 759	433 655 460
Droit fiscal à la sortie	607 552 714	347 125 391	-260 427 323
SAG	160 665 822	192 385 171	31 719 349
SMD	145 167 089	154 740 220	9 573 131
BCRG	0	0	0
SEMAFO	0	0	0
Société Minière de Boké (SMB)	301 719 803	316 805 793	15 085 990
Autres recouvrements miniers	0	0	0
Recouvrement sur exercices dnos /	0	0	0
Amendes et saisies	0	0	0
Droits d'aciise	55 907 759	59 147 377	3 239 618
Taxe dégressive de production	27 937 162	29 556 003	1 618 841
Droit de transit	0	0	0
Droit de magasinage	345 235	365 240	20 005
Taxe d'Entreposage	42 138 583	50 338 585	8 200 002
dont TE sur produits pétroliers	36 915 960	44 813 333	7 897 373
dont TE hors produits pétroliers	5 222 623	5 525 252	302 629
Redevance de liquidation	318 232 539	347 881 462	29 648 923
dont RL sur produits pétroliers	71 858 570	87 231 162	15 372 592
dont RL hors produits pétroliers	246 373 969	260 650 300	14 276 331
Produits de vente aux enchères	1 787 840	1 891 438	103 598
Taxes enregistrements Douanes	12 324 113	13 038 243	714 130
Recouvrement sur exercices clos	77 733 405	82 237 727	4 504 322
Amendes et confiscations douanières	3 142 333	3 324 418	182 085
TAXES SUR BIENS & SERVICES	6 215 235 575	7 968 198 887	1 752 963 311
TAXES SUR BIENS & SERVICES NON MINIERES	4 743 328 792	4 539 741 380	-203 587 412
TVA Intérieures	1 430 076 181	1 560 569 156	130 492 975
TCA/TVA à l'Importation	2 304 083 352	1 850 950 072	-453 133 280
dont TVA sur produits pétroliers	910 363 189	756 469 713	-153 893 476
dont TVA hors produits pétroliers	1 393 720 163	1 094 480 359	-299 239 804
Taxe Unique/Véhicules	39 151 603	44 613 179	5 461 576
Taxe sur les contrats d'assurance	19 144 055	21 814 615	2 670 560
Taxe sur les Affaires Financières	140 569 007	160 178 123	19 609 116
Taxe supportée par l'Etat Achat finex	100 275 550	162 824 217	62 548 667
dont DND	90 532 034	94 999 075	4 467 041
dont DNI	9 743 516	67 825 142	58 081 626
Précompte de 50% de TVA	0	0	0
Taxe sur les produits pétroliers	678 163 520	703 241 993	25 078 473
Surtaxe fiscale	23 622 636	26 917 950	3 295 314
Recouvrement sur exercices dnos	4 539 511	4 750 651	211 140
dont DND	0	0	0
dont DNI	4 539 511	4 750 651	211 140
Amendes et Pénalités	3 703 377	3 881 424	178 047
dont DND	0	0	0
dont DNI	3 703 377	3 881 424	178 047
TAXES SUR LES PRODUITS MINIERES	707 300 000	1 851 976 969	1 144 676 969
Taxe sur les produits miniers	696 500 000	1 843 772 582	1 147 272 582
CBG	633 612 947	832 291 553	198 678 606
CBK	23 590 959	32 368 390	8 777 432
ACG	0	0	0
Global Alumina	0	0	0
Rio Tinto	0	0	0

Belzon	0	0	0
Société Minière de Boké (SMB)	39 296 094	979 112 639	939 816 545
Taxe sur exportation du Diamant	7 200 000	8 204 387	1 004 387
Taxe sur exportation de métaux précieux	3 600 000	0	-3 600 000
SAG	0	0	0
SMD	0	0	0
BCRG / AREDOR	0	0	0
SEMAFO	0	0	0
Autres	0	0	0
Taxe Minière à l'Extraction (TME)	0	0	0
Recouvrement sur exercices dnos	0	0	0
Amendes et saisies	0	0	0
TAXE D'ACCES AU RESEAU DES TELECOMMUNICATIONS (TARTEL)	123 028 537	474 560 538	351 532 000
Taxe d'accès au réseau de télécommunications (TARTEL)	123 028 537	474 560 538	351 532 000
TAXE SUR LA CONSOMMATION TELEPHONIQUE (TCT)	641 578 246	1 101 920 000	460 341 754
Taxe sur la Consommation Téléphonique (TCT)	641 578 246	1 101 920 000	460 341 754
AUTRES RECETTES FISCALES	265 076 334	303 138 847	38 062 513
TIMBRES FISCAUX	41 376 808	55 433 100	14 056 292
Timbres fiscaux	41 376 808	55 433 100	14 056 292
PRODUIT DE L'ENREGISTREMENT	37 841 297	48 708 947	10 867 650
Droit sur les Sociétés	9 298 201	12 456 900	3 158 699
Droit sur Marché BND	2 471 773	3 311 500	839 727
Autres Droits d'Enregistrement	26 071 323	32 940 547	6 869 224
Autres Droits de Mutation	0	0	0
Recouvrement sur exercices dnos	0	0	0
Amendes et Pénalités	0	0	0
TAXE SUR LES SALAIRES	185 858 229	198 996 800	13 138 571
Versements forfaitaires	176 046 053	185 851 300	9 805 247
Taxe d'apprentissage	6 954 528	9 317 100	2 362 572
Recouvrement sur exercice clos	1 091 609	1 462 400	370 791
Amendes et pénalités	1 766 039	2 366 000	599 961
RECETTES NON FISCALES	612 194 386	770 007 158	157 812 772
REDEVANCE DIVIDENDES, DROITS, FRAIS AMINISTRATIFS, AMENDES	534 114 454	668 484 684	134 370 230
REDEVANCES & DIVIDENDES	414 349 209	509 552 351	95 203 142
Dividende perçu par l'état	81 378 654	93 730 825	12 352 171
Redevances sociétés de pêche	51 467 306	78 646 900	27 179 594
Redevance comptoirs acheteurs collect. (diamant)	7 912 268	9 016 015	1 103 747
Redevances exploitation minières	70 600 000	80 448 569	9 848 569
Redevances courtage	0	0	0
Redevances postales	0	0	0
Redevance. domaniales (baux et Concessions)	10 000 000	11 394 981	1 394 981
Redevances Rdio électricité	0	0	0
Redevances rdio tél. mobile GSM	110 000 000	148 100 251	38 100 251
Redevances forêts et chasses	1 500 000	1 709 247	209 247
Redevance espace aérien	0	0	0
Recettes locatives	17 556 968	20 006 132	2 449 164
dont Recouvrement locaux Patrimoine bâti public	15 156 280	17 270 553	2 114 273
dont Recouvrement locaux Cité des Nations	1 214 648	1 384 089	169 441
dont Recouvrement locaux Hôtels tourisme	1 072 800	1 222 454	149 654

dont Recouvrement locaux Palais du Peuple	113 240	129 037	15 797
Location d'infrastructures	63 934 013	66 499 430	2 565 417
ANAÏM (CBG)	38 948 635	40 511 489	1 562 854
CBK	24 985 378	25 987 942	1 002 564
ACG	0	0	0
DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	112 179 245	150 288 100	38 108 855
Droit de visa pharmaceutique	0	0	0
Frais judiciaires	500 000	669 900	169 900
Recettes consulaires	5 249 841	7 033 300	1 783 459
Recettes de publication	1 044 100	1 398 800	354 700
HOROYA	209 700	280 900	71 200
Journal Officiel	0	0	0
RTG	834 400	1 117 900	283 500
Recettes de l'immigration / émigration	50 000 000	66 985 700	16 985 700
Droit et frais d'identité nationale	1 878 000	2 516 000	638 000
Ventes de documents administratifs	45 000 000	60 287 100	15 287 100
Permis de conduire	950 000	1 272 700	322 700
Droits Topographiques	1 057 304	1 416 500	359 196
Droits et frais d'administration automobile (CdAC)	6 300 000	8 440 200	2 140 200
Immatriculations Portières	0	0	0
Autres droits & frais administratifs	200 000	267 900	67 900
INN Métrologie	0	0	0
SNCQ Normes	200 000	267 900	67 900
AMENDES ET CONFISCATIONS	7 586 000	8 644 233	1 058 233
Amendes Judiciaires	685 400	781 012	95 612
Amendes Polices Routières	703 280	801 386	98 106
Amendes Sécurité Publique	0	0	0
Amendes Gendarmerie Routière	697 320	794 595	97 275
Amendes de pêche	5 500 000	6 267 240	767 240
Amendes Impôts pénal sur retard marché	0	0	0
AUTRES RECETTES NON FISCALES	62 684 932	83 979 900	21 294 968
PRODUITS DIVERS	62 684 932	83 979 900	21 294 968
Recettes des stades	100 000	134 000	34 000
Recettes des jeux	43 385 000	58 123 500	14 738 500
Recettes des droits d'auteurs	0	0	0
Frais de liberté publique	0	0	0
Dons et LEEs intérieurs	0	0	0
Recettes en atténuation des dépenses	0	0	0
Recettes accidentelles	19 199 932	25 722 400	6 522 468
RECETTES EN CAPITAL	15 395 000	17 542 574	2 147 574
VENTE DE CAPITAL FIXE, DES STOCKS ET D'ACTIFS INCORPORELS	14 425 000	16 437 261	2 012 261
Terrains et lotissements domaines	0	0	0
Immeubles	0	0	0
Mobiliers et équipements	0	0	0
Usines et autres	0	0	0
Cessions d'immobilisations	14 425 000	16 437 261	2 012 261
Véhicules	0	0	0
Cession d'actions	0	0	0
REMBOURSEMENT DE PRETS	970 000	1 105 313	135 313

Remboursement de prêts rétrocédés	0	0	0
Rem prêt retroc SONEE-SEE	0	0	0
Rem prêt retroc PAC	685 966	781 657	95 691
Rem prêt retroc ENELGUI-EDG	0	0	0
Rem prêt retroc SOLOPRIMO	0	0	0
Rem prêt retroc SOGEAC	284 034	323 656	39 622
Rem prêt retroc FRIGUIA	0	0	0
Rem prêt retroc SOTELGUI	0	0	0
Remboursements prêts aux particuliers	0	0	0
Autres remboursements prêts & avances	0	0	0
p mem. Remboursement Ent. pub pc PPTE	0	0	0
TOTAL RECETTES INTERIEURES	13 275 837 254	15 894 298 690	2 618 461 436
DONS ET EMPRUNTS	3 315 000 000	5 452 000 000	2 137 000 000
DONS	1 928 000 000	1 540 000 000	-388 000 000
DONS NON AFFECTES	1 055 000 000	744 000 000	-311 000 000
Dons non affectes	1 055 000 000	744 000 000	-311 000 000
Fonds de contrepartie non affectes	0	0	0
DONS AFFECTES	873 000 000	796 000 000	-77 000 000
Dons affectes	873 000 000	796 000 000	-77 000 000
Fonds de contrepartie affectés	0	0	0
Assistance internationale humanitaire p mem	0	0	0
Ressources additionnelles Fonds fiduciaire	0	0	0
Allègement CdP PPTE	0	0	0
Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IdM)	0	0	0
EMPRUNTS	1 387 000 000	3 912 000 000	2 525 000 000
EMPRUNTS NON AFFECTES	190 000 000	100 000 000	-90 000 000
Emprunts non affectés	190 000 000	100 000 000	-90 000 000
EMPRUNTS AFFECTES	1 197 000 000	3 812 000 000	2 615 000 000
Emprunts affectés projets extérieurs	1 197 000 000	3 812 000 000	2 615 000 000
Emprunts affectés hors projets	0	0	0
Total général intérieur	13 275 837 254	15 894 298 690	2 618 461 436
Total DNI	5 962 165 572	7 352 976 046	1 390 810 474
dont IS Mines	806 484 393	945 558 447	139 074 054
dont CTSS	9 743 516	67 825 142	58 081 626
dont RS Budget National	9 472 443	11 734 300	2 261 857
dont autres DNI	5 136 465 220	6 327 858 157	1 191 392 937
Total DN Cadastre	74 991 317	79 310 912	4 319 595
dont Location infrastructures	63 934 013	66 499 430	2 565 417
dont effort propre Cadastre	11 057 304	12 811 481	1 754 177
Total DNT	1 244 503 069	2 542 673 216	1 298 170 147
dont Recouvrement accident, Rec att dep	19 199 932	25 722 400	6 522 468
dont TSPM & divers mines	785 812 268	1 941 441 553	1 155 629 285
dont autres DNT	439 490 869	575 509 263	136 018 394
Total DND	5 994 177 296	5 919 338 517	-74 838 779
dont TSPP	678 163 520	703 241 993	25 078 473
dont CTSS	90 532 034	94 999 075	4 467 041
dont DONTI & TVA sur produits pétroliers	1 609 472 127	1 606 137 943	-3 334 184
dont effort propre DND	3 616 009 615	3 514 959 507	-101 050 108
Redevance Entretien Routier	213 557 796	259 243 884	45 686 088

P mem Fonds minier	0	0	0
Total général intérieur (y compris RER)	13 489 395 050	16 153 542 574	2 664 147 524
Total DND YC R.E. Routier	6 207 735 092	6 178 582 401	-29 152 691
dont TSPP y compris RER	891 721 316	962 485 877	70 764 561
BUDGETS D'AFFECTATION SPECIAL	0	0	0

CUMULE DES DEPENSES

	LFR 2017	PLF 2018	Ecart (PLF 2018-LFR 2017)
ENSEMBLE INSTITUTIONS & MINISTÈRES	14 787 917 205	16 576 248 690	1 788 331 485
p.mem. TOTAL DEPENSES Y Compris FINEX	16 857 917 205	21 183 298 690	4 325 381 485
I. VENTILATION PAR NATURE ET LOCALISATION			0
T1 . INTERETS DE LA DETTE	1 156 098 932	1 264 000 000	107 901 068
Intérêts bailleurs intérieurs	749 700 000	923 000 000	173 300 000
Intérêts avances permanentes	0	0	0
Intérêts découvert exceptionnel cc. Trésor	349 920 670	0	-349 920 670
Intérêts bons du Trésor Bq primaires	0	0	0
Intérêts titres vifs	399 779 330	389 900 000	-9 879 330
Intérêts de la dette restructurée	0	99 500 000	99 500 000
Intérêts titres vifs	0	433 600 000	433 600 000
Intérêts bailleurs extérieurs hors PPTE	406 398 933	341 000 000	-65 398 932
Intérêts CdP rééchelonnés ou annulés	0	0	0
Intérêts CdP non rééchelonnables	7 652 460	4 578 052	-3 074 409
Intérêts CdP suspendus	0	0	0
Intérêts Organisations internationales	74 806 839	67 046 498	-7 760 342
Intérêts Organisation internat. réaménagés	0	0	0
Intérêts Fonds arabes	23 274 152	32 306 702	9 032 549
Intérêts Fonds arabes réaménagés	0	0	0
Intérêts Fournisseurs étrangers	3 416 689	3 926 829	510 140
Intérêts Fournisseurs étrangers réaménagés	0	0	0
Intérêts bilatéraux hors CdP non rééchelonnables	297 248 792	233 141 920	-64 106 872
Intérêts bilatéraux hors CdP rééchelonnés ou annulés	0	0	0
Intérêts différés bailleurs extérieurs	0	0	0
Intérêts avalsés bailleurs extérieurs	0	0	0
Intérêts PPTE bailleurs extérieurs	0	0	0
Intérêts PPTE CdP non rééchelonnables	0	0	0
Intérêts PPTE Organisations internationales	0	0	0
Intérêts PPTE Fonds arabes	0	0	0
Intérêts IADM bailleurs extérieurs	0	0	0
Intérêts IADM Organisations internationales	0	0	0
T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	3 600 451 016	4 128 000 000	527 548 984
dont initiative PPTE	14 609 456	0	-14 609 456
dont secteurs prioritaires	1 802 523 469	2 318 561 904	516 038 435
dont Défense	767 875 014	537 947 259	-229 927 755
dont autres institutions et ministères	1 030 052 534	1 271 490 838	241 438 304
Services centraux	1 246 697 902	1 628 366 387	381 668 485
Conakry Services déconcentrés	261 562 518	293 035 757	31 473 238
Intérieur Services déconcentrés	1 204 067 896	1 340 376 900	136 309 004
Etranger (pour Aff. étrangères)	66 199 105	76 625 927	10 426 822
Non ventilé (pour Défense Dep.com.)	821 923 595	789 595 029	-32 328 565
Rémunérations Fonctionnaires	2 411 878 102	3 001 085 085	589 206 983
Services centraux	990 651 124	1 247 949 630	257 298 506
Conakry Services déconcentrés	245 332 131	267 039 724	21 707 593
Intérieur Services déconcentrés	1 120 230 519	1 246 066 058	125 835 538
Salaires fonctionnaires	1 676 400 878	2 091 636 379	415 235 501
Primes fonctionnaires	148 778 313	308 479 216	159 700 903
Indemnités fonctionnaires	501 605 235	492 756 421	-8 848 814
Allocations Smiliales fonctionnaires	2 333 155	5 116 344	2 783 188
Rémunérations Militaires (pour Défense)	762 422 677	532 302 462	-230 120 215
Salaires Militaires	541 928 903	356 541 375	-185 387 528
Primes Militaires	91 990 693	55 572 442	-36 418 251

Indemnités Militaires	82 697 507	70 349 280	-12 348 226
Allocations Smiliales Militaires	485 705	557 715	72 010
Rémunérations Ambassades (pour Affaires étrangères)	66 199 105	76 625 927	10 426 822
Rémunération Ambassades	66 199 105	76 625 927	10 426 822
Rémunérations Contractuel Temporaires	149 510 249	150 540 390	1 030 142
Salaires CT	149 510 249	150 540 390	1 030 142
Primes CT	0	0	0
Indemnités CT	0	0	0
Rémunérations Particulières (hors projets)	210 440 882	367 446 135	157 005 253
Services centraux	150 655 052	259 441 073	108 786 021
Conakry Services déconcentrés	16 230 387	25 996 032	9 765 645
Intérieur Services déconcentrés	39 718 854	64 807 701	25 088 848
Salaires experts contractuels	19 109 393	106 549 231	87 439 838
Salaires élèves-maîtres	0	0	0
Vacation des extra muros hors PPTE	2 034 648	16 730 206	14 695 558
Vacation des extra muros PPTE	8 055 724	0	-8 055 724
Primes PPTE Maîtres contractuels	6 553 733	0	-6 553 733
Primes PPTE Agents Aff. sociales	0	0	0
Perdièmes supervisions PPTE & déconcentration	0	0	0
Indemnités de représentation	2 213 379	2 736 588	523 209
Indemnités des Maires et Présidents CRD	692 370	856 033	163 663
Indemnités d'examen	70 661 687	102 904 975	32 243 288
Indemnités de session	2 557 139	3 571 928	1 014 789
Rémunération des institutions républicaines	88 338 622	111 904 085	23 565 463
Autres rémunérations particulières	0	0	0
T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	2 916 506 375	3 483 243 468	566 737 093
dont initiative PPTE	0	200 000	200 000
dont secteurs prioritaires	694 118 631	828 548 325	134 429 694
dont Défense	721 373 468	731 891 494	10 518 025
dont autres institutions et ministères	1 501 014 276	1 922 803 650	421 789 374
Services centraux	756 941 866	937 496 413	180 554 547
Conakry Services déconcentrés	143 827 452	206 349 234	62 521 782
Intérieur Services déconcentrés	246 631 051	299 639 328	53 008 278
Etranger (pour Affaires étrangères)	153 195 672	228 591 407	75 395 736
Ensemble Non ventilé	1 615 910 335	1 811 167 086	195 256 751
Fournitures et biens courants	284 359 238	346 178 240	61 819 002
Services centraux	120 804 077	164 964 367	44 160 290
Conakry Services déconcentrés	14 191 710	13 258 623	-933 087
Intérieur Services déconcentrés	28 738 195	31 455 025	2 716 830
Ensemble Non ventilé	120 625 256	136 500 225	15 874 969
Pré-imprimés	35 675 974	32 051 810	-3 624 164
Documentation	1 769 262	3 139 202	1 369 940
Matériel informatique	11 000	16 800	5 800
Fournitures petits matériels bureau	22 179 529	25 592 926	3 413 397
Fournitures Informatiques	18 590 850	25 968 344	7 377 494
Carburant Véhicule	184 153 610	222 386 812	38 233 202
Autre carburant lubrifiant nra	5 593 532	7 378 893	1 785 361
Combustible groupe électrogène	12 674 469	21 902 893	9 228 425
Autre carburant & produits pétrolier	3 000 000	3 836 674	836 674
Autres matériel technique	4 200	5 600	1 400
Petit outillage fournitures d'atelier	214 082	182 995	-31 087
Produits petit matériel Nettoyage	156 159	111 073	-45 086
Autres produits fournitures	336 571	3 604 218	3 267 647
Fournitures et biens spécifiques	824 321 464	880 667 892	56 346 428
Services centraux	26 030 191	39 841 258	13 811 067
Conakry Services déconcentrés	89 048 528	127 134 609	38 086 080
Intérieur Services déconcentrés	159 701 538	167 207 480	7 505 942

Ensemble Non ventilé	549 541 206	546 484 545	-3 056 661
Produits alimentaires agents FP	524 243 602	512 782 596	-11 461 005
Produits alimentaires ménages hors FP	12 650 475	17 633 575	4 983 100
Habits uniformes	59 114	108 425	49 311
Habits uniformes agents FP	37 194 121	45 654 408	8 460 286
Habits uniformes ménages hors FP	130 267	13 179 193	13 048 926
Fournitures scolaires	68 519 312	34 040 643	-34 478 669
Matériel pédagogique	111 238	25 006 066	24 894 828
Autres Produits spécifiques éducation	4 797 123	5 800 303	1 003 180
Produits pharmaceutiques	136 825 506	186 132 739	49 307 233
Vaccins	20 753 829	23 486 633	2 732 804
Autres consommables médicaux	11 416 535	11 739 741	323 206
Produits spéciaux Agriculture	1 097 948	1 558 734	460 786
Produits vétérinaires	247 522	399 281	151 760
p mem Produits spécifiques TP	0	0	0
Autres Produits spécifiques	1 574 872	2 905 555	1 330 683
Prestations diverses	265 916 720	350 973 843	85 057 123
Services centraux	166 900 945	208 338 926	41 437 981
Conakry Services déconcentrés	1 035 669	2 845 731	1 810 062
Intérieur Services déconcentrés	2 211 509	4 246 211	2 034 702
Ensemble Non ventilé	95 768 597	135 542 975	39 774 378
Loyer bureaux bâtiments administratif	37 054 457	41 412 110	4 357 653
Loyer habitation agents FP	349 091	349 091	0
Loyer habitation ménages hors FP	0	0	0
Hôtel Hébergement agents FP	168 324	252 756	84 432
Hôtel Hébergement ménage hors FP	56 098 662	109 832 475	53 733 813
Réunion, séminaire, conférence	39 298 109	29 985 705	-9 312 404
Stage et formation	45 843 814	54 930 178	9 086 364
Remboursement frais médicaux	0	0	0
Remboursement frais médicaux agents FP	0	552 738	552 738
Remboursement frais médicaux ménage non FP	547 886	813 093	265 208
Evacuation sanitaire	9 780 000	9 379 375	-400 625
Frais de transit et manutention	2 070 370	4 448 281	2 377 911
Frais postaux (y compris valise diplomatique)	31 014	76 672	45 658
Impression-publicité-documentation	8 254 120	7 993 080	-261 040
Nettoyage de locaux	10 809 786	15 865 874	5 056 088
Assistance technique-expertise-audit	4 842 297	13 814 711	8 972 414
Frais de justice et honoraires	2 211 520	2 908 602	697 082
Autres prestation techniques	15 239 814	1 026 531	-14 213 283
Information-Abonnement (y compris AFP)	596 920	927 419	330 499
Internet-Intranet et assimilés	6 370 251	24 757 610	18 387 359
Autres prestations intellectuelles	1 465 074	4 834 241	3 369 168
Frais d'assurances	1 852 725	2 582 848	730 123
p mem Frais bancaires (hors intérêts)	0	0	0
Assurances	28 500	42 285	13 785
Autres prestations de services	23 003 988	24 188 165	1 184 177
Consommation Eau électricité téléphone	303 164 207	299 625 727	-3 538 480
Eau	90 000 000	90 000 000	0
Electricité	180 000 000	180 000 000	0
Téléphone et assimilé	6 000 000	6 000 000	0
Consommation s/ exercices antérieurs	27 164 207	23 625 727	-3 538 480
Conso diverses s/ compensations	0	0	0
Frais de déplacement	185 840 120	232 929 160	47 089 041
Services centraux	84 891 567	95 432 323	10 540 756
Conakry Services déconcentrés	336 383	716 111	379 728
Intérieur Services déconcentrés	3 536 908	7 949 387	4 412 479
Ensemble Non ventilé	88 150 857	118 259 226	30 108 369

Déplacements définitifs	1 734 064	2 997 067	1 263 003
Indemnités mission à l'intérieur	12 056 466	19 500 690	7 444 224
Transport mission à l'intérieur	7 986 652	12 828 633	4 841 982
Autres frais mission à l'intérieur	1 704 845	2 720 764	1 015 919
Indemnités mission à l'extérieur	23 556 541	45 306 890	21 750 349
Transport mission à l'extérieur	95 910 169	112 718 129	16 807 960
Séminaire Formation	0	0	0
Autres frais mission à l'extérieur	35 855 490	36 639 262	783 773
p mem Mission à l'extérieur (dépenses sur exercices antérieurs)	0	0	0
Autres frais de déplacement	7 035 893	217 724	-6 818 168
Frais de représentation & Manifestation	44 041 584	67 419 368	23 377 784
Services centraux	30 413 071	50 582 307	20 169 236
Conakry Services déconcentrés	527 194	617 195	90 000
Intérieur Services déconcentrés	1 303 286	2 444 533	1 141 247
Ensemble Non ventilé	11 798 032	13 775 333	1 977 301
Cérémonies et réceptions	12 483 775	16 246 918	3 763 142
Fêtes Publiques	4 679 495	5 516 740	837 245
Manifestations sportives	19 687 248	35 329 262	15 642 015
Manifestations culturelles	5 181 855	7 671 269	2 489 415
Autres manif. socio culturelles	2 009 211	2 655 179	645 968
Entretien mainten. Immobilis.	32 656 783	48 000 156	15 343 372
Services centraux	19 301 895	27 099 626	7 797 730
Conakry Services déconcentrés	1 798 572	2 589 797	791 225
Intérieur Services déconcentrés	5 626 947	10 707 776	5 080 829
Ensemble Non ventilé	5 929 369	7 602 957	1 673 589
Entretien Matériel mobilier	2 996 600	3 710 905	714 305
Entretien Matériel informatique	4 204 919	6 607 661	2 402 742
Entretien Autres matériels techniques	1 075 085	2 041 315	966 231
Entretien Autres matériels techniques	0	0	0
Entretien Véhicules automobiles	7 383 901	10 657 266	3 273 365
Entretien Autres moyens de transports	815 703	1 054 471	238 768
Entretien Aéronefs	8 938 896	11 431 876	2 492 980
Ent Installations Technique	105 929	710 125	604 195
Entretien routier Rtes nationales (&voies intérieur)	0	0	0
Entretien routier Pistes rurales	0	0	0
Entretien routier Rues Conakry	0	0	0
Ent Aéroports & aut.infrast.TP	0	0	0
Ent bat logt adm	1 617 129	2 642 793	1 025 663
Entretien bâtiments administratifs	4 069 817	6 935 979	2 866 161
Entretien Logements	10 500	16 032	5 532
Entretien Ambassades (yc logements)	0	109 586	109 586
Entretien logiciels (& autres.im.incorp.)	53 550	29 351	-24 199
Entretien Engins et Tracteurs	19 140	28 391	9 251
Entretien autres immobilisations	1 365 613	2 024 405	658 791
Dépenses diverses	776 322 505	981 592 055	205 269 550
Services centraux	231 028 896	238 979 741	7 950 845
Conakry Services déconcentrés	0	2 000 000	2 000 000
Intérieur Services déconcentrés	0	5 100 000	5 100 000
Etranger Services déconcentrés	142 206 627	215 254 893	73 048 266
Ensemble Non ventilé	403 086 982	520 257 420	117 170 438
Fonds spéciaux	99 000 000	101 102 164	2 102 164
Action de souveraineté	85 750 966	82 938 751	-2 812 216
Action sociale, de sensibilisation	5 624 753	6 587 479	962 726
Autres actions conjoncturelles	9 459 790	9 713 129	253 339
Charge des Ambassades	142 472 546	215 520 812	73 048 266
Organisation d'élections	103 500 000	305 343 760	201 843 760

Remboursements de droits	2 104 000	14 089 807	11 985 807
Remboursements TVA	0	0	0
Dépenses sur exercices antérieurs	161 968 316	22 406 445	-139 561 872
Dépenses diverses et imprévues (dép.com)	45 711 811	25 825 896	-19 885 915
P.mem. Réserves dépenses non affectées	0	0	0
Contributions à dons budgétaires	0	0	0
Dépense divers non ventilés	120 730 322	198 063 811	77 333 489
Dépenses diverses supervision Dépenses PPTE & déconcentrées	0	0	0
Dépense divers non ventilés Autres	0	0	0
Acquisition Matériels, mobiliers, véhicules	160 950 392	202 212 661	41 262 269
Services centraux	57 522 070	68 673 779	11 151 709
Conakry Services déconcentrés	36 251 364	54 200 635	17 949 272
Intérieur Services déconcentrés	41 976 709	60 987 577	19 010 867
Ensemble Non ventilé	25 200 249	18 350 670	-6 849 579
Matériel & Mobilier bureau	18 975 917	19 647 057	671 140
Mat. & Mobilier logement	3 572	4 563	991
Mobilier scolaire	9 734 083	10 559 597	825 513
Mobilier et matériel sanitaires	62 000 000	91 977 863	29 977 863
Matériel scolaire	4 546	5 811	1 265
Matériel informatique	13 054 095	18 792 473	5 738 378
Matériels électriques	10 350	15 357	5 007
Autres matériel & installation techniques	11 628 449	19 596 942	7 968 493
Véhicules & engins	27 592 537	21 066 799	-6 525 738
Autres matériels de transport	14 317 205	14 855 115	537 910
Autres matériels et mobiliers	3 629 639	5 691 084	2 061 445
Acquisition rénovation Infrastructures	0	0	0
Pistes	0	0	0
Acquisition rénovation Bâtiments	25 412 562	53 647 142	28 234 581
Services centraux	10 385 875	27 733 719	17 347 843
Conakry Services déconcentrés	638 031	2 986 533	2 348 502
Intérieur Services déconcentrés	3 535 959	9 541 341	6 005 382
Ensemble Non ventilé	8 788 056	10 621 149	1 833 093
Bâtiments scolaires	1 000 000	1 278 891	278 891
Matériel informatique	357 383	530 187	172 804
Bâtiment administratifs	18 359 561	44 309 082	25 949 522
Ambassades (y compris logements)	5 406 202	5 669 597	263 396
Frais d'installation eau	5 701	8 707	3 006
Frais d'installation électricité	5 800	8 860	3 060
Frais d'installation télécommunications	33 850	20 214	-13 636
Autres infrastructures	215 000	1 134 141	919 141
Autres rénovation acquisition bâtiments	29 065	687 461	658 396
Frais d'études, recherche (y compris Application & programme informatique)	13 520 802	19 997 225	6 476 423
Services centraux	9 663 277	15 850 367	6 187 089
Conakry Services déconcentrés	0	0	0
Intérieur Services déconcentrés	0	0	0
Ensemble Non ventilé	3 857 525	4 146 858	289 334
Etudes et Recherches	490 702	1 096 063	605 361
Assistance technique	0	0	0
Recherche-développement	0	0	0
Applications & programmes info	13 030 100	18 901 162	5 871 062
T4. INTERVENTION /SUBVENTIONS &TRANSFERTS (COURANTS)	3 218 171 817	3 634 004 998	415 833 181
dont initiative PPTE	0	0	0
dont secteurs prioritaires (hors Enseignement supérieur)	1 320 025 346	1 268 791 040	-51 234 305
dont Défense	222 690 203	226 862 750	4 172 547

dont autres institutions et ministères	1 675 456 268	2 138 351 207	462 894 939
Services centraux	108 499 999	128 014 320	19 514 321
Conakry Services déconcentrés	433 395 885	565 444 038	132 048 153
Intérieur Services déconcentrés	236 394 966	331 392 772	94 997 806
Etranger	334 655 242	355 872 671	21 217 429
Ensemble Non ventilé	2 105 225 725	2 253 281 197	148 055 471
Subvention d'exploitation	763 757 200	987 300 779	223 543 579
Subvention exploitation Frais de personnel	49 579 454	51 532 975	1 953 521
Subvention exploitation Frais de fonctionnement	342 708 215	433 268 296	90 560 081
Subvention exploitation Frais de transferts bourses	322 314 680	417 521 513	95 206 833
Subvention exploitation Non ventilées	49 154 850	84 977 995	35 823 145
Subvention d'équilibre non ventilée	1 480 935 904	1 468 727 724	-12 208 180
Subvention équilibre Non Ventilé.	1 480 935 904	1 468 727 724	-12 208 180
Subvention équilibre Aides aux sinistrés	0	0	0
Transferts courants aux ménages	709 150 208	906 842 554	197 692 347
Bourses	10 344 380	10 930 470	586 090
Bourses titre courant	0	0	0
Etudiants (nouvelles) Bourses étranger	14 053 717	15 891 759	1 838 042
Bourses arriérés	0	0	0
Etudiants (Sécurité sociale	3 000 000	3 750 000	750 000
Bourses Elèves instituteurs	0	0	0
Primes Vacances	7 470 812	7 338 510	-132 302
Indemnités décorations	3 111 326	4 061 326	950 000
Indemnités de licenciement - départ	2 042 323	2 961 370	919 047
Capital décès	1 040 000	1 508 000	468 000
Pensions guinéennes	608 126 324	772 305 657	164 179 334
Minimum vital	37 065 600	38 817 752	1 752 152
Rachats de cotisation	1 361 549	1 974 250	612 701
Appui produits 1e nécessité	0	0	0
Indemnités dommages sociaux	1 770 013	2 566 520	796 507
Appui produits 1e nécessité	16 733 453	40 214 220	23 480 767
Contributions internationales	264 328 505	271 133 940	6 805 435
Contribution internationale Dotation de l'année	219 690 203	223 112 750	3 422 547
Contribution internationale Arriérés	15 321 023	17 863 530	2 542 507
Contribution internationale Non ventilé	29 317 279	30 157 660	840 381
T5. INVESTISSEMENT/ DEP.EN CAPITAL DU BND	2 537 134 171	2 723 000 217	185 866 046
dont secteurs prioritaires	1 876 748 331	1 980 920 200	104 171 869
dont secteurs prioritaires Ressources propres	1 365 770 058	1 025 842 600	-339 927 458
dont secteurs prioritaires Contributions à Finex	400 753 873	786 233 100	385 479 227
dont secteurs prioritaires Fonds de contrepartie	0	0	0
dont Défense			0
dont autres institutions et ministères	660 385 840	742 080 017	81 694 177
Ressources propres	1 830 569 293	1 494 430 700	-336 138 593
Contributions à FINEX	528 746 177	997 801 817	469 055 640
Fonds de contrepartie	0	0	0
Initiative PPTE	177 818 700	230 767 700	52 949 000
Personnel / Traitements & salaires	0	0	0
Ressources propres	0	0	0
Contributions à FINEX	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0
Initiative PPTE	0	0	0
Fonctionnement / Biens & services	0	0	0
Ressources propres	0	0	0
Contributions à FINEX	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0
Initiative PPTE	0	0	0
Investissement et/ou non ventilé	100 275 500	162 824 217	62 548 717

Ressources propres	0	0	0
Contributions à FINEX	100 275 500	162 824 217	62 548 717
dont Prise en charge des droits et taxes	100 275 500	162 824 217	62 548 717
Fonds de contrepartie	0	0	0
Initiative PPTE	0	0	0
Rémunérations projets	0	0	0
* Salaires Projets	0	0	0
* Primes de fonction Projets	0	0	0
* Indemnités diverses Projets	0	0	0
* Allocations Smiliales Projets	0	0	0
* Cotisations sociales Projets	0	0	0
Fournitures et biens courants	0	0	0
* Fournitures et petits matériels de bureau	0	0	0
* Fournitures informatiques	0	0	0
* Carburant et lubrifiant	0	0	0
* Petit outillage et fournitures d'atelier	0	0	0
* Autres produits et fournitures	0	0	0
Fournitures et biens spécifiques	0	0	0
* Fournitures scolaires	0	0	0
* Vaccins	0	0	0
* Produits spécifiques Agriculture	0	0	0
* Produits vétérinaires	0	0	0
Prestations diverses	0	0	0
* Loyer	0	0	0
* Frais de stages et formation	0	0	0
* Frais de réunion, séminaire, conférences	0	0	0
* Frais postaux	0	0	0
* Assurances	0	0	0
* Autres prestations	0	0	0
Conso. Eau électricité téléphone	0	0	0
* Consommation eau	0	0	0
* Consommation électricité	0	0	0
* Téléphone et autres frais de télécom..	0	0	0
Frais de déplacement	0	0	0
* Indemnités de mission à l'intérieur	0	0	0
* Indemnités de mission à l'intérieur	0	0	0
Frais de représentation & Manifestation	0	0	0
* Cérémonies et réceptions	0	0	0
Entretien mainten. Immobilis.	0	0	0
* Entretien/réparation matériel informatique	0	0	0
* Entretien autres matériel et mobilier	0	0	0
* Entretien / réparation matériel roulant	0	0	0
Acquisition Matériels, mobiliers, véhicules	0	0	0
* Mobilier et matériel de bureau	0	0	0
* Mobilier et matériel de logement	0	0	0
* Mobilier et matériel scolaires	0	0	0
* Mobilier et matériel sanitaires	0	0	0
* Matériel informatique	0	0	0
* Matériel électrique	0	0	0

* Matériel technique	0	0	0
* Véhicules et engins	0	0	0
Acquisition rénovation Infrastructures	0	0	0
* Routes	0	0	0
* Pistes	0	0	0
* Ouvrages d'art (pont, ...)	0	0	0
* Assainissements (urbanisme)	0	0	0
* Adduction d'eau potable	0	0	0
* Aménagements agricoles	0	0	0
* Points d'eau	0	0	0
* Barrages	0	0	0
* Aéroports	0	0	0
* Installations électriques	0	0	0
* Levés / Cartographie	0	0	0
* Indemnités de Déguerpissement	0	0	0
* Autres aménagements	0	0	0
Acquisition rénovation Bâtiments	0	0	0
* Bâtiment scolaire	0	0	0
* Bâtiment hospitalier	0	0	0
* Bâtiment administratif	0	0	0
* Bâtiment technique	0	0	0
Frais d'études, recherche (y compris Application & programme informatique)	0	0	0
* Etudes	0	0	0
* Assistance technique	0	0	0
* Supervision des travaux	0	0	0
* Recherche - Développement	0	0	0
Droits et taxes sur FINEX	100 275 500	162 824 217	62 548 717
* Prise en charge des droits et taxes sur FINEX	100 275 500	162 824 217	62 548 717
Autres immobilisations	0	0	0
* Immobilisations non ventilées	0	0	0
T6. INVESTIS. FINANCIERS & TRANSFERTS EN CAPITAL	100 083 214	57 000 001	-43 083 213
Initiative PPTE	0	0	0
Dont secteur prioritaire (hors Enseignement Supérieur)	0	0	0
Prises de participation	19 006 322	20 228 005	1 221 683
Restructurations entreprises financières ou non financières	1 673 278	0	-1 673 278
Restructuration Institution Financière nationales	0	0	0
Micro-finance (Crédit mutuel, Caisse Desjardins)	0	0	0
Banques	0	0	0
Restructuration entreprises	1 673 278	0	-1 673 278
Prêts et avances	1 338 623	771 994	-566 628
Subventions & transferts en capital	78 064 991	36 000 002	-42 064 989
Conakry (Université)	22 554 062	9 138 993	-13 415 069
Intérieur (Université & instituts)	45 508 752	17 550 860	-27 957 892
Ensemble Non ventilé (aval banque)	0	0	0
Subvention capital (pour Investis.)	10 002 177	9 310 149	-692 028
Autres subventions en capital	0	0	0
Dépenses en atténuation de recettes en capital	0	0	0
T7 . AMORTISSEMENT DE LA DETTE	1 259 471 680	1 287 000 005	27 528 325
Principal bailleurs intérieurs	836 000 000	511 000 000	-325 000 000
Remboursement arriérés titrisés	283 745 042	278 400 000	-5 345 042
Crédits fournisseurs	437 254 958	232 600 000	-204 654 958
Crédits fournisseurs (locaux)	437 254 958	232 600 000	-204 654 958

Crédits fournisseurs (distributeurs pétrole)	0	0	0
Crédits fournisseurs (BCRG)	0	0	0
p.mem. Arriérés fournisseur	0	0	0
Conversion de créances	0	0	0
p.mem. Arriérés entreprises publiques	115 000 000	0	-115 000 000
Remboursements à tiers (yc BCRG/FMI)	0	0	0
Remboursement arriérés des dépenses	0	0	0
Principal hors PPTE bailleurs extérieurs	231 396 813	549 113 987	317 717 174
Principal hors PPTE CdP rééchelonné ou annulé	0	0	0
Principal hors PPTE CdP non rééchelonnable	3 622 450	26 198 094	22 575 644
Principal hors PPTE CdP suspendu	0	0	0
Principal hors PPTE Organisations internationales	153 706 411	164 046 413	10 340 002
Principal hors PPTE Organi. inter. Réaménagé	0	0	0
Principal hors PPTE Fonds arabes	34 090 053	37 220 818	3 130 765
Principal hors PPTE Fonds arabes réaménagé	0	0	0
Principal hors PPTE Fournisseurs étrangers	27 114 258	67 418 795	40 304 537
Principal hors PPTE Fournisseurs étrangers réaménagé	0	0	0
Principal hors PPTE bilatéraux hors CdP non rééchelonnable	12 863 640	254 229 866	241 366 226
Principal hors PPTE bilatéraux hors CdP rééchelonné ou annulé	0	0	0
Principal différé bailleurs extérieurs	0	0	0
Principal avalisé bailleurs extérieurs	0	0	0
Principal PPTE bailleurs extérieurs	0	0	0
Principal PPTE CdP rééchelonnable	0	0	0
Principal PPTE CdP non rééchelonnable	0	0	0
Principal PPTE Organisations internationales	0	0	0
Principal PPTE Fonds arabes	0	0	0
Principal PPTE Fournisseurs étrangers	0	0	0
Principal PPTE bilatéraux hors CdP rééchelonnable	0	0	0
Principal PPTE bilatéraux hors CdP non rééchelonnable	0	0	0
Principal IADM bailleurs extérieurs	0	0	0
Principal IADM Organisations internationales	0	0	0
Principal C2D bailleurs extérieurs	192 074 868	226 886 018	34 811 150
Principal C2D France	192 074 868	226 886 018	34 811 150
p.mem. DEPENSES SUR PROJETS FINEX	2 070 000 000	4 607 050 000	2 537 050 000
p.mem. FINEX Emprunts	1 197 000 000	3 450 764 500	2 253 764 500
p.mem. FINEX Dons	873 000 000	1 156 285 500	283 285 500
p.mem. Personnel / Traitements & salaires	0	0	0
p.mem. Fonctionnement / Biens & services	0	0	0
p.mem. Investissement et/ou non ventilé	0	0	0

II. VENTILATION PAR INSTITUTION & MINISTERE			
Ventilation par INSTITUTION & MINISTERE : Titre II. Traitements et salaires			

TOTAL TRAITEMENTS ET SALAIRES	3 600 451 016	4 128 000 000	527 548 984
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	41 560 626	38 931 648	-2 628 978
PRIMATURE	2 838 861	2 691 511	-147 350
MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	767 875 014	537 947 259	-229 927 755
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	45 099 228	60 465 589	15 366 361
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	226 034 315	297 302 724	71 268 409
MINISTERE DE LA JUSTICE	49 993 269	72 531 641	22 538 373
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	84 065 956	99 207 382	15 141 426
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	25 374 614	33 623 873	8 249 259
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	142 030 023	160 731 233	18 701 210
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	25 218 492	32 797 470	7 578 978
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	151 618 043	183 339 400	31 721 357
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'ACQUACULTURE	29 055 687	35 525 915	6 470 229
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	34 935 558	42 066 779	7 131 220
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	17 537 599	24 248 006	6 710 407
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	28 401 316	27 065 060	-1 336 256
MINISTERE DU COMMERCE	41 050 105	53 214 337	12 164 232
MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	9 604 197	14 396 242	4 792 045
MINISTERE DE LA SANTE	200 934 533	270 186 997	69 252 464
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	16 407 122	21 563 458	5 156 336
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	1 044 338 811	1 133 900 545	89 561 734
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	71 013 391	83 101 372	12 087 981
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	20 666 236	27 912 353	7 246 117
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	16 181 112	25 461 243	9 280 131
ASSEMBLEE NATIONALE	67 491 260	79 494 588	12 003 328
COUR SUPREME	7 232 349	7 752 619	520 270
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	1 701 504	1 040 650	-660 854
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	7 890 357	8 202 264	311 907
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	2 251 098	3 051 374	800 275
MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0	0	0
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	5 085 422	7 063 929	1 978 507
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	53 681 645	97 205 211	43 523 566
MINISTERE DES TRANSPORTS	32 688 867	42 184 498	9 495 631
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	545 776	495 167	-50 609
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	122 041 378	206 552 875	84 511 497
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	612 880	902 157	289 277
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	15 517 995	20 516 961	4 998 967
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	18 407 123	24 913 593	6 506 470
MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0	0
MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	0	0	0
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	8 853 406	11 140 590	2 287 184
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	0	0	0
MINISTERE DE LA MICRO-FINANCE, DU SECTEUR INFORMEL, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES	0	0	0
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	53 041 783	43 212 857	-9 828 926

SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	0	0	0
ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	0	0	0
MINISTERE DU BUDGET	29 153 826	27 218 902	-1 934 924
MINISTERE DELEGUE AUX AFFAIRES SOCIALES	0	0	0
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	11 290 449	12 689 186	1 398 737
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	0	0	0
LA COUR CONSTITUTIONNELLE	6 665 261	1 867 523	-4 797 738
LA COUR DES COMPTES	8 786 574	14 177 340	5 390 766
LA HAUTE COUR DE JUSTICE	0	0	0
LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	0	0	0
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	13 630	76 006	62 376
MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE		0	0
Autres traitements et salaires	55 664 328	240 029 674	184 365 346

Ventilation par INSTITUTION & MINISTERE : Titre III. Biens et services			
TOTAL BIENS ET SERVICES	2 916 506 375	3 483 243 468	566 737 093
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	270 888 963	276 017 168	5 128 205
PRIMATURE	35 523 740	51 899 997	16 376 257
MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	721 373 468	731 891 494	10 518 025
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	21 592 525	39 569 751	17 977 226
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	59 692 041	68 918 102	9 226 061
MINISTERE DE LA JUSTICE	32 582 619	38 529 787	5 947 168
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	151 492 683	234 486 431	82 993 749
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	30 399 766	23 489 714	-6 910 052
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	44 123 564	59 733 443	15 609 879
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	38 261 654	38 609 717	348 063
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	10 367 697	5 027 516	-5 340 181
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'ACQUACULTURE	3 168 813	7 548 489	4 379 675
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	11 954 999	16 859 933	4 904 934
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	6 049 428	8 996 100	2 946 672
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	5 068 041	7 539 371	2 471 330
MINISTERE DU COMMERCE	4 551 324	6 948 902	2 397 578
MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	4 675 165	9 077 959	4 402 794
MINISTERE DE LA SANTE	256 526 117	350 057 323	93 531 206
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	8 505 862	12 676 033	4 170 171
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	156 732 203	163 391 627	6 659 423
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	19 559 357	29 089 416	9 530 059
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	6 277 711	15 890 695	9 612 984
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	5 663 295	22 777 797	17 114 501
ASSEMBLEE NATIONALE	0	0	0
COUR SUPREME	0	0	0
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	8 312 672	10 631 004	2 318 332
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0	0	0
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	7 496 696	12 537 514	5 040 818
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	1 232 797	2 598 359	1 365 562
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	10 983 370	10 314 546	-668 824
MINISTERE DES TRANSPORTS	4 871 219	7 437 265	2 566 045
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	0	0	0
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	10 393 377	14 858 533	4 465 156
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	0	0	0
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	2 165 117	7 834 130	5 669 013
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	4 716 439	7 200 966	2 484 528
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	7 171 744	5 757 681	-1 414 063
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	4 694 064	7 166 774	2 472 710
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	96 035 220	139 901 502	43 866 282
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	5 890 553	8 993 634	3 103 081
ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	6 943 200	10 600 812	3 657 612
MINISTERE DU BUDGET	87 590 536	129 464 767	41 874 231
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	0	0	0
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	100 000 000	300 000 000	200 000 000
MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	0	0	0

LA COUR CONSTITUTIONNELLE	0	0	0
LA COUR DES COMPTES	0	0	0
LA HAUTE COUR DE JUSTICE	0	0	0
LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	0	0	0
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	0	0	0
MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE		15 284 654	15 284 654
Autres dépenses de fonctionnement	640 467 333	573 634 561	-66 832 772

Ventilation par INSTITUTION & MINISTERE : Titre IV. Subventions et transferts			
TOTAL SUBVENTIONS & TRANSFERTS COURANTS	3 218 171 817	3 634 004 998	415 833 181
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	54 769 000	61 461 240	6 692 240
PRIMATURE	6 000 000	0	-6 000 000
MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	222 690 203	226 862 750	4 172 547
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	82 614 663	109 863 410	27 248 747
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	4 165 486	5 206 860	1 041 374
MINISTERE DE LA JUSTICE	120 930	175 350	54 420
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	44 638 302	48 021 190	3 382 888
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	13 816 205	8 873 510	-4 942 695
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 608 465	2 400 310	791 845
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	17 247 461	25 738 350	8 490 889
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	5 001 936	7 252 810	2 250 874
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE	4 281 807	4 750 460	468 653
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	1 974 997	2 812 990	837 993
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	0	0	0
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	50 635 886	922 030	-49 713 856
MINISTERE DU COMMERCE	0	0	0
MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	1 572 310	2 346 350	774 040
MINISTERE DE LA SANTE	80 431 109	104 625 060	24 193 951
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	6 382 008	10 253 910	3 871 902
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	887 930	0	-887 930
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	10 783 740	11 636 420	852 680
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	204 232	304 770	100 538
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	3 233 656	7 283 300	4 049 644
ASSEMBLEE NATIONALE	79 000 000	87 891 530	8 891 530
COUR SUPREME	11 000 000	17 015 280	6 015 280
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	3 500 000	5 223 040	1 723 040
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	11 000 000	11 915 280	915 280
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	248 534	370 890	122 356
MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0	0	0
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	32 741 769	43 262 470	10 520 701
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	4 550 000	1 522 500	-3 027 500
MINISTERE DES TRANSPORTS	8 800 000	13 132 220	4 332 220
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	7 842 420	11 703 230	3 860 810
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	496 901 338	670 793 010	173 891 672
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	15 119 370	20 562 600	5 443 230
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	1 161 500 000	1 129 175 000	-32 324 999
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	3 250 000	373 070	-2 876 930
MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0	0
MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	0	0	0
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	900 000	1 305 000	405 000
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	350 000	522 300	172 300
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	5 569 504	4 580 620	-988 884
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	0	0	0

ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	0	0	0
MINISTERE DU BUDGET	400 000	596 920	196 920
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	4 000 000	5 969 190	1 969 190
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	15 000 000	16 384 470	1 384 470
MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	0	0	0
LA COUR CONSTITUTIONNELLE	14 887 795	17 359 740	2 471 945
LA COUR DES COMPTES	13 723 097	17 153 870	3 430 773
LA HAUTE COUR DE JUSTICE	2 000 000	2 500 000	500 000
LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2 723 097	3 403 870	680 773
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	2 723 097	3 403 870	680 773
MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE		0	0
Autres Subventions & transferts courants	707 381 472	907 093 957	199 712 486

Ventilation par INSTITUTION & MINISTERE : Titre V. Investissements du BND			
TOTAL INVESTISSEMENTS DU BND	2 537 134 171	2 723 000 217	185 866 046
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	0	32 253 000	32 253 000
PRIMATURE	35 000 000	10 000 000	-25 000 000
MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	105 334 333	30 000 000	-75 334 333
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	186 136 418	200 930 300	14 793 882
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	8 782 200	11 424 500	2 642 300
MINISTERE DE LA JUSTICE	7 152 000	14 138 400	6 986 400
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	4 790 000	6 000 000	1 210 000
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	54 646 400	58 933 200	4 286 800
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	34 503 626	35 373 300	869 674
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	5 312 100	15 763 100	10 451 000
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	193 788 800	129 260 000	-64 528 800
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE	3 700 000	12 650 000	8 950 000
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	9 424 104	3 929 500	-5 494 604
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	717 466 841	873 005 100	155 538 259
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	12 651 848	36 066 000	23 414 152
MINISTERE DU COMMERCE	1 884 000	4 000 000	2 116 000
MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	1 000 000	20 768 000	19 768 000
MINISTERE DE LA SANTE	224 045 600	196 329 700	-27 715 900
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	22 244 200	49 418 500	27 174 300
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	86 853 006	162 996 500	76 143 494
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	90 589 600	82 992 500	-7 597 100
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	5 484 000	0	-5 484 000
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	9 993 000	8 600 000	-1 393 000
ASSEMBLEE NATIONALE	0	0	0
COUR SUPREME	1 000 000	2 300 000	1 300 000
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	0	580 000	580 000
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0	0	0
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	0	0	0
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	16 912 500	15 500 000	-1 412 500
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	11 129 400	21 239 500	10 110 100
MINISTERE DES TRANSPORTS	4 775 200	5 410 700	635 500
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	0	0	0
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	81 813 400	142 846 000	61 032 600
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	6 048 292	0	-6 048 292
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	436 443 036	281 217 500	-155 225 536
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	11 123 867	9 213 300	-1 910 567
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	7 583 000	2 000 000	-5 583 000
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	2 885 000	55 800 000	52 915 000
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	14 238 900	14 708 000	469 100
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	0	0	0
ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	0	0	0
MINISTERE DU BUDGET	22 124 000	14 529 400	-7 594 600
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	0	0	0

COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	0	0	0
MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	0	0	0
MINISTERE DELEGUE A LA SANTE	0	0	0
LA COUR CONSTITUTIONNELLE	0	0	0
LA COUR DES COMPTES	0	0	0
LA HAUTE COUR DE JUSTICE	0	0	0
LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	0	0	Z0
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	0	0	0
MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE		0	0
Prise en charge des droits et taxes (CTSS) & autres projets	100 275 500	162 824 217	62 548 717

Ventilation par INSTITUTION & MINISTERE :			
Titres I & VII. Intérêt & amortissement de la dette + Titre VI			
Investissement financier & Subventions et transferts en capital			
TOTAL INTERET & AMORT. DETTE + INVEST.FIN & TRANSF.EN CAPITAL	2 515 653 826	2 608 000 007	92 346 180
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	0	0	0
PRIMATURE	0	0	0
MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	0	0	0
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	0	0	0
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	0	0	0
MINISTERE DE LA JUSTICE	0	0	0
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	0	0	0
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0	0	0
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	0	0	0
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	0	0	0
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	0	0	0
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE	0	0	0
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	0	0	0
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	0	0	0
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	0	0	0
MINISTERE DU COMMERCE	0	0	0
MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	0	0	0
MINISTERE DE LA SANTE	0	0	0
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	0	0	0
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	0	0	0
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	0	0	0
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	0	0	0
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	0	0	0
ASSEMBLEE NATIONALE	0	0	0
COUR SUPREME	0	0	0
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	0	0	0
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0	0	0
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	0	0	0
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	0	0	0
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	0	0	0
MINISTERE DES TRANSPORTS	0	0	0
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	0	0	0
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	68 062 814	26 689 853	-41 372 961
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	0	0	0
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	0	0	0
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	0	0	0
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	0	0	0
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	0	0	0
MINISTERE DE LA MICRO-FINANCE, DU SECTEUR INFORMEL, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES	0	0	0
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	0	0	0
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	0	0	0
ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	0	0	0

MINISTERE DU BUDGET	0	0	0
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	0	0	0
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	0	0	0
MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	0	0	0
LA COUR CONSTITUTIONNELLE	0	0	0
LA COUR DES COMPTES	0	0	0
LA HAUTE COUR DE JUSTICE	0	0	0
LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	0	0	0
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	0	0	0
MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE		0	0
Dépenses de dette & d'autres transferts en capital	2 447 591 013	2 581 310 154	133 719 141

Ventilation par INSTITUTION & MINISTERE : PROJETS FINEX	0	0	0
TOTAL	2 070 000 000	4 607 050 000	2 537 050 000
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	0	0	0
PRIMATURE	0	0	0
MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	0	0	0
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	40 804 800	59 899 800	19 095 000
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	0	0	0
MINISTERE DE LA JUSTICE	3 260 900	0	-3 260 900
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	0	0	0
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	4 041 000	8 000 000	3 959 000
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	218 218 700	54 434 000	-163 784 700
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	0	96 860 900	96 860 900
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	129 053 000	301 685 900	172 632 900
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE	62 029 800	47 840 600	-14 189 200
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	7 041 300	45 729 100	38 687 800
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	396 468 300	1 168 917 500	772 449 200
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	28 106 000	162 270 000	134 164 000
MINISTERE DU COMMERCE	3 318 300	84 530 000	81 211 700
MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	0	0	0
MINISTERE DE LA SANTE	379 845 400	383 951 300	4 105 900
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	63 831 500	42 688 100	-21 143 400
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	130 147 000	1 500 000	-128 647 000
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	33 250 000	26 777 500	-6 472 500
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	0	0	0
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	25 697 000	45 697 000	20 000 000
ASSEMBLEE NATIONALE	0	0	0
COUR SUPREME	0	0	0
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	0	0	0
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0	0	0
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	0	0	0
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	0	0	0
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	29 878 600	64 344 600	34 466 000
MINISTERE DES TRANSPORTS	0	0	0
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	0	0	0
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	0	196 044 000	196 044 000
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	0	0	0
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	510 756 400	1 590 336 700	1 079 580 300
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	0	197 519 000	197 519 000
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	0	10 172 000	10 172 000
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	4 252 000	17 852 000	13 600 000
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	0	0	0
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	0	0	0
ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	0	0	0
MINISTERE DU BUDGET	0	0	0
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	0	0	0
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	0	0	0
LA COUR CONSTITUTIONNELLE	0	0	0

LA COUR DES COMPTES	0	0	0
LA HAUTE COUR DE JUSTICE	0	0	0
LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	0	0	0
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	0	0	0
MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE		0	0
Autres projets FINEX	0	0	0

Ventilation par INSTITUTION & MINISTERE : TOTAL Titre 1 à 7 + FINEX			
TOTAL GENERAL Y COMPRIS FINEX	16 857 917 205	21 183 298 690	4 325 381 485
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	367 218 589	408 663 056	41 444 468
PRIMATURE	79 362 601	64 591 508	-14 771 092
MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 817 273 018	1 526 701 502	-290 571 516
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	376 247 634	470 728 850	94 481 216
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	298 674 042	382 852 186	84 178 144
MINISTERE DE LA JUSTICE	93 109 718	125 375 179	32 265 461
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	284 986 941	387 715 004	102 728 063
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	440 484 378	312 672 286	-127 812 092
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	86 039 708	209 769 537	123 729 830
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	489 829 475	626 565 626	136 736 151
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE	102 236 107	108 315 464	6 079 357
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	65 330 958	111 398 302	46 067 343
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1 137 522 168	2 075 166 706	937 644 538
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	124 863 090	233 862 461	108 999 371
MINISTERE DU COMMERCE	50 803 729	148 693 239	97 889 510
MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	16 851 672	46 588 551	29 736 879
MINISTERE DE LA SANTE	1 141 782 758	1 305 150 379	163 367 621
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	117 370 692	136 600 001	19 229 309
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	1 418 958 951	1 461 788 672	42 829 721
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	225 196 088	233 597 207	8 401 120
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	32 632 180	44 107 818	11 475 639
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	60 768 063	109 819 339	49 051 277
ASSEMBLEE NATIONALE	146 491 260	167 386 118	20 894 859
COUR SUPREME	19 232 349	27 067 899	7 835 550
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	13 514 177	17 474 694	3 960 518
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	18 890 357	20 117 544	1 227 188
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	9 996 329	15 959 777	5 963 448
MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0	0	0
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	55 972 488	68 424 758	12 452 270
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	110 223 015	194 626 356	84 403 342
MINISTERE DES TRANSPORTS	51 135 287	68 164 683	17 029 396
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	8 388 196	12 198 397	3 810 201
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	779 212 306	1 257 784 270	478 571 964
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	21 780 541	21 464 757	-315 784
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	2 126 382 548	3 029 080 292	902 697 744
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	37 497 428	239 219 929	201 722 501
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	24 508 150	30 375 271	5 867 121
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	12 181 064	81 341 074	69 160 010
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	168 885 407	202 402 979	33 517 571
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	5 890 553	8 993 634	3 103 081
ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	6 943 200	10 600 812	3 657 612
MINISTERE DU BUDGET	139 268 362	171 809 989	32 541 627
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	15 290 449	18 658 376	3 367 927
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	115 000 000	316 384 470	201 384 470

LA COUR CONSTITUTIONNELLE	21 553 056	19 227 263	-2 325 792
LA COUR DES COMPTES	22 509 671	31 331 210	8 821 539
LA HAUTE COUR DE JUSTICE	2 000 000	2 500 000	500 000
LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2 723 097	3 403 870	680 773
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	2 736 727	3 479 876	743 149
MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE		15 284 654	15 284 654
Dette, pensions, ctss et autres dépenses budgétaires y compris FINEX	3 951 379 645	4 464 892 563	513 512 918

III. VENTILATION PAR GROUPES DE DESTINATAIRES FONCTIONNELS			
A. DIRECTIONS & SERVICES (Titres II & III)	6 516 957 391	7 611 243 468	1 094 286 078
SERVICES DE SOUVERAINETE	721 189 966	851 297 169	130 107 203
Organes législatifs	67 491 260	79 494 588	12 003 328
Organes exécutifs	355 558 869	376 425 783	20 866 914
Organes de contrôle juridictionnels	22 684 184	23 797 482	1 113 298
Organes consultatifs	19 194 436	20 967 457	1 773 021
Grande chancellerie des Ordres Nationaux	545 776	495 167	-50 609
AfSires étrangères	234 031 817	329 505 792	95 473 976
Coopération	10 260 926	4 931 844	-5 329 082
Autres services de souveraineté	11 422 699	15 679 055	4 256 356
DEFENSE ORDRE ET SECURITE	1 872 766 039	1 771 105 105	-101 660 934
Défense nationale (Services généraux, Armée de terre, Armée de l'air, Marine, Gendarmerie)	1 488 242 331	1 268 302 579	-219 939 752
Sécurité intérieure et Police	285 305 347	365 182 403	79 877 056
Protection civile & incendies	11 063 314	21 842 220	10 778 906
Garde républicaine	0	0	0
Justice (Tribunaux, Administration pénitentiaire, AfSires générales)	88 155 047	115 777 904	27 622 857
Autres services de défense, ordre & sécurité	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCIERE	716 283 126	1 096 250 872	379 967 746
Finances et fiscalité / Finances : Budget, fiscalité & dépenses	293 718 670	356 542 527	62 823 858
Budget et Dépenses / Contrôle économique & financier	10 391 560	15 453 404	5 061 844
Ressources humaines & organisation	54 216 285	59 373 652	5 157 366
Statistiques & prévision	28 640 635	49 119 449	20 478 814
Services généraux	169 579 615	230 232 609	60 652 994
Administration territoriale	152 793 161	367 828 419	215 035 258
Régionalisation & tutelle des collectivités territoriales	6 943 200	10 600 812	3 657 612
Autres services de l'Administration générale et financière	0	0	0
ENSEIGNEMENT, FORMATION ET RECHERCHE	1 418 228 134	1 617 140 397	198 912 263
AfSires générales de l'Enseignement, de la Formation & de la recherche	0	0	0
Enseignement primaire & préscolaire	59 629 894	33 760 039	-25 869 855
Enseignement secondaire général	19 336 425	41 407 469	22 071 044
Enseignement secondaire technique	88 284 013	107 553 141	19 269 128
Formation professionnelle	0	0	0
Enseignement supérieur	131 367 444	219 810 841	88 443 397
Recherche & innovation	0	0	0
Enseignement hors niveau	0	0	0
Autres services d'enseignement, de formation & de recherche	1 119 610 358	1 214 608 908	94 998 550
CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	110 293 209	137 377 261	27 084 052
AfSires générales de la culture et des loisirs	31 021 636	49 934 124	18 912 488
Culture, Arts & Cinéma	48 164 851	38 888 604	-9 276 247
Radio, Télévision, Presse & Edition	24 788 503	38 892 245	14 103 742
Sports & loisirs	0	0	0
Vie associative & loisirs des jeunes	0	0	0
Autres services de la culture, des sports & des loisirs	6 318 219	9 662 288	3 344 069
SANTE ET ACTION SOCIALE	472 725 769	636 970 453	164 244 684
AfSires générales de la santé et de l'action sociale	278 833 810	382 975 266	104 141 456
Santé quaternaire (Bien-être Smilial, dépistage, banque de sang...)	0	0	0
Centres hospitaliers nationaux & régionaux, hôpitaux, dispensaires, cases de santé	169 820 099	221 237 097	51 416 998
Santé préventive & soins de base	0	0	0

Protection sociale	0	0	0
Solidarité & prévoyance sociale	0	0	0
Autres services de santé & d'action sociale	24 071 860	32 758 090	8 686 230
INFRASTRUCTURES & ENERGIE	198 018 592	282 931 563	84 912 971
Habitat et urbanisme	32 783 781	33 647 508	863 727
Approvisionnement en eau	17 487 244	25 327 586	7 840 342
Environnement	63 806 474	106 620 225	42 813 751
Pétrole & gaz	0	0	0
Electricité & autres énergie	167 394	2 352 349	2 184 955
Transports	60 037 728	81 193 468	21 155 740
Postes & télécommunication	23 082 376	32 827 865	9 745 490
Bâtiments administratifs	0	0	0
Autres services d'administration et de développement des infrastructures et de l'énergie	653 596	962 561	308 966
PRODUCTION ET COMMERCE	304 331 801	383 137 714	78 805 912
AfSires économiques et commerciales générales	0	0	0
AfSires & services généraux concernant la main d'œuvre	0	0	0
AfSires rurales et agricoles générales, production végétale	163 210 418	198 574 775	35 364 357
Forêts, parcs & réserves	0	0	0
Ressources animales & halieutiques	37 222 767	44 562 578	7 339 812
Industrie extractives	45 124 903	56 252 012	11 127 108
Industries de transformation et construction	1 795 122	3 470 655	1 675 534
Tourisme & hôtellerie	12 836 030	21 966 545	9 130 515
Autres services de production et de commerce	44 142 561	58 311 149	14 168 588
AUTRES DESTINATIONS	699 500 385	818 843 439	119 343 054
Autres destinations non classées précédemment	699 500 385	818 843 439	119 343 054
			0
B. CREANCIERS	2 415 570 612	2 551 000 005	135 429 393
Créanciers intérieurs	1 585 699 999	1 434 000 000	-151 699 999
Institut d'émission	0	0	0
Banques commerciales locales	349 920 670	99 500 000	-250 420 670
Fournisseurs locaux	836 000 000	944 600 000	108 600 000
Créanciers divers	399 779 330	389 900 000	-9 879 330
Créanciers extérieurs	829 870 613	1 117 000 005	287 129 392
Bilatéraux Club de Paris	203 349 778	257 662 164	54 312 386
Organisations internationales	228 513 251	231 092 911	2 579 660
Fonds arabes	57 364 205	69 527 520	12 163 315
Fournisseurs étrangers	30 530 947	71 345 624	40 814 677
Bilatéraux hors CdP	310 112 433	487 371 787	177 259 354
Banques commerciales étrangères	0	0	0
Autres créanciers extérieurs	0	0	0
C. BENEFICIAIRES D'INTERVENTION	3 318 255 031	3 691 004 999	372 749 968
SERVICES PUBLICS	657 475 526	818 117 402	160 641 876
Universités	539 612 630	658 085 978	118 473 348
Centres de recherche	35 541 387	52 590 434	17 049 047
Structures Santé	80 431 109	104 625 060	24 193 951
Cours et Tribunaux	120 930	175 350	54 420
Autres services publics	1 769 470	2 640 580	871 110
SECTEUR PARAPUBLIC	90 582 168	94 258 820	3 676 652
Offices et organismes de l'agriculture, pêche et élevage	5 281 807	6 200 460	918 653
Offices et organismes de l'agriculture, pêche et élevage (Suite)	0	0	0
Offices et organismes industriels	39 793 185	37 752 660	-2 040 525
Offices et organismes industriels (Suite)	15 913 542	16 961 302	1 047 760
Offices et organismes des transports, commerce et services	0	0	0

Fonds routier 2e génération	0	0	0
Offices et organismes administratifs et sociaux	21 301 372	24 429 780	3 128 408
Offices et organismes administratifs et sociaux (suite)	248 534	370 890	122 356
Non classé	8 043 728	8 543 728	500 000
COLLECTIVITES TERRITORIALES	51 114 663	76 279 010	25 164 347
Collectivités territoriales	51 114 663	76 279 010	25 164 347
ORGANISATIONS INTERNATIONALES	280 382 085	282 862 070	2 479 985
Protection des frontières & autres organisations de défense	221 688 583	225 610 720	3 922 137
Autres Organisations	58 693 502	57 251 350	-1 442 152
ORGANISMES & SERVICES ECO., ENTREPRISES	116 307 003	73 653 108	-42 653 895
Chambre de commerce, d'agriculture	0	0	0
Organismes de développement régional	16 822 509	22 615 739	5 793 230
Organismes de soutien à l'activité économique : filières	56 424 997	4 512 520	-51 912 477
Organismes de soutien aux entreprises	0	0	0
Autres opérateurs économiques	43 059 497	46 524 849	3 465 351
ORGANISMES & SERVICES CULTURELS & SOCIAUX	96 651 668	123 351 598	26 699 930
Fonds jeunesse sport culture (ex Manifestations internationales)	25 029 237	40 567 190	15 537 953
Ligue islamique	27 527 852	35 481 750	7 953 898
Cathédrale	5 213 917	7 780 720	2 566 803
Autres organismes & services culturels & sociaux	38 880 662	39 521 938	641 276
MENAGES	1 872 609 030	2 039 821 519	167 212 489
Personnel de l'Administration	648 848 673	816 536 379	167 687 707
Personnel des projets	0	0	0
Personnel des Etablissements publics	680 774	987 120	306 346
Personnel des Entreprises publiques	1 361 549	1 974 250	612 701
Etudiants	1 194 370 528	1 164 587 769	-29 782 759
Autres Ménages	25 985 958	53 761 750	27 775 792
			0
D. PROJETS	4 607 134 171	7 330 050 217	2 722 916 046
AGRICULTURE	322 841 800	430 945 900	108 104 100
ELEVAGE	7 583 000	12 172 000	4 589 000
PECHE	65 729 800	60 490 600	-5 239 200
FORETS - HYDRAULIQUE VILLAGEOISE	177 226 700	201 013 900	23 787 200
MINES - GEOLOGIE - ENVIRONNEMENT	34 078 204	81 508 500	47 430 296
ARTISANAT - INDUSTRIE - PME- COMMERCE	12 339 300	162 182 000	149 842 700
EAU URBAINE	228 689 000	130 747 000	-97 942 000
ENERGIE	487 494 836	1 333 551 600	846 056 764
HYDRAULIQUE	77 184 100	259 975 900	182 791 800
HOTELLERIE / TOURISME	1 000 000	20 768 000	19 768 000
INFRASTRUCTURES ADM. - URBANISME - HABITAT	40 757 848	198 336 000	157 578 152
TRAVAUX PUBLICS	1 113 935 141	2 041 922 600	927 987 459
TRANSPORTS / METEO	4 775 200	5 410 700	635 500
TELECOMMUNICATIONS / POSTES	11 123 867	206 732 300	195 608 433
SANTE PUBLIQUE - AFFAIRES SOCIALES	712 966 700	672 387 600	-40 579 100
ENSEIGNEMENT	422 653 006	613 156 500	190 503 494
COMMUNICATION CULTURE - JEUNESSE ET SPORTS	49 928 900	69 005 000	19 076 100
SERVICES FINANCIERS	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE	395 493 518	364 665 300	-30 828 218
DECENTRALISATION	341 057 751	302 254 600	-38 803 151

IV. VENTILATION PAR FONCTIONS ECONOMIQUES			
TOTAL GENERAL Y COMPRIS FINEX	16 857 917 205	21 183 298 690	4 325 381 485
DEVELOPPEMENT RURAL	776 875 282	948 066 990	171 191 708
AGRICULTURE	489 829 475	626 565 626	136 736 151
ELEVAGE	7 583 000	12 172 000	4 589 000
PECHE	102 236 107	108 315 464	6 079 357
FORETS - HYDRAULIQUE VILLAGEOISE	177 226 700	201 013 900	23 787 200
MINES INDUSTRIE ENERGIE EAU URBAINE TOURISME	2 183 650 550	3 377 204 289	1 193 553 739
MINES - GEOLOGIE - ENVIRONNEMENT	152 158 773	252 290 458	100 131 685
ARTISANAT - INDUSTRIE - PME- COMMERCE	57 940 729	222 345 239	164 404 510
EAU URBAINE	228 689 000	130 747 000	-97 942 000
ENERGIE	487 494 836	1 333 551 600	846 056 764
HYDRAULIQUE	1 256 367 212	1 417 501 992	161 134 780
HOTELLERIE / TOURISME	1 000 000	20 768 000	19 768 000
INFRASTRUCTURES	1 351 017 973	2 616 413 780	1 265 395 806
INFRASTRUCTURES ADM. - URBANISME - HABITAT	124 863 090	233 862 461	108 999 371
TRAVAUX PUBLICS	1 137 522 168	2 075 166 706	937 644 538
TRANSPORTS / METEO	51 135 287	68 164 683	17 029 396
TELECOMMUNICATIONS / POSTES	37 497 428	239 219 929	201 722 501
SOCIAL	3 807 675 937	4 563 555 687	755 879 750
SANTE PUBLIQUE - AFSIRES SOCIALES	1 282 153 450	1 441 750 380	159 596 930
ENSEIGNEMENT	2 423 367 344	2 953 170 150	529 802 805
COMMUNICATION CULTURE - JEUNESSE ET SPORTS	102 155 142	168 635 158	66 480 015
SERVICES FINANCIERS	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE SECURITE	4 459 997 782	4 619 794 521	159 796 739
ADMINISTRATION GENERALE	3 962 690 416	4 097 040 359	134 349 944
DECENTRALISATION	497 307 367	522 754 162	25 446 795
SERVICE DE LA DETTE & DIVERS	3 951 379 645	4 464 892 563	513 512 918
INTERETS	1 156 098 932	1 264 000 000	107 901 068
PRINCIPAL	1 259 471 680	1 287 000 005	27 528 325
AUTRES DEPENSES COMMUNES	1 535 809 032	1 913 892 558	378 083 525

DETAILS DES CREDITS D'INVESTISSEMENT

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Inscription par projet et secteur

PLF 2018

PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2018 - 2020
 INSCRIPTIONS PAR PROJET ET SECTEUR
 (EN MILLIONS GNF AVEC 1 \$US = 9 610 GNF EN MOYENNE)
 ANNEE 2018 (version provisoire)

code min	code eco	INTITULE DU PROJET	PREVISIONS 2018							Total 2018	Source de financement	Zone du projet
			B N D				F I N E X					
			Res. Prop	Ctr.Finex	C2D	Total	Prêts	Dons	Total			
1. DEVELOPPEMENT RURAL												
1.1 - AGRICULTURE												
11	11121	Réhabilitation des pistes rurales			49 000,0	49 000,0			0,0	49 000,0	C2D	D. G.
11	11138	Aménagement des Bas-fonds	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND	D. G.
11	11143	Développement Filière Coton	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND	D. G.
11	11146	Campagne agricole	20 706,0			20 706,0			0,0	20 706,0	100 % BND	T.T.G
11	11147	Progr. Nat. d'Ap Filière Agricole		1 500,0		1 500,0		63 239,4	63 239,4	64 739,4	FIDA-OFID	D. G.
11	11152	Ap.Product. Agricole (PUAPA 2)				0,0		0,0	0,0	0,0	IDA	D. G.
11	11200	Projet Tripartite Amelio product Riz /legumes		2 000,0		2 000,0		1 750,0	1 750,0	3 750,0	JAPON/AFRIQ SUD	D. G.
11	11201	Aménagement des10.000 HA	6 500,0			6 500,0			0,0	6 500,0	100%BND	D.G.
11	11202	Pg. Prod. Agr. en Afq de l'Ouest		4 500,0		4 500,0		42 000,0	42 000,0	46 500,0	JICA/IDA	D. G.
11	11203	Réhabilitation Digue Kaback				0,0			0,0	0,0	100 % BND	G.MA.
11	11204	Aménag. Plaines de Koundian				0,0			0,0	0,0	100 % BND	HA. G.
11	11226	Projet Protection des Végétaux				0,0			0,0	0,0	BADEA	D.G.
11	11228	PDRI/Ext. Dév. Horticulture et Forage		6 531,0		6 531,0	39 410,0		39 410,0	45 941,0	BADEA/OFID	D.G.
11	11229	Appui Secteur Agricole en Guinée		500,0		500,0		28 100,0	28 100,0	28 600,0	IDA	T.T.G
11	11230	Prog/Amg. 20 000 HA Sankaranni	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND	HA. G.
11	11231	Etd/Ap. Transf. Ag/Guinée				0,0		27 808,0	27 808,0	27 808,0	BAD-FEM	T.T.G
11	11232	Rehabilitation Digue Kakossa				0,0			0,0	0,0	100 % BND	G.MA.
11	11250	P/Dév. Intégré Gaoual-Koundara		1 500,0		1 500,0	0,0		0,0	1 500,0	BID	Mo. G.
11	11236	Lutte/contrôle Mouches de fruits		0,0		0,0		12 377,0	12 377,0	12 377,0	EU/AFD/CEDEAO	D.G.
11	11238	Prog.Natnl Modernisation agricole	18 336,0			18 336,0	0,0		0,0	18 336,0	100%BND	T.T.G
11	11249	Etd/Aménag. 20 HA Plaines Milo	10 187,0			10 187,0			0,0	10 187,0	100%BND	HA. G.
11	11240	Ap Syst. Act. Rizicole/Mangrove		1 000,0		1 000,0		72 255,0	72 255,0	73 255,0	AFD	G.MA.
11	11241	Ap Tranf. Agriculture Guinéenne		1 000,0		1 000,0		14 746,5	14 746,5	15 746,5	BAD	T.T.G
11	11242	Infrastruct. Rurales (250 magasins)				0,0			0,0	0,0	100%BND	D.G.
11	11251	Réhabilité Siège Ministère de l'Agriculture	6 000,0			6 000,0			0,0	6 000,0	100% BND	D.G.
11	*Sous- sous-total*		61 729,0	18 531,0	49 000,0	129 260,0	39 410,0	262 275,9	301 685,9	430 945,9		

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Inscription par projet et secteur

PLF 2018

1.2 - ELEVAGE											
40	12021	Construction Abattoirs et Boucheries				0,0		0,0	0,0	100%BND	CKY
40	12033	Construction 7 Abattoires régnx				0,0		0,0	0,0	100%BND	T.T.G
40	12034	Centre lutte Tripanosomiage	2 000,0			2 000,0		0,0	2 000,0	100%BND	HA. G.
40	12035	Aménagement Espaces Pasteraux				0,0		0,0	0,0	BID	D.G.
40	12036	Etude Faisabilité projets Elévage				0,0	10 172,0	10 172,0	10 172,0	BID	D.G.
40	*Sous-sous-total*		2 000,0	0,0	0,0	2 000,0	0,0	10 172,0	10 172,0	12 172,0	
1.3 - PECHE											
12	13052	Aménagement 40 FermesPiscicoles	2 500,0	0,0		2 500,0		0,0	2 500,0	100 %BND	D.G.
12	13041	Pisciculture G.Forestière/H. Guinée	0,0	1 050,0		1 050,0	10 559,0	10 559,0	11 609,0	AFD	G.FO
12	13058	Protection Courant des Canaris	0,0	2 000,0		2 000,0	3 243,0	3 243,0	5 243,0	FEM	G.MA.
12	13061	Pr Régional Pêche Afriq Ouest	0,0	2 000,0		2 000,0	2 325,6	2 325,6	4 325,6	IDA-FEM	G.MA.
12	13064	Am. Port Pêche Artisanale Kaporo	0,0	5 100,0		5 100,0	31 713,0	31 713,0	36 813,0	JICA	CKY
12	13065	Construction Siège ONSPA	0,0	0,0		0,0		0,0	0,0	100% BND	CKY
12	*Sous-sous-total*		2 500,0	10 150,0	0,0	12 650,0	0,0	47 840,6	47 840,6	60 490,6	
1.4 - FORETS-HYDRAULIQUE VILLAGEOISE											
36	14110	Prog/Aménag. Massifs F. Djallon		2 000,0		2 000,0	6 400,0	6 400,0	8 400,0	FEM/PNUDAU/FAO/ AUTRES	Mo. G.
36	14120	Initiative AEP/Ass Milieu Rural				0,0	29 245,6	29 245,6	29 245,6	BAD/FASATI	T.T.G
36	14129	Appui Services Publics Eau				0,0	9 732,1	9 732,1	9 732,1	UNICEF	D. G.
36	14131	Prog Accélétrat. Accès Eau/Tous				0,0	17 217,0	17 217,0	17 217,0	UNICEF	D. G.
31	14133	Renf/Résiliance Adapt. Climatque		2 415,5		2 415,5	37 863,4	37 863,4	40 278,9	FEM/PNUD	D.G.
36	14135	Hydr/Villageoise N'z-Lola-Yomou		2 000,0		2 000,0	46 740,0	46 740,0	48 740,0	BID	G.FO
36	14138	Eau et Assmt Région Mamou				0,0		0,0	0,0	BAD	Mo. G.
36	14137	AEP Guinée MA/MoG/Gfo				0,0		0,0	0,0	100% BND	D. G.
36	14139	Création Forages Milieu rural				0,0	20 520,0	20 520,0	20 520,0	FSD	D. G.
36	14140	Prog Aprov AEP rural/P. Urbain				0,0	13 425,0	13 425,0	13 425,0	Belgique	D. G.
31	14142	Produits Forestiers Non Ligneux		2 000,0		2 000,0	3 705,3	3 705,3	5 705,3	FAO	D. G.
36	14143	Infrastruct./Hydraulique Rurales				0,0		0,0	0,0	100%BND	D. G.
31	14144	Mise en place ceinture verte		2 000,0		2 000,0	5 750,0	5 750,0	7 750,0	UE	D. G.
	*Sous- sous- total *		0,0	10 415,5	0,0	10 415,5	46 740,0	143 858,4	190 598,4	201 013,9	
	**Sous- total **		66 229,0	39 096,5	49 000,0	154 325,5	86 150,0	464 146,9	550 296,9	704 622,4	

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Inscription par projet et secteur

PLF 2018

2 - MINES - INDUSTRIE - ENERGIE - EAU URBAINE - TOURISME												
2.1 - MINES - GEOLOGIE - ENVIRONNEMENT												
13	21095	Rénovation et Extension CPDM				0,0			0,0	0,0	100 % BND	CKY
13	21099	Réh. Infrast. Base Géologique de Pita	572,0			572,0			0,0	572,0	100 % BND	Mo. G.
13	21100	Prog Cartogr Hydro-Géo(Gaoual-Téléélé)	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND	D.G.
13	21105	Appui Gouvernance Secteur Minier		480,5		480,5	30 752,0	30 752,0	31 232,5	IDA	T.T.G	
31	21107	Mise en Œuvre Conv. Stockholm		1 500,0		1 500,0	9 802,0	9 802,0	11 302,0	FEM	T.T.G	
31	21108	Projet Rég. Polychloro Biphényl		1 500,0		1 500,0	4 273,9	4 273,9	5 773,9	FEM/CEDEAO	T.T.G	
31	21110	Prog /Envirmental latrines publiq	2 000,0			2 000,0		0,0	2 000,0	100 % BND	T.T.G	
31	21112	Rénov/ Extent. M. Environnement	4 824,0			4 824,0		0,0	4 824,0	100 % BND	CKY	
13	21113	Rénovation Ext. Directions Mines	240,0			240,0		0,0	240,0	100 % BND	CKY	
13	21114	Rénov. Extens. Siège Min. Mines				0,0		0,0	0,0	100 % BND	CKY	
13	21115	Etd/Construction Musée Géologique				0,0		0,0	0,0	100 % BND	CKY	
13	21116	Etd/Construction Labo minier Réf Int				0,0		0,0	0,0	100 % BND	CKY	
31	21121	Mise en Œuvre Protocol Montréal		0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	PNUD/ONU	T.T.G	
31	21122	Projet Gestion des déchets solides				0,0	0,0	0,0	0,0	BID	CKY	
13	21124	PARCA-GPI		2 637,0		2 637,0	14 977,1	14 977,1	17 614,1	BAD	D.G.	
13	21126	Etd/Constion D R Mines				0,0		0,0	0,0	100%BND	D.G.	
31	21135	Gest. Res Nat Bassin Sup LOFA	1 500,0			1 500,0		0,0	1 500,0	100%BND	G.FO	
31	21129	Gest. Durable Eco-syst. Fort		1 500,0		1 500,0	2 950,0	2 950,0	4 450,0	FEM	D.G.	
31	21136	Valorist Ress Biodivest Niyalama	2 000,0			2 000,0		0,0	2 000,0	100%BND	Mo. G.	
13	21131	Etudes Infrastrures Secteur Minier	0,0			0,0		0,0	0,0	100%BND	T.T.G	
13	* Sous-sous-total*		11 136,0	7 617,5	0,0	18 753,5	0,0	62 755,0	62 755,0	81 508,5		
2.2 - INDUSTRIE. - PME- COMMERCE - ARTISANAT												
41	22042	Zones Industrielles de Guinée	5 000,0			5 000,0		0,0	5 000,0	100 % BND	CKY	
41	22045	Const./ Eqment Labo Métrologie	2 000,0			2 000,0		0,0	2 000,0	100 % BND	CKY	
16	22065	Ap Mise/Oeuvr Cadre Intég. Renf		1 000,0		1 000,0	2 000,0	2 000,0	3 000,0	UNOPS	D.G.	
16	22069	Développement Filière Mangue		2 000,0		2 000,0	2 530,0	2 530,0	4 530,0	UNOPS	D.G.	
41	22070	Projet d'Appui PME				0,0		0,0	0,0	IDA	D.G.	
41	22071	Etde et Const Siège Régнал/CAPME				0,0		0,0	0,0	100 % BND	D.G.	
41	22072	Prg Dév Plateforme Multf/ Ebola				0,0	17 852,0	17 852,0	17 852,0	BID	D.G.	
41	22074	Pg/Réh. Centr. Pilote Techgie Indust.	0,0			0,0		0,0	0,0	100 % BND	CKY	
16	22075	Prj/ Chaîne des valeurs de F. Agr		1 000,0		1 000,0	80 000,0	80 000,0	81 000,0	BID	D.G.	
41	22076	Acq. Centre Formation/APME	48 800,0			48 800,0		0,0	48 800,0	100 % BND	CKY	
	* Sous-sous-total*		55 800,0	4 000,0	0,0	59 800,0	17 852,0	84 530,0	102 382,0	162 182,0		

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Inscription par projet et secteur

PLF 2018

2.3 - EAU URBAINE											
36	23019	AEP 7 Villes (Boké-Télé----		0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	BID	CKY
36	23042	Renf. Système AEP de Conakry			0,0			0,0	0,0	BID	CKY
36	23055	4ième Pj Eau de Ckry (1ère phase)		0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	CHINE/AUTRES	CKY
36	23056	AEP 5 Villes(Goual, Tg.... Yom)		5 282,0	5 282,0	53 265,0		53 265,0	58 547,0	BADEA/OFID	D.G.
36	23061	A E P Ville Siguiri	30 200,0		30 200,0			0,0	30 200,0	100 % BND	HA. G.
36	23062	Réh.Prim/ Res.Dist Mat/-Kaloum			0,0			0,0	0,0	100 % BND	CKY
36	23058	Eau pour Tous (dedomagement)	0,0		0,0			0,0	0,0	100 % BND	D.G.
36	23239	Réh. AEP ville Kankan	30 000,0		30 000,0			0,0	30 000,0	100 % BND	D.G.
36	23240	Eau/Assment Urbain Guinée		2 000,0	2 000,0	10 000,0		10 000,0	12 000,0	IDA	D.G.
36	23241	Améliorat. Desserte Eau de Dalaba	0,0		0,0			0,0	0,0	100 % BND	Mo. G.
36	* Sous-sous-total*		60 200,0	7 282,0	0,0	67 482,0	53 265,0	10 000,0	63 265,0	130 747,0	
2.4 - ENERGIE											
36	24065	Aménagement du Barrage de Fomi		0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	CHINE	HA. G.
36	24079	Prg. Réh.Extens.Reseau Elect. Ckry II		4 000,0	4 000,0	156 151,0	46 537,8	202 688,8	206 688,8	BID/BAD	CKY
36	24088	Interconnexion Guinée - Mali		25 000,0	25 000,0	84 150,0		84 150,0	109 150,0	BIDC/BID/UE/FAD	D.G.
36	24099	Réha.Exts.Res. Capit. Régionales II		3 773,0	3 773,0	90 193,0		90 193,0	93 966,0	IDA/BID/BIDC	D. G.
36	24101	Electrification Rurale		3 500,0	3 500,0		10 220,0	10 220,0	13 720,0	BAD	D. G.
36	24106	Réalisation Dispatching National			0,0			0,0	0,0	100 % BND	CKY
36	24114	Elect. Rural (CI, Lib....SL, Guinée)		3 000,0	3 000,0	36 752,0	20 000,0	56 752,0	59 752,0	BAD	D.G.
36	24116	Ftures/Inst 30 000 Lampadaires	0,0		0,0			0,0	0,0	100 % BND	T.T.G
36	24124	Réhab. Kaloum III/V et Oxilliaires		0,0	0,0			0,0	0,0	BID	D.G.
36	24127	Renf. Cap. Centr. Thermq KK	0,0		0,0			0,0	0,0	100% BND	HA. G.
36	24130	Electrification Farmoria Pamalap	0,0		0,0			0,0	0,0	100 % BND	CKY
36	24134	Réh.Réxx Distribution Matam			0,0			0,0	0,0	100 % BND	CKY
36	24137	Energie Guinée/Donkéya		5 000,0	5 000,0	125 000,0		125 000,0	130 000,0	BEI	G.MA.
36	24138	Petite Hydraulique en Guinée		500,0	500,0		5 110,0	5 110,0	5 610,0	FEM	G.FO
36	24139	Réh/Centrale Samankoun et Loffa	6 000,0		6 000,0			0,0	6 000,0	100 % BND	D.G.
36	24140	Barrage Frankonéd/Kogbédou/Milo	0,0		0,0			0,0	0,0	100 % BND	HA. G.
36	24141	Hydraupur Phase II		500,0	500,0		2 000,0	2 000,0	2 500,0	Belgique	D.G.
36	24142	Interconnexion Linssan - Fomi		108 112,5	108 112,5	593 071,3		593 071,3	701 183,8	CHINE	D.G.
36	24143	Etd Plan Directeur sur le Littorale		350,0	350,0		4 631,0	4 631,0	4 981,0	BADEA	G.MA.
36	* Sous-sous-total*		6 000,0	153 735,5	0,0	159 735,5	1 085 317,3	88 498,8	1 173 816,1	1 333 551,6	

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Inscription par projet et secteur

PLF 2018

2-5 HYDRAULIQUE											
36	25018	Pg.Gest.Intég.Res.Eau.Usag.Fleuv.Sén II		6 500,0	6 500,0		23 979,3	23 979,3	30 479,3	IDA	D.G.
36	25023	Rénov. Ext. Siège Ministère Energie			0,0			0,0	0,0	100 % BND	CKY
36	25027	Am.Hydroélect. Sambagalou (OMVG)		42 000,0	42 000,0	168 000,0		168 000,0	210 000,0	BID-IDA-BAD	D.G.
36	25030	Ap/Dév. Durbl. Delta Intér. Niger		0,0	0,0		1 459,6	1 459,6	1 459,6	FEM	HA. G.
36	25031	P/Intég. Dv. Adapt. Chang. Cl Niger		1 500,0	1 500,0		16 537,0	16 537,0	18 037,0	IDA	HA. G.
36	* Sous-sous-total*		0,0	50 000,0	0,0	50 000,0	168 000,0	41 975,9	209 975,9	259 975,9	
2-6 HOTELLERIE / TOURISME											
17	26010	Etd/ Infrast. Touristiq/Artisnl et Hôtel	0,0		0,0			0,0	0,0	100 % BND	D.G.
17	26011	Construction villages artisanaux	10 768,0		10 768,0			0,0	10 768,0	100 % BND	D.G.
17	26012	Réhabilitation Citée Niger Faranah	5 000,0		5 000,0			0,0	5 000,0	100 % BND	D.G.
17	26013	Const. Campement Site Touristq BARO	5 000,0		5 000,0			0,0	5 000,0	100 % BND	HA. G.
17	* Sous-sous-total*		20 768,0	0,0	0,0	20 768,0	0,0	0,0	0,0	20 768,0	
	** Sous-total **		153 904,0	222 635,0	0,0	376 539,0	1 324 434,3	287 759,7	1 612 194,0	1 988 733,0	

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Inscription par projet et secteur

PLF | 2018

3 INFRASTRUCTURES											
3-1 URBANISME. - HABITAT.											
15	31045	Elab.Schéma Direct. Villes Intérieures	5 000,0			5 000,0			0,0	5 000,0	100 % BND T.T.G
15	31054	3ème Projet Eau Assainissement				0,0			0,0	0,0	100 % BND CKY
15	31075	Désenclavement Quartiers Ckry	6 335,5			6 335,5			0,0	6 335,5	100 % BND CKY
15	31080	Assmt Quatiers Moussodougou		879,0		879,0	1 000,0		1 000,0	1 879,0	BADEA CKY
15	31084	Campagne nettoyage ckry/villes int.	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND D.G.
15	31091	Infrasdtstructures Kouroukoro	1 285,5			1 285,5			0,0	1 285,5	100 % BND HA. G.
15	31093	Reconst. Grand Palais / Nations				0,0			0,0	0,0	100 % BND CKY
15	31094	Amg. Com. Rur. Baro-Koumana	3 866,0			3 866,0			0,0	3 866,0	100 % BND HA. G.
15	31097	Assmt 4 Capitales/Rég et Ckry				0,0	28 106,0		28 106,0	28 106,0	BADEA/BID D.G.
15	31098	Etd Viabilisation Itin. linter Quart	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND CKY
15	31099	Elab.Schéma Grand Conakry				0,0	70 422,0		70 422,0	70 422,0	FED CKY
15	31100	Etd Adressage Com/Dix-Kal-Matam				0,0	62 742,0		62 742,0	62 742,0	BID CKY
15	31101	Etd/Construction Siège MVUH	12 000,0			12 000,0			0,0	12 000,0	100%BND CKY
15	31102	Born/Imm/Domaine Fcier/Etat	6 700,0			6 700,0			0,0	6 700,0	100%BND D.G.
15	* Sous-sous-total*		35 187,0	879,0	0,0	36 066,0	28 106,0	134 164,0	162 270,0	198 336,0	

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Inscription par projet et secteur

PLF 2018

3-2 TRAVAUX PUBLICS												
14	32102	Const. Rte Labé-Mad-Gounas		120 000,0		120 000,0	27 480,0		27 480,0	147 480,0	BADEA-FSD	Mo. G.
14	32114	Const. Rte Mali-Frontière-Sénégal				0,0			0,0	0,0	BID	Mo. G.
14	32144	Réh.Route Mamou -Dabola	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND	D.G.
14	32168	Voiries Primaires de Conakry	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND	CKY
14	32170	Cont. Réh. Rtes Préf.et Comm.	30 000,0			30 000,0			0,0	30 000,0	100 % BND	T.T.G
14	32175	C/2x2 voies PK 36 - Coyah	80 000,0			80 000,0			0,0	80 000,0	100 % BND	G.MA.
14	32179	Const. Route Mamou - Faranah	9 449,0			9 449,0			0,0	9 449,0	100 % BND	D.G.
14	32182	Réh./Route Siguiri-Nafadji	4 000,0			4 000,0			0,0	4 000,0	100%BND	HA. G.
14	32183	C/Voiries Urbaine Guékédou	0,0			0,0			0,0	0,0	100% BND	G.FO
14	32194	C/Bit Route Kankan-Mandiana				0,0			0,0	0,0	100% BND	HA. G.
14	32195	Construction/Bit Route Kankan-Kissidougou				0,0			0,0	0,0	100%BND	HA. G.
14	32198	Renforcement Talus Echangeurs	0,0			0,0			0,0	0,0	100%BND	CKY
14	32200	Etd/Ech Corch N (Hamd-Cosa-Enco5)				0,0			0,0	0,0	BID	CKY
14	32207	Const. Route Coyah-Kindia-Mamou	0,0			0,0			0,0	0,0	100% BND	D.G.
14	32205	Const. Bitumage Siguiri-Tintigna	0,0			0,0			0,0	0,0	100% BND	HA. G.
14	32208	PK53 Guékédou- Kondébadou				0,0			0,0	0,0	BID	G.FO
14	32211	Bitumage Voiries Télémélé	40 000,0			40 000,0			0,0	40 000,0	100% BND	G.MA.
14	32212	Bit. Voiries de Kindia(Samoria)	15 000,0			15 000,0			0,0	15 000,0	100% BND	G.MA.
14	32233	Construction T8 T9 T10 (N-S)	141 384,0			141 384,0			0,0	141 384,0	100% BND	CKY
14	32218	Bitumage Voirie Gaoual				0,0			0,0	0,0	100% BND	Mo. G.
14	32216	Route dégradée de Kankan	55 000,0			55 000,0			0,0	55 000,0	100% BND	HA. G.
14	32217	Route dégradée de siguiri	45 000,0			45 000,0			0,0	45 000,0	100% BND	HA. G.
14	32236	Cont/Réh. Route Coyah-Mamou-Dabola		194 333,1		194 333,1	630 360,0		630 360,0	824 693,1	CHINE	D.G.
14	32235	Projet de voiries de Conakry		95 139,0		95 139,0	322 840,0		322 840,0	417 979,0	CHINE	CKY
14	32226	Voiries Urbaines de Mali				0,0			0,0	0,0	100% BND	G.FO
14	32227	Voiries Urbaines de Dalaba				0,0			0,0	0,0	100% BND	Mo. G.
14	32234	Construction voirie Urbaine Lola	40 000,0			40 000,0			0,0	40 000,0	100% BND	G.FO
14	32229	Construction Route Lola-Danané				0,0	142 000,0		142 000,0	142 000,0	BAD	G.FO
14	32237	Route Coyah-Farmoria-Frontière		3 700,0		3 700,0	46 237,5		46 237,5	49 937,5	FAD/UE	G.MA.
14	* Sous-sous-total*		459 833,0	413 172,1	0,0	873 005,1	1 168 917,5	0,0	1 168 917,5	2 041 922,6		

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Inscription par projet et secteur

PLF 2018

3-3 TRANSPORTS / METEO											
32	33113	Réhabilitation Aérodrome Nzérékoré	0,0		0,0			0,0	0,0	100 % BND	G.FO
32	33074	Réhabilitation Infrastructures Météo	910,7		910,7			0,0	910,7	100 % BND	T.T.G
32	33111	Reconstruction Phare maritime	4 500,0		4 500,0			0,0	4 500,0	100 % BND	T.T.G
32	33112	Réal/Réh Signalisation sémaphorique	0,0		0,0			0,0	0,0	100 % BND	T.T.G
32	* Sous-sous-total*		5 410,7	0,0	0,0	5 410,7	0,0	0,0	0,0	5 410,7	
3-4 TELECOMM / POSTES											
37	34097	Etd. Couvert. Nle Emetteur Radio et TV	1 213,3		1 213,3			0,0	1 213,3	100 % BND	T.T.G
37	34101	Projet Supervision Trav. Fibre Optique			0,0			0,0	0,0	100 % BND	T.T.G
37	34114	Réh. Reseaux Metropolitain Ckry	8 000,0		8 000,0			0,0	8 000,0	100 % BND	T.T.G
37	34115	Tech. Com/Inf Innovante			0,0	54 170,0		54 170,0	54 170,0	EXIMBANK	CKY
37	34116	Projet Identification Numérique			0,0		143 349,0	143 349,0	143 349,0	IDA	CKY
37	34117	Aménagemet Numérique Territoire	0,0		0,0			0,0	0,0	100 % BND	CKY
37	34118	Système Intégré Information	0,0		0,0			0,0	0,0	100 % BND	CKY
37	* Sous-sous-total*		9 213,3	0,0	0,0	9 213,3	54 170,0	143 349,0	197 519,0	206 732,3	
	** Sous-total **		509 644,0	414 051,1	0,0	923 695,1	1 251 193,5	277 513,0	1 528 706,5	2 452 401,6	

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Inscription par projet et secteur

PLF 2018

4-SOCIAL												
4-1 SANTE PUBLIQUE												
18	41022	Prg. Elar. Vacc (Infrastructures)	26 000,0			26 000,0			0,0	26 000,0	100 % BND	T.T.G
18	41080	Programme Reconst. Système Santé	85 798,0			85 798,0			0,0	85 798,0	100 % BND	T.T.G
18	41106	Prj mutlt. Sect. Lut IST/VIH SIDA	3 000,0			3 000,0			0,0	3 000,0	100 % BND	T.T.G
18	41121	Réh. Ext. Equip. Hôpital Donka		37 000,0		37 000,0	227 725,3		227 725,3	264 725,3	BID/FSD	CKY
18	41152	Etd /Inf. Sanitaires et Hosp				0,0			0,0	0,0	100 % BND	T.T.G
18	41212	Renf. Système Santé Post-Ebola		21 649,0		21 649,0	13 299,7		13 299,7	34 948,7	BID	T.T.G
18	41205	Appui Système Santé Primaire				0,0			0,0	0,0	IDA	T.T.G
18	41206	Am..Régnal Syst. Surveil Mal/Epid				0,0			0,0	0,0	IDA	T.T.G
18	41213	Création Institut Pasteur Guinée				0,0			0,0	0,0	AFD	G.M.A.
18	41214	Prog. Const. 2 Hospitaux Rgnx				0,0	134 210,3		134 210,3	134 210,3	EXIMBANK/INDE	T.T.G
18	41215	Construction Pharmacie Centrale de Guinée	17 742,3			17 742,3			0,0	17 742,3	100%BND	T.T.G
18	41216	Construction Siège Proj Onchocercose	5 140,4			5 140,4			0,0	5 140,4	100%BND	T.T.G
18	41217	Construction Siège INSP				0,0			0,0	0,0	100%BND	T.T.G
18	41218	Const/Eq Hptx Labé-Kind				0,0	9 666,0		9 666,0	9 666,0	AFD	D.G.
18	* Sous-sous-sous-total*		137 680,7	58 649,0	0,0	196 329,7	375 235,3	9 666,0	384 901,3	581 231,0		
4-1 AFFAIRES SOCIALES												
19	41092	Progr.réh. construction des CAAF	10 710,0			10 710,0			0,0	10 710,0	100 % BND	T.T.G
19	41118	App. renf. Capacités Inst. Féminines		0,0		0,0	0,0		0,0	0,0	FNUAP	T.T.G
19	41125	Reconst.Centre Nat.Orthopédie				0,0			0,0	0,0	100 % BND	CKY
19	41143	Const. Siège Fds Dev Social et de Solidarité	5 000,0			5 000,0			0,0	5 000,0	100 % BND	CKY
19	41148	Viol. /Genre/Mtul. GF Exis.		0,0		0,0			0,0	0,0	UNFPA	T.T.G
19	41149	Appui promotion du genre		0,0		0,0	0,0		0,0	0,0	UNFPA	T.T.G
19	41190	Système de Protection des Enfants		3 262,5		3 262,5	8 073,1		8 073,1	11 335,6	UNICEF/Plan Guin/Terre H	T.T.G
19	41205	Accélération Abandon MGF/E		3 000,0		3 000,0	3 000,0		3 000,0	6 000,0	UNICEF	T.T.G
19	41210	Rel.Sociale Post-Ebola (PERSIF)		3 700,0		3 700,0	13 200,0		13 200,0	16 900,0	FAD-IAEAR-USA	D.G.
19	41211	Renf. Cap. Jeunes/Fem. Zones Ebola				0,0	14 415,0		14 415,0	14 415,0	BID	D.G.
19	41215	Vulgarisation Ptq Protect. F.Gnenre		3 746,0		3 746,0	4 000,0		4 000,0	7 746,0		T.T.G
19	41216	Const. Infr/ M Action Sociale	20 000,0			20 000,0			0,0	20 000,0	100 % BND	CKY
19	* Sous-sous-sous-total*		35 710,0	13 708,5	0,0	49 418,5	14 415,0	28 273,1	42 688,1	92 106,6		
	* Sous-sous-total*		173 390,7	72 357,5	0,0	245 748,2	389 650,3	37 939,1	427 589,4	673 337,6		

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Inscription par projet et secteur

PLF 2018

4-2 EDUCATION												
4-1 ENSEIGNEMENT PRE-UNIVERSITAIRE												
20	42108	Réh/Const./Eq.salles classes Elém.	26 000,0			26 000,0			0,0	26 000,0	100 % BND	T.T.G
20	42119	Construction et Rénovation IRE/DPE	3 500,0			3 500,0			0,0	3 500,0	100 % BND	T.T.G
20	42181	Prg App Sect/Ens. P Univ		6 530,0		6 530,0	1 500,0		1 500,0	8 030,0	BID	T.T.G
20	42183	Const./Eq. 50 Collèges Rurx		0,0		0,0			0,0	0,0	FKDEA	D. G.
20	42186	Réh. Eq. Salles-Classes/ Secdr	27 389,0			27 389,0			0,0	27 389,0	100 % BND	T.T.G
20	42190	Fonds Commun Ed/de Base			70 844,5	70 844,5			0,0	70 844,5	IDA/C2D	T.T.G
20	42226	Const/Centre Alphabét/Koumana	10 133,0			10 133,0			0,0	10 133,0	100 % BND	HA. G.
20	42227	Const.Complexes pré scolaire(Coyah -Boffa)	4 259,0			4 259,0			0,0	4 259,0	100% BND	D. G.
20	42228	Rénovations des Centres D'encadr. Comm	3 512,0			3 512,0			0,0	3 512,0	100% BND	D.G.
20	42229	Etude Const/ Lycée Moderne	10 829,0			10 829,0			0,0	10 829,0	100% BND	D.G.
20	* Sous-sous-sous-total*		85 622,0	6 530,0	70 844,5	162 996,5	1 500,0	0,0	1 500,0	164 496,5		
4-2 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR / RECHERCHE SCIENTIFIQUE												
34	42189	Tvx. Const. Réh/Eq Inf UGANC	55 250,0			55 250,0			0,0	55 250,0	100 % BND	T.T.G
34	42123	Centres universitaires régionaux	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND	HA. G.
34	42175	Prg /Ap. ISAV/VGE Faranah	8 000,0			8 000,0			0,0	8 000,0	100 % BND	HA. G.
34	42225	Trvx Const. Nlle Inf. Labé Hafia1 /2	45 000,0			45 000,0			0,0	45 000,0	100 % BND	Mo. G.
34	42226	Prog. Const/ Nvelles Universités		34 596,0		34 596,0	196 044,0		196 044,0	230 640,0	CHINE	D.G.
34	* Sous-sous-sous-total*		108 250,0	34 596,0	0,0	142 846,0	196 044,0	0,0	196 044,0	338 890,0		
4-2 ENS. TECHNIQUE / FORMATION PROFESSIONNELLE												
21	42117	Program de réhab. des CFP	18 410,0			18 410,0			0,0	18 410,0	100 % BND	D.G.
21	42150	Projet de Construction des ERAM		15 000,0		15 000,0	26 777,5		26 777,5	41 777,5	FSD-BID	D.G.
21	42151	Const/Insp.Générale du Trav.	582,5			582,5			0,0	582,5	100 % BND	CKY
21	42191	Const/ Maison de l'Emploi				0,0			0,0	0,0	100 % BND	CKY
21	42192	PAFISAM			49 000,0	49 000,0			0,0	49 000,0	C2D	T.T.G
21	* Sous-sous-sous-total*		18 992,5	15 000,0	49 000,0	82 992,5	26 777,5	0,0	26 777,5	109 770,0		
	* Sous-sous-total*		212 864,5	56 126,0	119 844,5	388 835,0	224 321,5	0,0	224 321,5	613 156,5		

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Inscription par projet et secteur

PLF 2018

4-3 AUTRES SECTEUR SOCIAL												
4-3 CULTURE												
43	43113	Etde/Construction Siège Minist. Cult	1 875,0			1 875,0			0,0	1 875,0	100% BND	CKY
43	43116	Construction Académie de Percussion	1 222,1			1 222,1			0,0	1 222,1	100% BND	CKY
43	43117	Construction des CLAC	0,0			0,0			0,0	0,0	100% BND	D.G.
43	43123	Cont. Eqmt/Complexe Sosso Balla	2 000,0			2 000,0			0,0	2 000,0	100% BND	G.M.A.
43	43205	Rest/Sites et Monuments Hist	2 000,0			2 000,0			0,0	2 000,0	100% BND	D.G.
* Sous-sous-sous-total*			7 097,1	0,0	0,0	7 097,1	0,0	0,0	0,0	7 097,1		
4-3 JEUNESSE ET SPORTS												
23	43073	Construction Maisons des Jeunes	6 000,0			6 000,0			0,0	6 000,0	100 % BND	T.T.G
43	43103	Amén/ Espaces Multi-sport	2 167,0			2 167,0			0,0	2 167,0	100 % BND	CKY
43	43122	Etd/Infrastructures CAN 2023	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND	D.G.
23	43123	Projet Pilote Pavage des Rues	2 000,0			2 000,0			0,0	2 000,0	100 % BND	CKY
23	43124	Booster Comp. Empltyté Jeunes		600,0		600,0		45 697,0	45 697,0	46 297,0	IDA	T.T.G
43	43204	Réuv. Urgte du Stade 28 sept	5 443,9			5 443,9			0,0	5 443,9	100 % BND	T.T.G
* Sous-sous-sous-total*			15 610,9	600,0	0,0	16 210,9	0,0	45 697,0	45 697,0	61 907,9		
** Sous-sous-total **			22 708,0	600,0	0,0	23 308,0	0,0	45 697,0	45 697,0	69 005,0		
** Sous-total **			408 963,2	129 083,5	119 844,5	657 891,2	613 971,8	83 636,1	697 607,9	1 355 499,1		

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Inscription par projet et secteur

PLF 2018

5 ADMINISTRATION GENERALE ET AUTRES											
5-1 PLAN-STAT.-FINANCES-REF ADMIN. COMM											
09	51022	Réh/Eq. MEF et S.Déconcentrés	13 043,0			13 043,0			0,0	13 043,0	100 % BND T.T.G
06	51068	Restauration des Cours et tribunaux	10 638,4			10 638,4			0,0	10 638,4	100 % BND T.T.G
08	51080	ATech/Suivi exécu des Projets	2 000,0			2 000,0			0,0	2 000,0	100 % BND T.T.G
10	51084	Construction E.N.A				0,0			0,0	0,0	100 % BND CKY
30	51097	C/ Rénv.Mosquées Intérieur	10 000,0			10 000,0			0,0	10 000,0	100 % BND T.T.G
10	51107	Rénv/ ext.siège MFPREMA	3 151,6			3 151,6			0,0	3 151,6	100 % BND CKY
07	51113	Rén/Amb-Chancelleries Guinée	6 000,0			6 000,0			0,0	6 000,0	100 % BND D.G.
30	51148	Const/Rénov Archev-Eglises	5 500,0			5 500,0			0,0	5 500,0	100 % BND T.T.G
09	51152	Rénovation Extension DNMP	7 330,3			7 330,3			0,0	7 330,3	100 % BND CKY
01	51154	Rénov/Garage Gouvernement	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND CKY
64	51168	Etd/Cont Ecole Nat. Douanes	2 884,7			2 884,7			0,0	2 884,7	100 % BND CKY
64	51169	C/Rév Bur. Front.Douanes	1 159,0			1 159,0			0,0	1 159,0	100 % BND D. G.
08	51171	Projet Filets Sociaux Productifs				0,0	8 000,0	8 000,0	8 000,0	IDA	D. G.
64	51181	Etud/Const. Siège MDB	2 385,7			2 385,7			0,0	2 385,7	100 % BND CKY
08	51176	Réh. S/Déconcentrés Plan	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND T.T.G
08	51178	Rénov. Siège Coopération Internationale	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND CKY
06	51183	C/Siège et Equipmt M. de la Justice	3 500,0			3 500,0			0,0	3 500,0	100 % BND CKY
01	51190	C/Directions Régionales Archves	2 253,0			2 253,0			0,0	2 253,0	100 % BND CKY
26	51198	Etd/Construction Siège HAC	580,0			580,0			0,0	580,0	100 % BND CKY
09	51200	C/Complexe CR-VA (WAGF 2)		15 000,0		15 000,0	54 434,0	54 434,0	69 434,0	BID	CKY
25	51201	Rén/Extension Cour Supr	2 300,0			2 300,0			0,0	2 300,0	100 % BND CKY
22	51203	Renf. Sites Diffusion RTG				0,0			0,0	0,0	100 % BND CKY
08	51204	Construction Siège l'INS/DNIP	18 000,0			18 000,0			0,0	18 000,0	100 % BND CKY
64	51205	Construction DR des Impôts	3 600,0			3 600,0			0,0	3 600,0	100 % BND D.G.
64	51206	Construction DR des Douanes	4 500,0			4 500,0			0,0	4 500,0	100 % BND D.G.
08	51207	Projet d'Appui aux FDES	5 000,0			5 000,0			0,0	5 000,0	100 % BND CKY
08	51209	Fonds Etd/Assistance Technique		12 933,2		12 933,2			0,0	12 933,2	C2D D.G.
06	51210	Projet d'Ap. Reforme Judiciaire				0,0			0,0	0,0	AFD T.T.G
08	51212	Projet d'Appui au BTAP	1 000,0			1 000,0			0,0	1 000,0	100 % BND CKY
02	51213	Rénov/Eqmt Siège Primature	10 000,0			10 000,0			0,0	10 000,0	100 % BND CKY
09	51214	Améliorat. Statistiques BP/BCRG				0,0			0,0	0,0	BAD CKY
10	51215	Construction E.N.A		12 611,5		12 611,5	96 860,9	96 860,9	109 472,4	Espagne	CKY
01	51216	Etd/Const. Infrastr. Services Spec-PRG	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND D.G.
01	51217	Acquisition/Equip ACGP-MP	30 000,0			30 000,0			0,0	30 000,0	100 % BND CKY
08	51218	Rénovation Bâtiments MPCl	20 000,0			20 000,0			0,0	20 000,0	100 % BND CKY
* Sous-sous-total*			164 825,7	27 611,5	12 933,2	205 370,4	151 294,9	8 000,0	159 294,9	364 665,3	

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Inscription par projet et secteur

PLF 2018

5 DECENTRALISATION / DEFENSE ET SECURITE												
5-2 ADMINIST. TERRITOIRE/DECENTRALISATION												
04	52011	Prog Réalisat. Décentralisées	1 089,0			1 089,0			0,0	1 089,0	100 % BND	T.T.G
04	52019	Eq. Coll. Minist. Résid.et Préf.				0,0			0,0	0,0	100 % BND	T.T.G
04	52044	Inf/Célébr. Fêtes Indép. N'Zré	23 462,0			23 462,0			0,0	23 462,0	100 % BND	G. FO
04	52092	Inf/Célébr. Fêtes Indép. Boké	20 829,0			20 829,0			0,0	20 829,0	100 % BND	G.MA.
04	52177	Inf/Célébr. Fêtes Indép.Mamou	27 500,0			27 500,0			0,0	27 500,0	100 % BND	MO. G.
04	52178	Inf/Célébr. Fêtes Indép. HAG	74 560,3			74 560,3			0,0	74 560,3	100 % BND	HA. G.
04	52179	Projet Village durable banko		2 500,0		2 500,0	24 670,0		24 670,0	27 170,0	BID	HA. G.
04	52180	P A C V Phase III			48 990,0	48 990,0		35 229,8	35 229,8	84 219,8	IDA/C2D	T.T.G
04	52181	Rén/Extension Siège du MATD	2 000,0			2 000,0			0,0	2 000,0	100 % BND	CKY
	* Sous-sous-sous-total*		149 440,3	2 500,0	48 990,0	200 930,3	24 670,0	35 229,8	59 899,8	260 830,1		
5-2 DEFENSE ET SECURITE												
05	52035	Inf.Commis./Sapeurs pompiers	9 424,5			9 424,5			0,0	9 424,5	100%BND	D.G.
05	52048	Office Protect. Genre-Enfants Mto	0,0			0,0			0,0	0,0	100 % BND	CKY
03	52049	Prog. Const. Equip MDN	30 000,0			30 000,0			0,0	30 000,0	100 % BND	T.T.G
05	52050	Const. Ecole Nle Police Kafilia	2 000,0			2 000,0			0,0	2 000,0	100 % BND	G.MA.

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Répartition des crédits par secteur et sous-secteur

PLF 2018

REPARTION DES CREDITS DU PIP (2018 - 2020) PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR														
C O D E	NOMENCLATURE	2018			2019			2020			2018 - 2020			%
		BND	FINEX	Total1	BND	FINEX	Total2	BND	FINEX	Total3	BND	FINEX	TOTAL	
1	DEVELOPPEMENT RURAL	148 325,5	550 296,9	698 622,4	268 359,5	404 184,3	672 543,8	1 176 188,5	314 942,0	1 491 130,5	1 592 873,5	1 269 423,2	2 862 296,7	10,1%
11	Agriculture	123 260,0	301 685,9	424 945,9	196 280,0	208 279,1	404 559,1	801 039,0	130 554,1	931 593,1	1 120 579,0	640 519,1	1 761 098,1	6,2%
12	Elevage	2 000,0	10 172,0	12 172,0	18 189,0	15 390,0	33 579,0	43 000,0	23 084,0	66 084,0	63 189,0	48 646,0	111 835,0	0,4%
13	Pêche	12 650,0	47 840,6	60 490,6	16 033,5	40 902,5	56 936,0	16 238,5	40 902,5	57 141,0	44 922,0	129 645,6	174 567,6	0,6%
14	Forêts / Hydraulique Villageoise.	10 415,5	190 598,4	201 013,9	37 857,0	139 612,7	177 469,7	315 911,0	120 401,4	436 312,4	364 183,5	450 612,5	814 796,0	2,9%
2	MINES-INDUSTRIE-EAU-ENERGIE	376 539,0	1 612 194,0	1 988 733,0	849 023,4	1 767 650,4	2 616 673,8	1 447 131,0	2 619 258,1	4 066 389,1	2 672 693,4	5 999 102,5	8 671 795,9	30,6%
21	Mines-Géologie-Environnement	18 753,5	62 755,0	81 508,5	90 573,1	52 709,0	143 282,1	72 738,0	45 433,0	118 171,0	182 064,6	160 897,0	342 961,6	1,2%
22	Industrie-PME-Commerce-Artisanat	59 800,0	102 382,0	162 182,0	34 220,0	28 767,0	62 987,0	16 684,0	0,0	16 684,0	110 704,0	131 149,0	241 853,0	0,9%
23	Eau Urbaine	67 482,0	63 265,0	130 747,0	143 391,0	99 506,0	242 897,0	277 855,0	328 405,8	606 260,8	488 728,0	491 176,8	979 904,8	3,5%
24	Energie	159 735,5	1 173 816,1	1 333 551,6	476 613,0	1 424 380,4	1 900 993,4	993 127,0	2 032 882,3	3 026 009,3	1 629 475,5	4 631 078,8	6 260 554,3	22,1%
25	Hydraulique	50 000,0	209 975,9	259 975,9	54 962,3	162 288,0	217 250,3	52 201,0	212 537,0	264 738,0	157 163,3	584 800,9	741 964,2	2,6%
26	Hotellerie - Tourisme	20 768,0	0,0	20 768,0	49 264,0	0,0	49 264,0	34 526,0	0,0	34 526,0	104 558,0	0,0	104 558,0	0,4%
3	INFRASTRUCTURES	923 695,1	1 528 706,5	2 452 401,6	1 024 979,4	1 972 054,3	2 997 033,7	1 047 199,0	1 942 689,0	2 989 888,0	2 995 873,5	5 443 449,8	8 439 323,3	29,8%
31	Urbanisme-Habitat	36 066,0	162 270,0	198 336,0	108 637,0	102 000,0	210 637,0	193 716,0	0,0	193 716,0	338 419,0	264 270,0	602 689,0	2,1%
32	Travaux Publics	873 005,1	1 168 917,5	2 041 922,6	778 550,4	1 826 830,3	2 605 380,7	743 913,0	1 798 689,0	2 542 602,0	2 395 468,5	4 794 436,8	7 189 905,3	25,4%
33	Transports / Météo	5 410,7	0,0	5 410,7	18 942,0	0,0	18 942,0	9 700,0	0,0	9 700,0	34 052,7	0,0	34 052,7	0,1%
34	Télécom./Postes	9 213,3	197 519,0	206 732,3	118 850,0	43 224,0	162 074,0	99 870,0	144 000,0	243 870,0	227 933,3	384 743,0	612 676,3	2,2%
4	SOCIAL	657 891,2	697 607,9	1 355 499,1	919 898,9	593 055,8	1 512 954,7	1 424 362,0	292 247,4	1 716 609,4	3 002 152,1	1 582 911,1	4 585 063,2	16,2%
41	Santé / Affaires Sociales	245 748,2	427 589,4	673 337,6	268 028,0	186 341,0	454 369,0	241 578,0	218 271,4	459 849,4	755 354,2	832 201,8	1 587 556,0	5,6%
41	* Santé Publique	196 329,7	384 901,3	581 231,0	205 208,0	125 300,0	330 508,0	213 800,0	145 215,0	359 015,0	615 337,7	655 416,3	1 270 754,0	4,5%
41	* Affaires Sociales	49 418,5	42 688,1	92 106,6	62 820,0	61 041,0	123 861,0	27 778,0	73 056,4	100 834,4	140 016,5	176 785,5	316 802,0	1,1%
42	Education	388 835,0	224 321,5	613 156,5	297 395,9	362 714,8	660 110,7	807 752,0	49 083,0	856 835,0	1 493 982,9	636 119,3	2 130 102,2	7,5%
42	* Enseignement PréUniversitaire	162 996,5	1 500,0	164 496,5	133 653,6	1 434,8	135 088,4	185 752,0	0,0	185 752,0	482 402,1	2 934,8	485 336,9	1,7%
42	* Enseign. Sup./Recherche Scientif.	142 846,0	196 044,0	338 890,0	104 604,7	361 280,0	465 884,7	513 500,0	38 440,0	551 940,0	760 950,7	595 764,0	1 356 714,7	4,8%
42	* Enseign. Techn./Formation Profes.	82 992,5	26 777,5	109 770,0	59 137,6	0,0	59 137,6	108 500,0	10 643,0	119 143,0	250 630,1	37 420,5	288 050,6	1,0%
43	Autres Secteur Social	23 308,0	45 697,0	69 005,0	354 475,0	44 000,0	398 475,0	375 032,0	24 893,0	399 925,0	752 815,0	114 590,0	867 405,0	3,1%
43	* Communication - Culture	7 097,1	0,0	7 097,1	27 875,0	0,0	27 875,0	14 564,0	0,0	14 564,0	49 536,1	0,0	49 536,1	0,2%
43	* Jeunesse et Sports	16 210,9	45 697,0	61 907,9	326 600,0	44 000,0	370 600,0	360 468,0	24 893,0	385 361,0	703 278,9	114 590,0	817 868,9	2,9%

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Inscription par projet et secteur

PLF **2018**

5	ADMINISTRAT°/DECENTRALISAT°	447 725,2	219 194,7	666 919,9	1 265 738,8	298 055,2	1 563 794,0	618 865,5	135 863,5	754 729,0	2 332 329,5	653 113,4	2 985 442,9	10,6%
51	Administration Générale	205 370,4	159 294,9	364 665,3	372 880,7	221 199,0	594 079,7	265 172,5	59 006,0	324 178,5	843 423,6	439 499,9	1 282 923,5	4,5%
52	Décentralisation / Défense-Sécurité	242 354,8	59 899,8	302 254,6	892 858,1	76 856,2	969 714,3	353 693,0	76 857,5	430 550,5	1 488 905,9	213 613,5	1 702 519,4	6,0%
6	TOTAL HORS TAXES	2 554 176,0	4 608 000,0	7 162 176,0	4 328 000,0	5 035 000,0	9 363 000,0	5 713 746,0	5 305 000,0	11 018 746,0	12 595 922,0	14 948 000,0	27 543 922,0	97,3%
61	PRISE EN CHARGE DROITS-TAXES	162 824,0	0,0	162 824,0	260 000,0	0,0	260 000,0	330 254,0	0,0	330 254,0	753 078,0	0,0	753 078,0	2,7%
	Droits et Taxes sur Finex (TTC)	162 824,0	0,0	162 824,0	260 000,0	0,0	260 000,0	330 254,0	0,0	330 254,0	753 078,0	0,0	753 078,0	2,7%
7	TOTAL INVESTISSEMENTS	2 717 000,0	4 608 000,0	7 325 000,0	4 588 000,0	5 035 000,0	9 623 000,0	6 044 000,0	5 305 000,0	11 349 000,0	13 349 000,0	14 948 000,0	28 297 000,0	100%

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Répartition par Ministère et Institution

PLF 2018

REPARTITION DES CREDITS DU PIP 2018-2020 PAR MINISTERE ET INSTITUTION EN MILLIONS DE GNF														
C O D E	ANNEES	2018			2019			2020			2018 - 2020			%
	NOMENCLATURE DES MINISTRES ET PILIERS DU PNDES	BND	FINEX	TOTAL1	BND	FINEX	TOTAL2	BND	FINEX	TOTAL3	BND	FINEX	TOTAL GENERAL	
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	22 253,0	0,0	22 253,0	26 000,0	0,0	26 000,0	0,0	0,0	0,0	48 253,0	0,0	48 253,0	0,2%
02	PRIMATURE	10 000,0	0,0	10 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10 000,0	0,0	10 000,0	0,0%
03	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	30 000,0	0,0	30 000,0	635 338,0	0,0	635 338,0	208 292,0	0,0	208 292,0	873 630,0	0,0	873 630,0	3,1%
04	MINISTERE ADMINISTRATION TERRITOIRE/DECENT.	200 930,3	59 899,8	260 830,1	233 880,1	76 856,2	310 736,3	83 065,0	76 857,5	159 922,5	517 875,4	213 613,5	731 488,9	2,6%
05	MINISTERE SECURITE ET PROTECTION CIVILE	11 424,5	0,0	11 424,5	23 640,0	0,0	23 640,0	62 336,0	0,0	62 336,0	97 400,5	0,0	97 400,5	0,3%
06	MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCAUX	14 138,4	0,0	14 138,4	21 813,0	0,0	21 813,0	30 000,0	0,0	30 000,0	65 951,4	0,0	65 951,4	0,2%
07	MINISTERE AF. ETRANGERES/ GUINEENS DE L'ETRANGER	6 000,0	0,0	6 000,0	25 000,0	0,0	25 000,0	15 000,0	0,0	15 000,0	46 000,0	0,0	46 000,0	0,2%
08	MINISTERE DU PLAN/COOPERAT	58 933,2	8 000,0	66 933,2	73 426,0	0,0	73 426,0	10 000,0	12 000,0	22 000,0	142 359,2	20 000,0	162 359,2	0,6%
09	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	35 373,3	54 434,0	89 807,3	32 367,6	131 074,0	163 441,6	26 540,0	47 006,0	73 546,0	94 280,9	232 514,0	326 794,9	1,2%
10	MINISTERE FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL	15 763,1	96 860,9	112 624,0	19 513,1	90 125,0	109 638,1	1 602,0	0,0	1 602,0	36 878,2	186 985,9	223 864,1	0,8%
22	MINISTERE DE L'INFORMATION	0,0	0,0	0,0	19 800,0	0,0	19 800,0	0,0	0,0	0,0	19 800,0	0,0	19 800,0	0,1%
25	COUR SUPREME	2 300,0	0,0	2 300,0	990,0	0,0	990,0	0,0	0,0	0,0	3 290,0	0,0	3 290,0	0,0%
26	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	580,0	0,0	580,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	580,0	0,0	580,0	0,0%
30	SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	15 500,0	0,0	15 500,0	42 221,0	0,0	42 221,0	40 000,0	0,0	40 000,0	97 721,0	0,0	97 721,0	0,3%
64	MINISTERE DU BUDGET	14 529,4	0,0	14 529,4	69 500,0	0,0	69 500,0	52 992,0	0,0	52 992,0	137 021,4	0,0	137 021,4	0,5%
11	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	123 260,0	301 685,9	424 945,9	196 280,0	208 279,1	404 559,1	801 039,0	130 554,1	931 593,1	1 120 579,0	640 519,1	1 761 098,1	6,2%
12	MINISTERE DE LA PECHE ET ACQUACULTURE	12 650,0	47 840,6	60 490,6	16 033,5	40 902,5	56 936,0	16 238,5	40 902,5	57 141,0	44 922,0	129 645,6	174 567,6	0,6%

Projet de Loi de Finance
Détail des crédits d'investissement
Répartition par Ministère et Institution

PLF 2018

13	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	3 929,5	45 729,1	49 658,6	59 915,9	21 562,0	81 477,9	38 918,0	17 960,0	56 878,0	102 763,4	85 251,1	188 014,5	0,7%
14	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	873 005,1	1 168 917,5	2 041 922,6	778 550,4	1 826 830,3	2 605 380,7	743 913,0	1 798 689,0	2 542 602,0	2 395 468,5	4 794 436,8	7 189 905,3	25,4%
15	MINISTERE DE LA VILLE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	36 066,0	162 270,0	198 336,0	108 637,0	102 000,0	210 637,0	193 716,0	0,0	193 716,0	338 419,0	264 270,0	602 689,0	2,1%
16	MINISTERE DU COMMERCE	3 000,0	82 530,0	85 530,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 000,0	82 530,0	85 530,0	0,3%
32	MINISTERE DELEGUE CHARGE DES TRANSPORTS	5 410,7	0,0	5 410,7	18 942,0	0,0	18 942,0	9 700,0	0,0	9 700,0	34 052,7	0,0	34 052,7	0,1%
36	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	279 217,5	1 590 336,7	1 869 554,2	706 623,3	1 796 580,7	2 503 204,0	1 614 594,0	2 667 137,2	4 281 731,2	2 600 434,8	6 054 054,6	8 654 489,4	30,6%
37	MINISTERE DES TELECOMMUNICATIONS ET DES NTI	9 213,3	197 519,0	206 732,3	118 850,0	43 224,0	162 074,0	99 870,0	144 000,0	243 870,0	227 933,3	384 743,0	612 676,3	2,2%
40	MINISTERE DE L'ELEVAGE	2 000,0	10 172,0	12 172,0	18 189,0	15 390,0	33 579,0	43 000,0	23 084,0	66 084,0	63 189,0	48 646,0	111 835,0	0,4%
41	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES PME	55 800,0	17 852,0	73 652,0	34 220,0	28 767,0	62 987,0	16 684,0	0,0	16 684,0	106 704,0	46 619,0	153 323,0	0,5%
18	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	196 329,7	384 901,3	581 231,0	205 208,0	125 300,0	330 508,0	213 800,0	145 215,0	359 015,0	615 337,7	655 416,3	1 270 754,0	4,5%
19	MINISTERE ACTIONS SOCIALES, PROMOTION FEMININE ET ENFANCE	49 418,5	42 688,1	92 106,6	62 820,0	61 041,0	123 861,0	27 778,0	73 056,4	100 834,4	140 016,5	176 785,5	316 802,0	1,1%
20	MINISTERE ENSEIGNEMENT PRE-UNIVERSITAIRE	162 996,5	1 500,0	164 496,5	133 653,6	1 434,8	135 088,4	185 752,0	0,0	185 752,0	482 402,1	2 934,8	485 336,9	1,7%
21	MINISTERE EMPLOI, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET	82 992,5	26 777,5	109 770,0	59 137,6	0,0	59 137,6	108 500,0	10 643,0	119 143,0	250 630,1	37 420,5	288 050,6	1,0%
23	MINISTERE JEUNESSE ET EMPLOIS JEUNES	8 600,0	45 697,0	54 297,0	11 600,0	44 000,0	55 600,0	10 500,0	24 893,0	35 393,0	30 700,0	114 590,0	145 290,0	0,5%
34	MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE	142 846,0	196 044,0	338 890,0	104 604,7	361 280,0	465 884,7	513 500,0	38 440,0	551 940,0	760 950,7	595 764,0	1 356 714,7	4,8%
43	MINISTERE DE LA CULTURE ET SPORT	14 708,0	0,0	14 708,0	335 675,0	0,0	335 675,0	364 532,0	0,0	364 532,0	714 915,0	0,0	714 915,0	2,5%
17	MINISTERE DU TOURISME ,DE L'HOTELLERIE ET DE L'ARTISANAT	20 768,0	0,0	20 768,0	49 264,0	0,0	49 264,0	34 526,0	0,0	34 526,0	104 558,0	0,0	104 558,0	0,4%
31	MINISTERE DELEGUE CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT	18 239,5	58 594,6	76 834,1	36 857,2	60 353,4	97 210,6	36 320,0	54 562,3	90 882,3	91 416,7	173 510,3	264 927,0	0,9%
TOTAL HORS TAXES		2 560 176,0	4 608 000,0	7 168 176,0	4 328 000,0	5 035 000,0	9 363 000,0	5 305 000,0	5 305 000,0	11 018 746,0	12 595 922,0	14 948 000,0	27 543 922,0	97,3%
99	DROITS ET TAXES	162 824,0	0,0	162 824,0	260 000,0	0,0	260 000,0	330 254,0	0,0	330 254,0	753 078,0	0,0	753 078,0	2,7%
TOTAL (TTC)		2 723 000,0	4 608 000,0	4 608 000,0	4 588 000,0	5 035 000,0	9 623 000,0	6 044 000,0	5 305 000,0	11 349 000,0	13 355 000,0	14 948 000,0	28 303 000,0	100%